

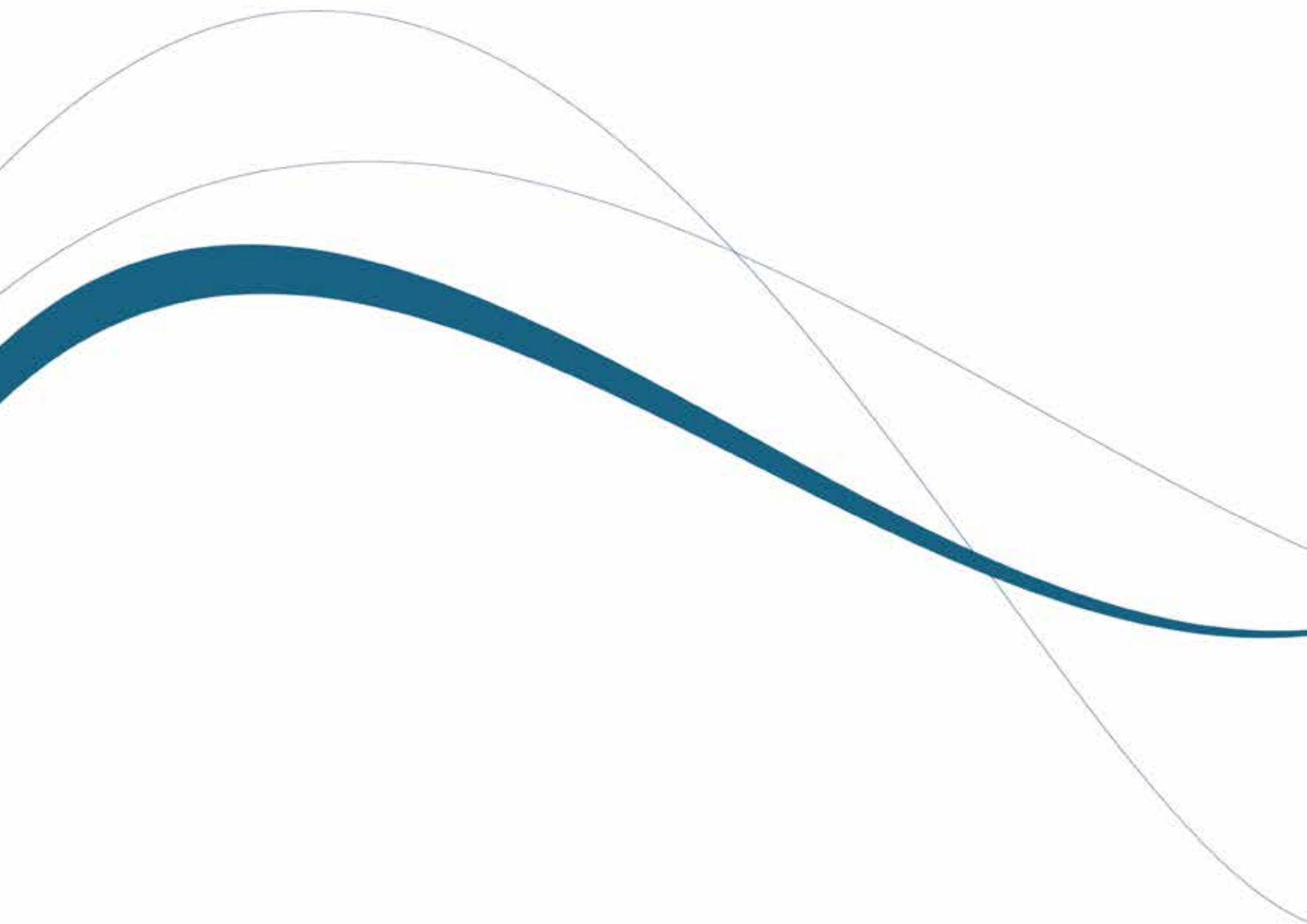
Investissements étrangers créateurs d'emploi en France

**RAPPORT
ANNUEL
2012**



« La France possède plusieurs atouts majeurs dans lesquels elle peut puiser. En particulier, une démographie dynamique, une productivité horaire parmi les plus élevées de l'OCDE, une position de leader mondial dans plusieurs secteurs clés tels que l'aérospatial et les transports, et des infrastructures de grande qualité. »

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE - juin 2012



07

PREFACE

08

LE CONTEXTE
INTERNATIONAL

12

ANALYSE
DES RESULTATS
2012

14 Synthèse 2012

16 Projets et emplois

18 Pays d'origine :
les entreprises européennes
en première ligne

21 Fonction servie
par l'investissement

23 Secteur d'activité
de l'entreprise investisseur

27 Type d'investissement

29 Région d'accueil

32 Autres types
d'investissements
non comptabilisés
au Bilan

34

ATTRACTIVITE
DU SITE FRANCE

36 Les caractéristiques
de la présence étrangère
en France

40 La contribution
des filiales d'entreprises
étrangères
à l'économie française

46 Innovation et attractivité

58

MONOGRAPHIES
PAR PAYS

60 Afrique du Sud

61 Allemagne

62 ASEAN

63 Australie

64 Autriche

65 Belgique

66 Brésil

67 Canada

68 Chine

69 Corée du Sud

70 Danemark

71 Espagne

72 Etats-Unis

73 Finlande

74 Inde

75 Israël

76 Italie

77 Japon

78 Pays-Bas

79 Pays du Golfe

80 Royaume-Uni

81 Russie

82 Suède

83 Suisse

84 Turquie

85

ANNEXES

Dans les dix dernières années, 6500 nouveaux investissements étrangers ont ciblé notre pays, générant 300 000 emplois.

Cette dynamique ne s'est pas démentie en 2012 : les Agences régionales de développement économique et l'AFII ont, ainsi, dénombré 693 décisions d'investissement prises par des entreprises étrangères dans des activités créatrices d'emploi.

Comparable à celui de 2011, ce résultat est l'un des trois meilleurs enregistrés depuis dix ans. Ces nouveaux investissements créeront ou sauvegarderont près de 26 000 emplois.

Alors même que persistaient des interrogations sur la sortie de crise en Europe, les investisseurs internationaux ont marqué leur confiance dans le site France, dont les atouts structurels et la réactivité ont compté au moment des choix de localisation.

Le « Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi » mis en œuvre depuis novembre 2012, tout comme l'accord de janvier 2013 sur la sécurisation de l'emploi, ont illustré, hors des frontières, cette capacité de mouvement.

Dans le même temps, la communication du gouvernement sur l'attractivité a appelé, le 9 janvier dernier, à une mobilisation nationale pour porter à un millier le nombre annuel d'investissements étrangers créateurs d'emploi d'ici 2017.

Le présent rapport éclaire cette ambition, en revenant sur les atouts de la France et sur les enjeux de l'accueil de ces investissements.

Il rappelle que les entreprises étrangères implantées en France y emploient près de deux millions de personnes, réalisent un tiers des exportations françaises et contribuent fortement à la recherche entrepreneuriale.

Il souligne que les entreprises américaines ont continué de choisir la France pour de nouveaux investissements physiques en 2012, confortant la première place qu'occupent les Etats-Unis parmi les pays d'origine des investissements étrangers en France.

L'importance que conserve l'Europe, à l'origine de près de 60 % des projets, s'y trouve affirmée, ainsi que la part croissante des projets portés par des entreprises des pays émergents (désormais 8 % du total).

Au moment où se déploie à l'étranger la campagne « Say Oui to France, Say Oui to innovation », l'attractivité de la France pour les activités de recherche-développement se confirme, le nombre des décisions d'investissement dans ce domaine ayant connu un rebond en 2012.

Plus largement, ce rapport 2012 met en perspective, dans un contexte européen très concurrentiel, l'action que l'AFII poursuit avec l'ensemble des acteurs publics contribuant à l'implantation des investissements étrangers, au service du développement économique des territoires et de l'emploi.

David APPIA
Ambassadeur délégué
aux investissements internationaux
Président de l'AFII

DANS UN CONTEXTE INCERTAIN, LA CROISSANCE MONDIALE A ATTEINT **3,2 % EN 2012**, CONTRE 3,9 % EN 2011 (FMI, 2013).

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Un ralentissement de la croissance mondiale

Cette faiblesse de la croissance et le rééquilibrage budgétaire nécessaire dans les pays avancés expliquent le ralentissement des flux commerciaux qui devraient connaître une progression de 2,8 % en 2012, contre 5,9 % en 2011. La reprise dans les pays développés est plus lente que prévue : la croissance du PIB en volume des pays développés en 2012 s'établit à 1,3 %, contre 1,6 % en

2011. Alors que le Royaume-Uni (-0,2 %), l'Italie (-2,1 %) et l'Espagne (-1,4 %) devraient connaître un recul de leur activité, la croissance s'établirait autour de 0,2 % en France, et 0,9 % en Allemagne.

Moins vigoureuse qu'en 2010 et 2011, la croissance des économies émergentes et en développement devrait ralentir, pour atteindre 5,1 % en 2012.

Un recul des investissements directs étrangers en 2012

Selon la CNUCED⁽¹⁾, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont régressé de 18 % en 2012, pour atteindre 1 310,7 milliards de dollars.

[FIG. 1] Cette baisse a principalement concerné les pays développés (548,9 Mds USD), en recul de 32 % en 2012, après une hausse de 18 % en 2011. L'Union européenne connaît une baisse de 35 % des flux d'IDE entrants en 2012. Elle reste la deuxième région d'accueil des investissements, recevant en 2012, 22 % des investissements mondiaux et plus de la moitié de ceux destinés aux pays développés (287 Mds USD). Les entrées d'IDE à destination des économies en développement (680 Mds USD) ont bien résisté en 2012, avec un

FIG. 1

Flux d'investissements directs étrangers entrants (1990-2012)

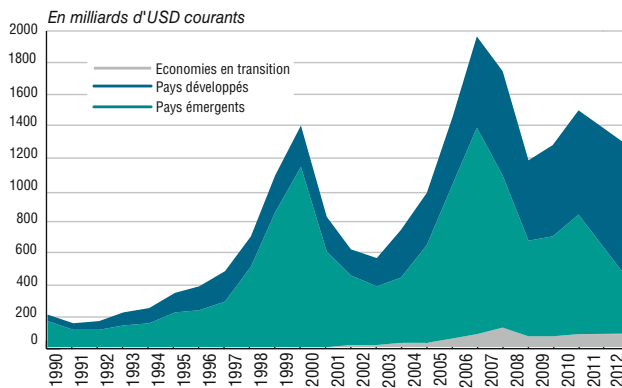
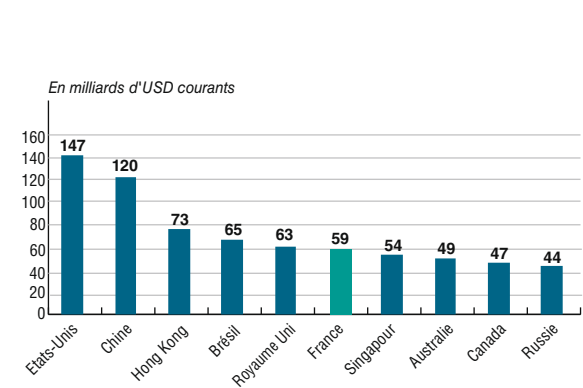


FIG. 2

Top 10 des flux d'investissements directs étrangers entrants (2012)



léger recul de 3 %. Les pays en développement accueillent, en 2012, 52 % des flux d'IDE mondiaux (contre 25 % en 2001, et 44 % en 2011). Avec 399 milliards de dollars, l'Asie devient la première région d'accueil des investissements dans le monde.

En 2012, la valeur des fusions-acquisitions internationales a diminué de 41 % par rapport à 2011.

Avec 58,9 Mds\$ d'IDE entrants⁽²⁾, selon les dernières estimations de la CNUCED, la France est, en 2012, la cinquième destination mondiale des flux d'IDE, parmi les principales destinations européennes, devant l'Allemagne (1,3 Mds USD) et l'Espagne (17,5 Mds USD), notamment.

^(FIG.2) La France accueille, selon la CnuCED, 20 % des flux destinés à l'Union européenne en 2012.

Les pays émergents tiennent une place croissante dans les flux d'investissement

La plupart des économies émergentes ont connu une croissance vigoureuse, de l'ordre de +5,1 % pour l'année 2012. Cette moyenne est tirée par la performance des pays émergents d'Asie (+6,6 %), au premier rang desquels la Chine (7,8 %) et l'Inde (4,5 %), suivies par la Russie (+3,6 %).

Selon Goldman Sachs, les BRICS pourraient compter plus, en termes de PIB cumulé, que les économies du G7 en 2032. Le PIB de la Chine pourrait dépasser celui des Etats-Unis en 2025, le PIB par habitant ne représentant cependant qu'un quart de celui des Etats-Unis à cette date.

Les pays en développement et en transition ont absorbé plus de la moitié des flux d'IDE entrants en 2012. Les BRIC accueillent le quart des investissements entrants dans le monde. L'internationalisation des entreprises des économies émergentes est récente, mais soutenue et rapide. Après une première vague d'internationalisation

inscrite sur une base régionale, ces entreprises ont renforcé leur présence sur les marchés mondiaux, dès le début des années 1990. La multiplication des opérations d'investissement à destination des pays développés s'observe depuis une dizaine d'années.

Aujourd'hui, plus de 80 entreprises des principales économies émergentes figurent parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales du classement international Forbes⁽³⁾. Elles étaient 41 en 2007, et 27 en 2003. Dans ce classement, Forbes répertoriait, en 2012, 29 entreprises chinoises, contre 4 en 2003, et 10 entreprises indiennes, contre 4 en 2003.

(1) UNCTAD, Global Investments Trends Monitor, N°11, January 2013.

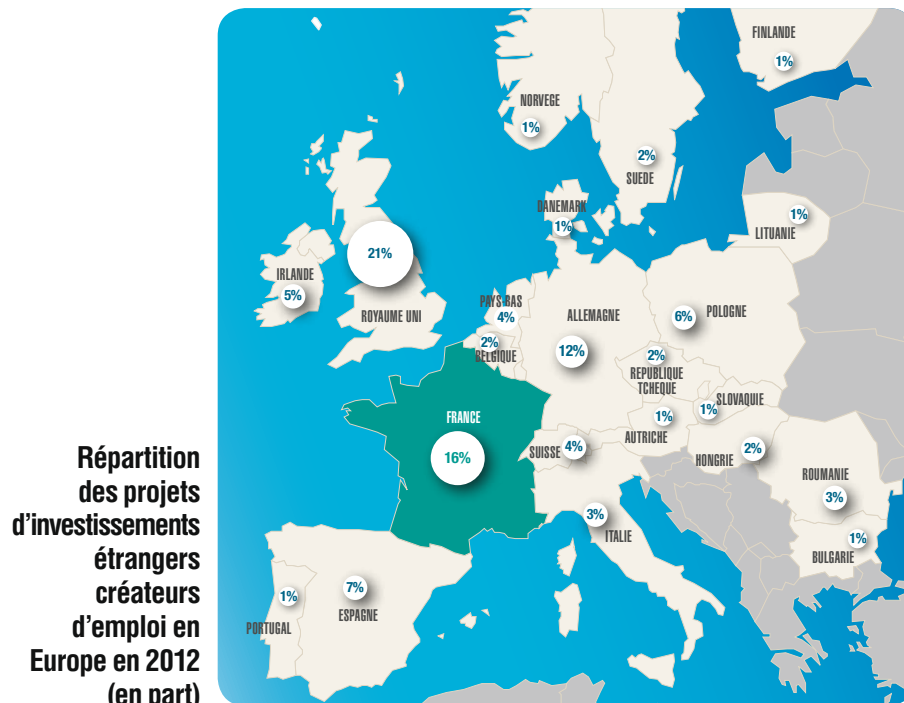
(2) Pour les trois premiers trimestres de l'année 2012, les flux d'investissements directs étrangers en France estimés par la Banque de France seraient de 35,8 milliards d'euros.

(3) « Forbes Global 2 000 » fondé sur quatre critères : le revenu, le résultat d'exploitation, l'actif comptable et la capitalisation boursière de la firme.

Les investissements étrangers créateurs d'emploi se maintiennent à des niveaux élevés

Les données établies par la CNUCED sur les IDE intègrent des opérations financières, telles que les fusions et acquisitions, ainsi que des flux financiers intra-groupes, qui peuvent représenter une part très significative de ces investissements directs étrangers.

C'est pourquoi, les agences de promotion de l'investissement étranger, telle que l'AFII, concentrent leurs bilans sur les projets d'investissement physique permettant de créer ou de sauvegarder de l'emploi.



Après une forte baisse des investissements à destination de l'Europe observée au lendemain de la crise financière, les pays européens ont accueilli de tels projets en nombre croissant: +5 % en moyenne annuelle depuis 2009⁽⁴⁾. En 2012, les investissements recensés ont connu une progression de +12 % par rapport à 2011, pour atteindre 3 496 projets d'investissements.

L'Europe accueille, ainsi, 28,8 % des investissements créateurs d'emplois dans le monde, l'Amérique du Nord 28,6 %, l'Asie 25,7 %, l'Amérique Latine 7 %, le Moyen-Orient 5,0 % et l'Afrique 4,6 %.⁽⁵⁾ La France s'est maintenue au second rang en Europe pour le nombre des investissements créateurs d'emploi en 2012, derrière le Royaume-Uni, accueillant 16 % des projets d'investissement destinés au marché européen.

(4) Données de l'Observatoire Europe, AFII 2012.

(5) Données de fDi Markets, 2012.

Evolution des investissements étrangers en Europe entre 2007 et 2011

L'attractivité de l'Europe reste forte. Cette région est la première région d'accueil dans le monde des investissements étrangers créateurs d'emploi. L'attractivité de l'Europe se renforce pour les investisseurs américains, dont les investissements représentent près du tiers des investissements étrangers en Europe en 2011, contre 27 % en 2007 et 2008. Bien que les investissements allemands en Europe aient connu un léger repli depuis 2007, les entreprises allemandes réalisent une part assez stable des investissements en Europe (13 % en 2011, contre 14 % sur la période). En dépit de la crise européenne, les investissements des pays

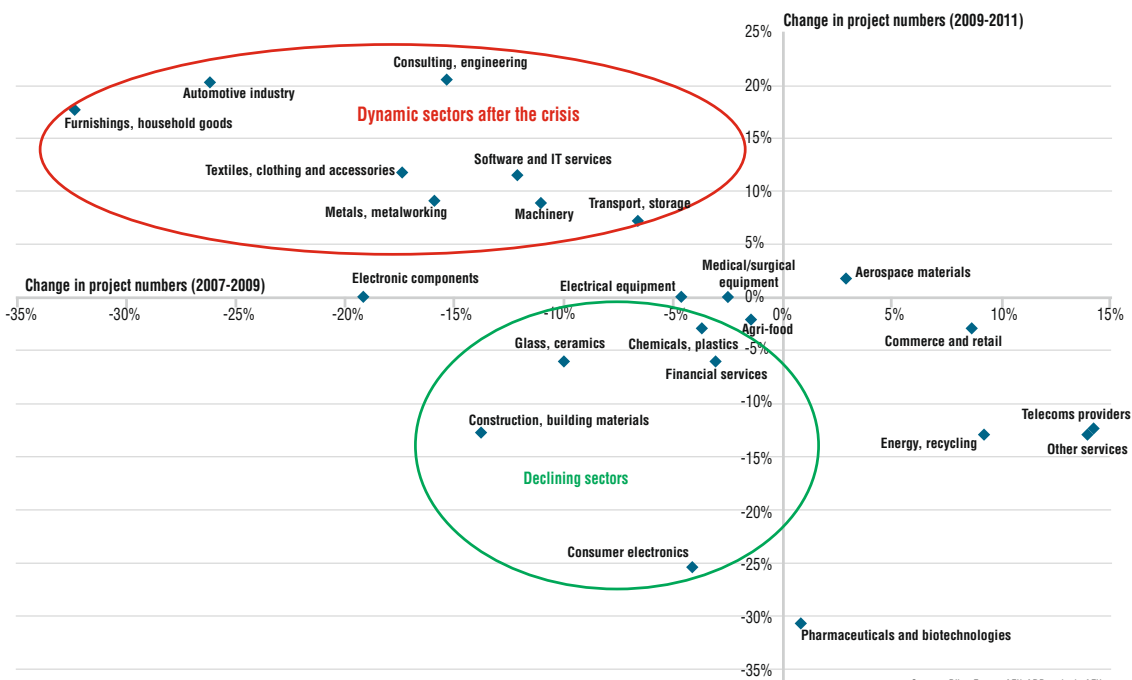
émergents à destination de l'Europe ont progressé de + 8 % en moyenne annuelle sur la période 2007-2011. Ils représentent 5 % de l'ensemble des investissements étrangers en 2011, contre 3 % en 2007. Sur la période 2007-2011, la France est le 2^e pays de destination des investissements étrangers derrière le Royaume-Uni (17 %).

Elle devance l'Allemagne (11 %), l'Espagne (8 %) et la Pologne (6 %).

La présence étrangère en Europe se porte sur les logiciels et prestations informatiques (15 %), le conseil-ingénierie (11 %), l'énergie, recyclage (9 %), les services financiers (9 %), les constructeurs automobiles (6 %), le transport, stockage (6 %), la chimie, plasturgie (6 %) et les équipements électriques, électroniques (5 %).

Les entreprises américaines comptent parmi les premiers investisseurs du secteur logiciels et prestations informatiques, dans

Classement des secteurs selon la croissance des projets avant et durant la crise



lequel elles réalisent 50 % de l'ensemble des investissements, contre 7 % pour la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. De même, les investissements américains et britanniques représentent respectivement 37 % et 18 % des investissements réalisés dans le secteur du conseil-ingénierie. L'Allemagne se distingue dans le secteur de l'énergie, en réalisant 22 % de l'ensemble des investissements destinés à ce secteur. On assiste en 2011 à une dynamique des investissements dans les activités intensives en technologie et en savoir-faire, qu'il s'agisse d'activités comme les logiciels, le conseil, les constructeurs automobiles, et le transport, stockage.

L'analyse des évolutions sectorielles met en lumière des secteurs qui sont en déclin depuis la crise, et d'autres devenus dynamiques après la crise. Les investissements relevant des secteurs verre, céramique, chimie-plasturgie, BTP, électronique grand public et services financiers sont en recul régulier depuis 2007.

A l'inverse, les décisions d'investissements des entreprises étrangères appartenant au secteur du conseil, constructeurs automobiles, textile, métaux, logiciels et prestations informatiques, transport ont fortement progressé sur la période 2009-2011. Ainsi, les projets dans le secteur des constructeurs automobiles et équipementiers ont progressé de 20 % en moyenne annuelle sur la période 2009-2011, contre -26 % durant la crise.

Entreprises étrangères qui investissent en Europe (2007-2011)

Plus de 8 700 entreprises étrangères ont investi en Europe entre 2007 et 2011. Les dix premières ne sont à l'origine que de 3,7 % de l'ensemble des investissements recensés depuis 2007.

Avec plus de 60 projets recensés sur la période 2007-2011, le groupe allemand Siemens AG est le premier investisseur étranger en Europe. Il investit principalement en Europe de l'Ouest, où

la France, l'Espagne et l'Autriche sont les principales destinations. Présent en France depuis 160 ans, avec plus de 7 000 collaborateurs, Siemens AG compte huit centres de production et sept centres de recherche et développement en France.

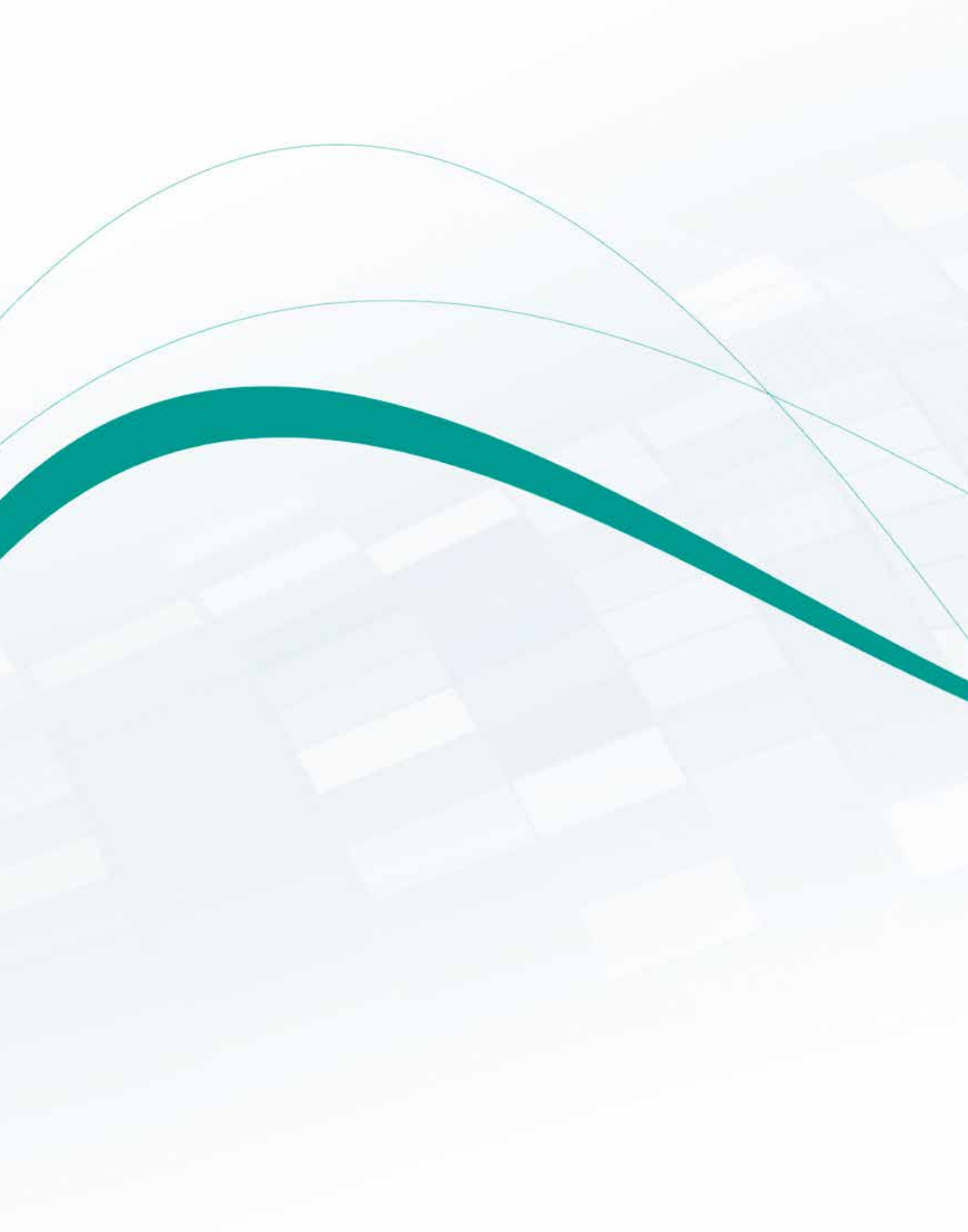
IBM Corp est le principal investisseur américain en Europe. Plus de 65 nouveaux projets en Europe ont été recensés sur la période 2007-2011. Le groupe est très dynamique en Irlande, France, Pologne, Royaume-Uni et Allemagne.

Nestlé S.A. est le principal investisseur dans l'industrie agroalimentaire en Europe. Près de cinquante projets d'investissement ont été recensés sur la période 2007-2011. Le groupe est particulièrement dynamique en France et en Espagne. L'implantation de Nestlé S.A. en France remonte à 1868, avec l'ouverture à Paris de l'Agence de vente des farines lactées suisses Henri Nestlé pour enfants en bas âge. La France accueille cinq des vingt-neuf centres de recherche du groupe.

ENTREPRISES ETRANGERES INVESTISSANT REGULIEREMENT EN EUROPE (2007-2011)

ENTREPRISE MERE	PAYS D'ORIGINE	SECTEUR PRINCIPAL	NOMBRE DE PROJETS
Siemens AG	Allemagne	Electronique grand public	67
IBM Corp	Etats-Unis	Equipements électriques, électroniques, informatiques	65
General Electric	Etats-Unis		58
E.On AG	Allemagne	Energie, recyclage	56
Deutsche Post AG	Allemagne	Transport, stockage	53
Nestlé SA	Suisse	Agroalimentaire	49
Enel SPA	Italie	Energie, recyclage	46
Microsoft	Etats-Unis	Logiciels et prestations informatiques	45
Iberdrola	Espagne	Energie, recyclage	43
EADS NV	Europe	Matériels aéronautiques	41
Volkswagen AG	Allemagne	Constructeurs automobiles	41
Deutsche Bahn AG	Allemagne	Transport, stockage	40

Source : Observatoire Europe



1 ANALYSE DES RESULTATS 2012

- 14 SYNTHÈSE 2012
- 16 PROJETS ET EMPLOIS
- 18 PAYS D'ORIGINE : LES
ENTREPRISES EUROPÉENNES
EN PREMIÈRE LIGNE
- 21 FONCTION SERVIE
PAR L'INVESTISSEMENT
- 23 SECTEUR D'ACTIVITÉ
DE L'ENTREPRISE
INVESTISSEUR
- 27 TYPE D'INVESTISSEMENT
- 29 RÉGION D'ACCUEIL
- 32 AUTRES TYPES
D'INVESTISSEMENTS
NON COMPTABILISÉS
AU BILAN

LA DYNAMIQUE DES PROJETS
D'INVESTISSEMENTS CONCERNE L'ENSEMBLE
DES TERRITOIRES FRANÇAIS, MEME SI LA FORCE
D'ATTRACTION DES PLUS GRANDES METROPOLES SE CONFIRME.

SYNTHESE 2012

La France confirme son attractivité :
13 décisions d'investissement
par semaine en moyenne.

693

nouveaux projets d'investissement

25 908

emplois créés ou sauvegardés

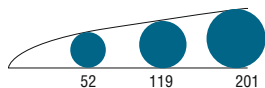
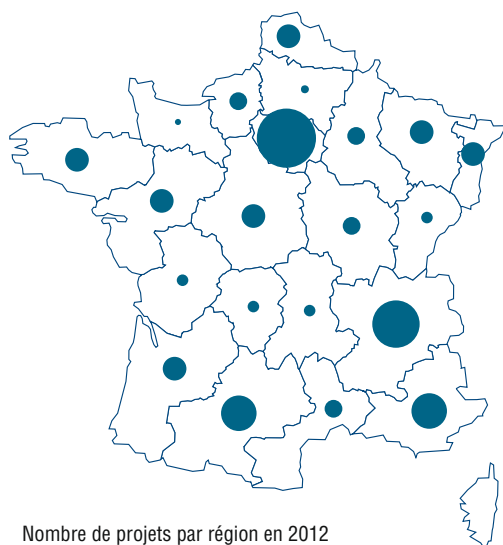
PROJETS ET EMPLOIS PAR PAYS D'ORIGINE

PAYS D'ORIGINE	PROJETS	EMPLOIS
Etats-Unis	156	5 565
Allemagne	113	3 935
Italie	63	2 100
Suisse	39	1 355
Royaume-Uni	36	837
Japon	34	706
Espagne	33	1 056
Chine	31	645
<i>dont Hong-Kong</i>	<i>3</i>	<i>30</i>
Belgique	28	1 748
Pays-Bas	24	1 134
Canada	23	527
Suède	17	595
Russie	10	252
Autriche	9	259
Inde	9	190
Australie	7	123
Danemark	6	345
Emirats Arabes Unis	5	198
Finlande	4	90
Irlande	4	53
Singapour	4	45
Taïwan	4	35
Brésil	3	13
Autres	31	4 102
Total	693	25 908

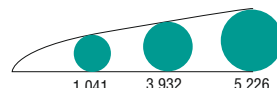
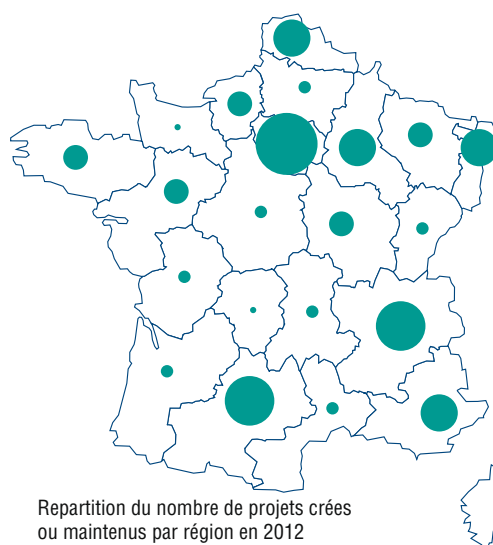
SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR EN 2012

SECTEURS DE L'ENTREPRISE	PROJETS	EMPLOIS
Machines et équipements mécaniques	63	1 661
Agro-alimentaire	42	955
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	41	4 298
Energie, recyclage, autres services concédés	35	689
Constructeurs automobiles et équipementiers	34	2 765
Equipements électriques, informatiques	32	603
Chimie, plasturgie	29	909
Equipements médico-chirurgicaux	27	680
Métaux, travail des métaux	25	1 255
Médicaments et biotechnologies appliquées	17	302
BTP, Matériaux de construction	17	297
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	16	526
Composants électroniques	15	693
Textile, textile industriel et accessoires	13	268
Ameublement et équipement du foyer	12	550
Parfums, cosmétiques	6	66
Electronique grand public	4	38
Total manufacturier	428	16 555
Logiciels et prestations informatiques	73	1 480
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	48	1 680
Transport, stockage	46	1 568
Commerce et distribution	34	1 935
Services financiers, bancaires et assurances	21	618
Hôtellerie, tourisme et restaurant	20	1 335
Autres activités de services	20	612
Opérateurs télécoms	3	125
Total services	265	9 353
Total général	693	25 908

Répartition du nombre de projets par région en 2012



Répartition du nombre d'emplois créés ou maintenus par région en 2012



FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT EN 2012

FONCTION	PROJETS	EMPLOIS
Centre de décision	181	3 175
<i>dont primo-implantation Europe</i>	37	543
<i>dont primo-implantation nationale</i>	113	1 507
<i>dont QG Monde / Europe</i>	12	550
<i>dont QG national</i>	19	575
Logistique	41	2 855
Point de vente	24	859
Production / Réalisation	194	11 007
R&D, Ingénierie, Design	58	2 143
<i>dont Ingénierie, Design</i>	13	586
<i>dont R&D</i>	45	1 557
Services aux entreprises	144	3 561
Services aux particuliers	51	2 308
Total général	693	25 908

TYPE DE L'INVESTISSEMENT EN 2012

TYPE DE L'INVESTISSEMENT	PROJETS	EMPLOIS
Création	344	8 641
Extension	303	12 358
Reprise	29	4 627
Reprise-extension	17	282
Total général	693	25 908

LA FRANCE EST RESTEE ATTRACTIVE. LE RALENTISSEMENT ECONOMIQUE ET LA TERTIARISATION DE NOTRE ECONOMIE EXPLIQUENT LA BAISSSE DU NOMBRE D'EMPLOIS ASSOCIES AUX DECISIONS D'INVESTISSEMENT.

PROJETS ET EMPLOIS

Dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale et de rééquilibrage budgétaire dans les pays développés, la France a maintenu son attractivité : elle a attiré, en 2012, 693 nouveaux projets d'investissement étrangers créateurs de 25 908 emplois. ^[FIG.1 ET 2]

Une taille moyenne des projets en baisse

Le nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet, 37 en 2012, est inférieur au niveau observé les cinq dernières années : 60 en 2006, 55 en 2007, 50 en 2008, 47 en 2009, 41 en 2010, 40 en 2011.

La baisse de la taille moyenne des projets, qui s'observe également dans les pays voisins, s'explique principalement, par :

- une tendance à l'implantation dans les pays d'Europe centrale et orientale de projets intensifs en main-d'œuvre ;
 - l'effet de la crise économique, qui a conduit les investisseurs à réduire l'ambition initiale de certains projets, dans un contexte d'incertitude sur les perspectives de croissance ;
 - le nombre plus élevé des projets de petite taille : 402 projets d'une taille inférieure à 20 emplois ont été recensés en 2012, soit 58 % de l'ensemble des projets, quand ils comptaient pour 54 % en 2010 et 42 % du total en 2007. ^[FIG.3]
- S'observe, en particulier, une part croissante des projets dans le secteur des logiciels et prestations informatiques,

domaine dans lequel le nombre moyen d'emploi par projet est de 20, contre 35 en moyenne dans le secteur des services ; la même remarque vaut pour les projets dans les équipements électriques, secteur dans lequel la taille moyenne de l'emploi est de 19 salariés, contre 39 dans l'ensemble du secteur manufacturier.

Part croissante des GE dans les investissements

En 2012, la répartition des projets en fonction de la taille de la société mère a fortement évolué : 43 % sont désormais portés par de grandes entreprises (plus de 5 000 salariés), 27 % par des entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés), et 30 % par des petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés). ^[FIG.4] Les entreprises de grande taille comptaient pour 39 % en 2011, 33 % en 2010 et 35 % en 2009.

La part croissante des GE dans les décisions d'investissement peut s'expliquer par la conjoncture économique, ces entreprises disposant d'une taille leur permettant de faire face aux difficultés liées au ralentissement de la croissance économique. Sur le territoire français, cela se traduit par une proportion plus forte des extensions décidées par ces multinationales, signe de la confiance accordée au site France : 37 % des projets d'investissement décidés par les GE concernent des activités de production (44 % des emplois créés par ces entreprises).

Ils investissent en France

NYPRO

Société américaine produisant des emballages plastiques de précision destinées aux industries de santé, et aux industries électroniques grand public, renforce les effectifs de son site de Fontenay-sur-Eure, dans la région Centre.

Installée en Eure-et-Loire depuis 2001, la filiale française est spécialisée dans le moulage par injection plastique pour pièces techniques pharmaceutiques.

A titre d'exemple, elle a produit un nouveau stylo d'injection d'insuline pour Sanofi, des inhalateurs pour Astra-Zeneca ou Novartis. La société Nypro a adapté ses équipements pour innover et développer l'activité de son site de production. « *Pour accompagner ces nouvelles productions, nous allons recruter une trentaine de personnes, l'année prochaine, principalement des techniciens de laboratoire et des ingénieurs* », précise l'entreprise.

Source : CENTRECO

CRYOSTAR SAS

Filiale du groupe allemand Linde AG, spécialisé dans les domaines gaz et ingénierie, investit 7,4 M€ dans l'extension de son site d'Héisingue, en Alsace.

Le siège de Cryostar est implanté à Héisingue depuis 1998. Le site opère dans la fabrication de turbines, de pompes et d'échangeurs pour le gaz de l'air, le gaz naturel liquide et la géothermie. L'entreprise a décidé en 2012 une extension de son activité de production et le recrutement d'une trentaine de personnes.

Elle a engagé sur son site alsacien la construction d'un bâtiment administratif de 3 000m² qui regroupera 200 salariés, et celle d'un hall de montage et de test de 750m², qui devrait être opérationnel en 2014. Parallèlement à ces projets mobilisant une enveloppe globale de 7,4M€, la société compte recruter 50 à 60 personnes.

Source : Alsace International

FIG. 1

Evolution du nombre de projets depuis 2000

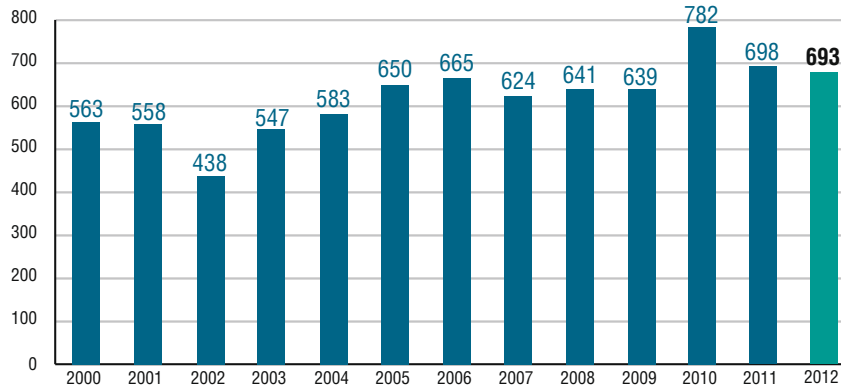


FIG. 2

Evolution du nombre d'emplois depuis 2000

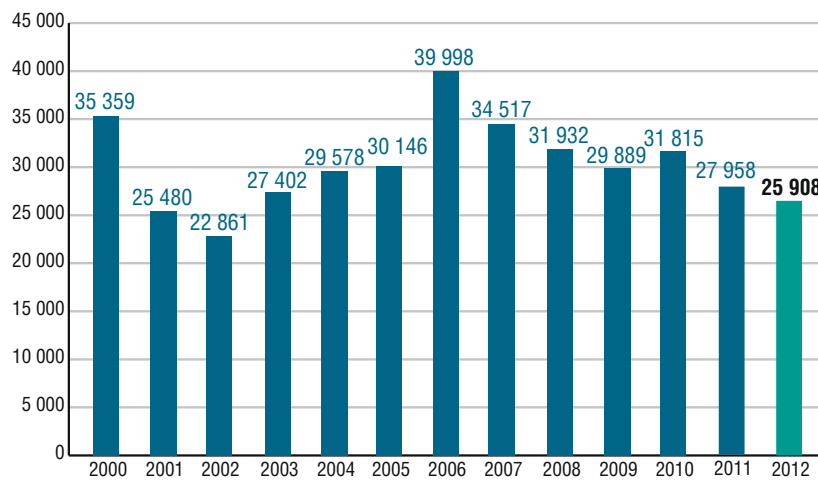


FIG. 3

Répartition des projets selon les emplois créés ou maintenus

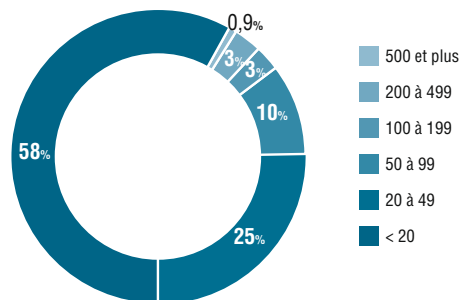
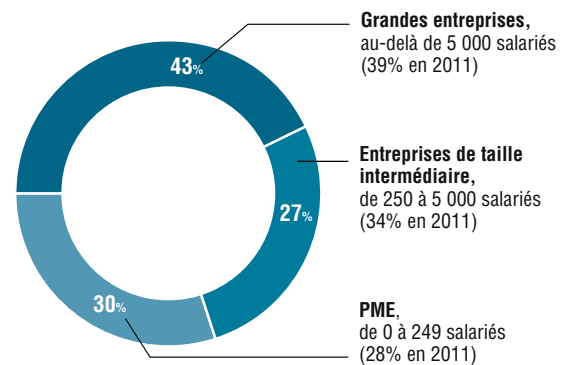


FIG. 4

Répartition des projets en fonction de la taille de la société mère en 2012



LES INVESTISSEURS ETRANGERS PROVIENNENT DE
39 PAYS DIFFERENTS EN 2012 (36 EN 2007).
403 PROJETS PROVIENNENT DE L'EUROPE.

PAYS D'ORIGINE : LES ENTREPRISES EUROPEENNES EN PREMIERE LIGNE

Dans un contexte de fort ralentissement de la croissance dans la zone euro, 58 % des investissements étrangers créateurs d'emploi décidés en France conservent une origine européenne.^[FIG.5] Cette part était de 65 % en 2010. Les entreprises venant d'Amérique du Nord comptent pour 26 % du total, contre 22 % en 2010, et celles d'Asie pour 12 %. Le nombre des investissements en provenance d'Asie et d'Amérique du Nord a progressé de 8 % et 3 %, respectivement, en 2012. La Chine contribue fortement à ce dynamisme.

Les principaux pays d'origine

LES ETATS-UNIS se maintiennent au premier rang des investisseurs étrangers en France. Avec 156 décisions d'investissement en 2012, les Etats-Unis sont à l'origine de 23 % de l'ensemble des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés en France. Par rapport

à la structure des projets d'investissement américains, s'observe en 2012 une forte hausse des projets dans les fonctions de centre de décision (essentiellement des primo implantations) et de services.

L'ALLEMAGNE se positionne à la deuxième place, avec 113 projets d'investissement en 2012 (-6 % par rapport à 2011). Cette évolution s'explique en partie par un recul des investissements dans la fonction production (37 projets en 2012, contre 43 en 2011). Les investissements allemands ont été en revanche dynamiques en 2012 dans la fonction logistique.

L'ITALIE enregistre une forte progression (+37 %) en 2012, et se maintient au troisième rang des pays d'origine, avec 63 décisions en 2012. Les investissements dans les fonctions de production et réalisation, ainsi que dans les centres de décision, ont contribué à cette croissance (ils représentent respectivement 37 % et 27 % des nouveaux investissements italiens en France).

LA SUISSE se maintient au 4^e rang des investisseurs étrangers en France, malgré une baisse du nombre de décisions observée en 2012 (-15 %).

Les investissements dans la fonction production ont diminué en nombre en 2012, pour atteindre un niveau proche de celui observé sur la période 2001-2010, soit 15 projets. En revanche, les décisions d'investissement dans les secteurs des équipements médico-chirurgicaux ont doublé, représentant, en 2012, 15 % de l'ensemble des projets suisses.

LES BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) sont à l'origine de 8 % de l'ensemble des projets décidés en 2012, contre 6 % en 2011, et 1,5 % en 2003. Cette progression résulte de la forte hausse des investissements chinois (+35 % par rapport à 2011) et russes (+100 % par rapport à 2011). Les investisseurs chinois et russes représentent, respectivement, 58 % et 19 % de l'ensemble des projets décidés par les entreprises des BRIC en France en 2012.^[FIG.6]

FIG. 5

Répartition des projets par région d'origine en 2012

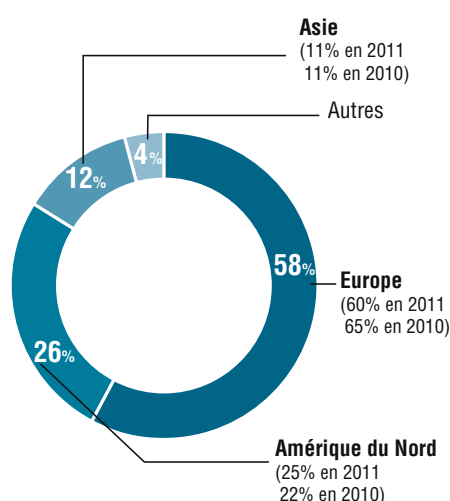
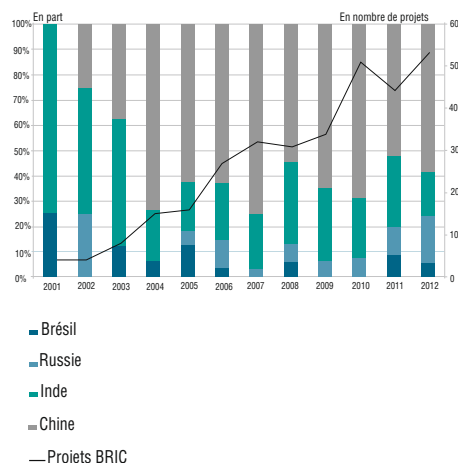


FIG. 6

Evolution des projets en provenance des BRIC et part des projets par pays investisseur



PROJETS PAR REGION D'ORIGINE

REGION	NOMBRE DE PROJETS						EVOLUTION 2011-2012	PART DES PROJETS					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012		2007	2008	2009	2010	2011	2012
Europe	396	417	434	509	420	403	-4%	63%	65%	68%	65%	60%	58%
Amérique du Nord	147	140	124	168	173	179	3%	24%	22%	19%	21%	25%	26%
Asie	70	69	63	88	80	86	8%	11%	11%	10%	11%	11%	12%
Autres	11	16	18	17	25	25	-	2%	2%	3%	2%	4%	4%
Total	624	641	639	782	698	693	-1%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN FRANCE (2007-2012)

PAYS	NOMBRE DE PROJETS						EVOLUTION 2011-2012	PART DES PROJETS					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012		2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etats-Unis	133	121	107	139	149	156	5%	21%	19%	17%	18%	21%	23%
Allemagne	106	111	113	140	120	113	-6%	17%	17%	18%	18%	17%	16%
Italie	25	55	56	54	46	63	37%	4%	9%	9%	7%	7%	9%
Suisse	23	31	35	39	46	39	-15%	4%	5%	5%	5%	7%	6%
Royaume-Uni	69	53	39	61	36	36	-	11%	8%	6%	8%	5%	5%
Japon	34	34	24	29	38	34	-11%	5%	5%	4%	4%	5%	5%
Espagne	29	42	42	45	27	33	22%	5%	7%	7%	6%	4%	5%
Chine	24	17	22	35	23	31	35%	4%	3%	3%	4%	3%	4%
Hong Kong	8	6	4	5	6	3	-50%	1%	1%	1%	1%	1%	-
Belgique	31	32	30	30	39	28	-28%	5%	5%	5%	4%	6%	4%
Pays-Bas	30	23	30	26	20	24	20%	5%	4%	5%	3%	3%	3%
Canada	14	18	17	28	24	23	-4%	2%	3%	3%	4%	3%	3%
Suède	32	22	21	34	26	17	-35%	5%	3%	3%	4%	4%	2%
Russie	1	2	2	4	5	10	100%	-	-	-	1%	1%	1%
Autriche	14	10	10	16	15	9	-40%	2%	2%	2%	2%	2%	1%
Inde	7	10	10	12	12	9	-25%	1%	2%	2%	2%	2%	1%
Australie	5	5	2	5	4	7	75%	1%	1%	-	1%	1%	1%
Danemark	6	4	18	11	11	6	-45%	1%	1%	3%	1%	2%	1%
Emirats Arabes Unis	-	3	-	1	-	5	-	-	-	-	-	-	1%
Finlande	9	9	8	6	6	4	-33%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
Irlande	4	6	6	6	4	4	0%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
Singapour	1	-	1	1	2	4	100%	-	-	-	-	-	1%
Taiwan	2	3	1	3	4	4	-	-	-	-	-	1%	1%
Brésil	-	2	-	-	4	3	-25%	-	-	-	-	1%	-
Autres	25	29	45	57	37	31	-16%	4%	5%	7%	7%	5%	4%
Total général	624	641	639	782	698	693	-1%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Ils investissent en France

BABCOCK & WILCOX NUCLEAR ENERGY INC.

Implantation du siège France de Babcock & Wilcox Nuclear Energy Inc. dans la région Rhône-Alpes

Babcock & Wilcox Nuclear Energy Inc., basée à Charlotte, N.C., États-Unis, est « leader » dans la fabrication des composants nucléaires de puissance et d'entretien. Connue pour ses activités d'ingénierie et de technologies nucléaires, la société est spécialisée dans l'inspection et la réparation. L'entreprise B&W a récemment ouvert un bureau à Lyon pour mieux servir le marché européen. Ce projet devrait permettre la création de 15 emplois d'ici à trois ans.

L'entreprise a choisi Lyon pour sa situation centrale dans le secteur de l'industrie nucléaire, sa taille moyenne et pour sa richesse d'équipements. Le nouveau bureau permettra à B&W de se concentrer sur les besoins spécifiques de ses clients actuels, et de commercialiser sa technologie et ses services à de nouveaux clients et partenaires à travers l'Europe.

Source : Entreprise Rhône-Alpes International (ERAI)

BONFIGLIOLI RIDUTTORI S.P.A.

Extension de la filiale française du groupe italien Bonfiglioli Riduttori S.P.A., implantée à Marly-la-Ville, dans la région Ile-de-France

La filiale du groupe italien Bonfiglioli implantée à Marly-la-Ville dans la région Ile-de-France, assemble les pièces pour réaliser des réducteurs et motoréducteurs à destination des industriels, des éoliennes et machines de construction, ainsi que des onduleurs pour les industriels et les systèmes photovoltaïques. Durant ces cinq dernières années, l'entreprise a vu son effectif croître de 25 % et a réalisé un investissement d'extension d'1,3 million d'euros.

L'entreprise s'est adaptée à la crise économique et au recul de la demande en orientant sa stratégie de développement vers les énergies renouvelables et le développement durable, secteur clé de la compétitivité du site. Les énergies renouvelables sont devenues un secteur clé de l'entreprise. Aujourd'hui, « 40 à 45 % du chiffre d'affaires vient d'applications dans le domaine du développement durable et de l'efficacité énergétique » témoigne Gilbert Khawa, directeur général de Bonfiglioli France.

Source : ARD Paris Ile-de-France

SYNUTRA

Création d'une unité de production de lait dans la région Bretagne par la société chinoise Synutra.

Pour son premier investissement hors de Chine, Synutra a porté son choix sur Carhaix-Plouguer pour construire, avec la coopérative française Sodiaal, une usine de production de lait infantile en poudre et de lactosérum. L'usine sortira de terre début 2015, et emploiera dès la première année 160 personnes. Au-delà des emplois directs, ce sont 700 éleveurs adhérents du groupe coopératif Sodiaal qui alimenteront l'usine. Cet investissement de 100 millions d'euros (porté à 90 % par Synutra et à 10 % par Sodiaal) est destiné à approvisionner le marché chinois. L'investisseur chinois trouve en Bretagne une garantie de qualité, de traçabilité, et d'approvisionnement en matières premières : Sodiaal devrait fournir annuellement à Synutra 280 millions de litres de lait frais.

Source : Bretagne Développement Innovation

UralVagonZaVod

Extension du site de production Sambre et Meuse par le conglomérat d'Etat russe UralVagonZavod dans la région Nord-Pas-de Calais.

UralVagonZaVod, constructeur de matériel ferroviaire et d'équipements militaires, a effectué l'acquisition en 2010 de la fonderie française d'acier moulé Sambre et Meuse, localisée à Maubeuge. Le groupe a investi 20M€ et pérennisé 210 emplois sur le site. Un nouvel investissement de 6M€, destiné à moderniser l'outil de production et à développer en France un programme de recherche et développement, devrait se traduire par l'embauche de 50 salariés à échéance de trois ans. Le groupe envisage également de tripler la production de l'usine spécialisée dans la production de pièces longues (longerons, bogies, attelages) et d'accroître les exportations à destination des usines localisées en Russie.

Source : AFII

PAVATEX ET Daimler AG

L'attractivité de la Lorraine pour les investisseurs étrangers est le résultat d'actions volontaristes, mais également des interactions fortes de la région avec l'économie allemande. Les entreprises étrangères implantées jouent un rôle majeur dans les exportations.

Exemple d'action volontariste, l'Agence de mobilisation économique (AME), intégrée au sein du Conseil Régional de Lorraine, a pour objectif depuis sa création en 2009 le soutien à l'émergence d'activités nouvelles répondant à des besoins d'avenir. Elle permet la mise en œuvre de programmes collaboratifs entre entreprises et laboratoires et, plus largement, de grands projets nécessitant une instruction particulière pour assurer l'avenir industriel du territoire. Ainsi l'AME et l'ensemble des partenaires régionaux ont soutenu l'implantation en 2011 de l'entreprise suisse Pavatex (systèmes d'isolation à base de fibre de bois).

Le secteur automobile est important en Lorraine. Il a été marqué par l'implantation du groupe Mercedes Benz et de l'assemblage de la Smart. A contretemps d'un contexte national difficile, le secteur de la sous-traitance automobile lorraine a pu partiellement bénéficier de son intégration à la filière allemande plus résistante. Les extensions d'entreprises représentent toujours plus de la moitié des créations d'emplois nouveaux et l'Allemagne reste le 1^{er} pays partenaire.

Source : Région Lorraine

UNE PROGRESSION DE 14 % DES INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIVITES DE R&D ET D'INGENIERIE.

FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Dans l'exercice de leurs activités, les entreprises déploient plusieurs types de fonctions : production/réalisation, recherche et développement, services aux entreprises, services aux particuliers, logistique et distribution, points de vente, centres de décision, quartiers généraux.

Progression de la part des projets relevant de la fonction tertiaire

Les investissements servant des fonctions tertiaires sont en progression régulière depuis 2007 (+5 % en moyenne annuelle). Leur part dans l'ensemble des projets est

passée de 64 %, en 2007, à 72 % en 2012, avec 499 décisions d'investissement.

La part des centres de décision a progressé en 2012, pour atteindre 26 % (contre 22 % en 2011). Parmi les centres de décision, la majorité des investissements décidés concernent des primo implantations. Les décisions d'investissement se maintiennent à un niveau significatif dans les quartiers généraux (QG), à l'origine de 4 % de l'ensemble des investissements, mais le nombre des QG monde et Europe connaît une forte baisse (-40 %). Les activités de Recherche et développement et d'ingénierie ont progressé de 14 %, pour atteindre 8 % de l'ensemble des décisions d'investissement en 2012, soit 58 projets. 45 décisions d'investissement concernent des centres de R&D (+13 %).

Au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D, comme les centres de décision, génèrent des emplois très qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, généralement plus stables que les emplois productifs.

Baisse de la part des projets relevant de la fonction production

Les décisions d'investissement relevant de la fonction production ont connu une baisse de 12 % par rapport à 2011. Elles représentent 28 % de l'ensemble des projets en 2012. Cette baisse de la part des investissements dans la fonction de production touche l'ensemble des pays

REPARTITION DES PROJETS PAR FONCTION

FONCTION	NOMBRE DE PROJETS						EVOLUTION 2011-2012	PART DES PROJETS					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012		2007	2008	2009	2010	2011	2012
Centre de décision	46	164	111	200	151	181	20%	7%	26%	17%	26%	22%	26%
<i>dont primo-implantation</i>	42	157	101	150	120	150	25%	7%	24%	16%	19%	17%	22%
<i>dont QG monde / Europe</i>	1	2	9	40	20	12	-40%	-	-	1%	5%	3%	2%
<i>dont QG national</i>	3	5	1	10	11	19	73%	-	1%	-	1%	2%	3%
Logistique	51	43	26	37	37	41	11%	8%	7%	4%	5%	5%	6%
Point de vente	20	30	72	35	23	24	4%	3%	5%	11%	4%	3%	3%
Production / Réalisation	227	221	189	233	220	194	-12%	36%	34%	30%	30%	32%	28%
R&D, Ingénierie, Design	45	23	51	73	51	58	14%	7%	4%	8%	9%	7%	8%
<i>dont R&D</i>	25	21	42	51	40	45	13%	4%	3%	7%	7%	6%	6%
Services aux entreprises	225	137	140	163	177	144	-19%	36%	21%	22%	21%	25%	21%
Services aux particuliers	10	23	50	42	39	51	31%	2%	4%	8%	5%	6%	7%
Total général	624	641	639	782	698	693	-1%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

européens depuis 2007, pour atteindre un quart de l'ensemble des projets destinés au marché européen (Observatoire Europe, AFII). Toutefois, dans ce contexte, les décisions d'investissement dans la fonction production en provenance d'Italie, du Royaume-Uni et des Pays-Bas ont fortement progressé en 2012, pour atteindre 22 % de l'ensemble des investissements étrangers de ce type. Deux-tiers des activités de production se concentrent dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire (13 % de l'ensemble des investissements dans la fonction production), de la chimie et plasturgie (12 %), de la construction automobile et les équipements (12 %), des machines et équipements mécaniques (12 %) et des matériels aéronautiques (10 %), métaux et travail des métaux (8 %).

La fonction production reste la première contributrice en termes de création d'emplois, à l'origine de 42 % des emplois créés par les investisseurs étrangers.

Poids croissant des services marchands dans l'économie française

L'investissement étranger s'est inscrit, depuis le début des années 1980, dans un contexte marqué, en France, par le recul de part occupée par l'industrie dans l'économie, et par l'essor des services, notamment marchands. Les gains de productivité ont induit une baisse de la main-d'œuvre dans l'emploi industriel et une déformation de la structure de la demande des ménages au profit des services. Ce phénomène s'est renforcé avec la concurrence internationale résultant de l'intégration rapide des pays émergents dans l'économie mondiale.

La contribution de l'industrie dans la valeur ajoutée a reculé, passant de 24 % en 1980 à 13 % en 2011. La part de l'emploi industriel est passée de 23 %, en 1980, à 12 % en 2011.

Dans ce contexte, la structure des investissements étrangers en France a également évolué. Depuis une décennie, s'observe un recul de la contribution des secteurs manufacturiers et une forte croissance des investissements dans les activités de services. La part des investissements dans les secteurs manufacturiers est passée de 71 % en 2001, à 62 % en 2012. La part des emplois créés ou maintenus relevant de ces secteurs est passée de 74 % en 2001, à 64 % en 2012. [FIG. 7 À 10]

Ils investissent en France

AMADA

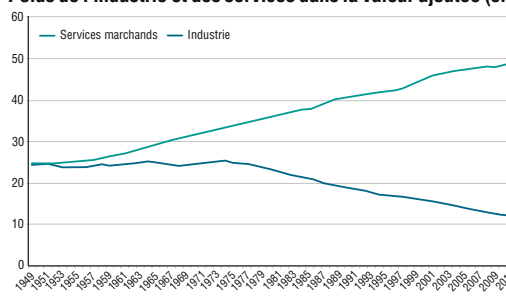
L'implantation et l'extension du site de production Amada Europe confirme l'attractivité industrielle de la région Champagne-Ardenne.

Le groupe japonais Amada est l'un des principaux fabricants de machines pour le travail des métaux en feuilles. Employant 6 400 collaborateurs dans le monde pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliard d'euros, Amada dispose de deux sites de production en France, dont une unité à Charleville-Mézières depuis 1986. Premier marché mondial, l'Europe représente un enjeu stratégique pour le groupe, qui compte y doubler son chiffre d'affaire en y produisant notamment des machines de découpe laser. Amada a décidé de renforcer sa base industrielle en Europe en investissant une vingtaine de millions en France dont au moins 10 M€ sur son site de Charleville-Mézières. Est prévue la création d'une cinquantaine d'emplois. Cet investissement réaffirme le rôle stratégique de l'unité ardennaise d'Amada. La concrétisation de ce projet a été facilitée par l'accompagnement que lui a apporté CADev, en liaison avec le bureau de l'AFII de Tokyo.

Source : Champagne-Ardenne Développement (CADEV)

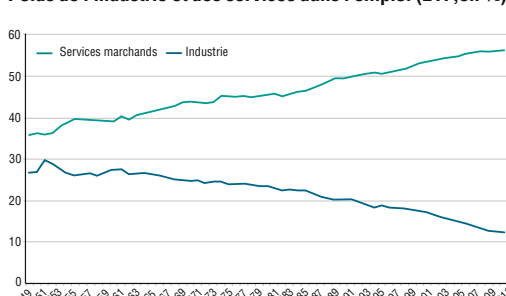
FIG. 7, 8, 9 & 10

Poids de l'industrie et des services dans la valeur ajoutée (en %)



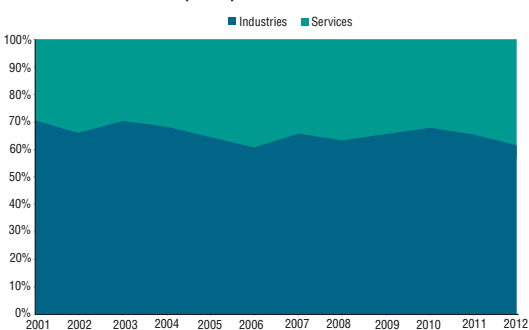
Source : INSEE 2012, calculs AFII

Poids de l'industrie et des services dans l'emploi (ETP, en %)



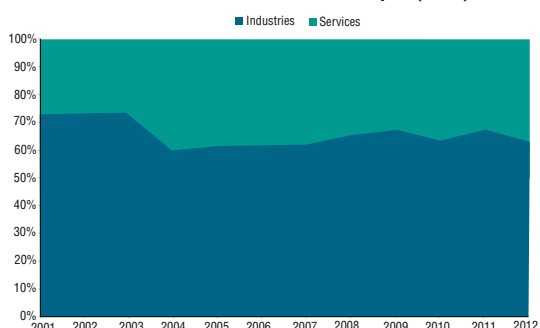
Source : INSEE 2012, calculs AFII

Poids de l'industrie et des services dans l'ensemble des investissements (en %)



Source : Bilan France AFII-ARD, calculs AFII

Poids de l'industrie et des services dans l'emploi (en %)



Source : Bilan France AFII-ARD, calculs AFII

QU'IL S'AGISSE DE CONSEIL ET INGENIERIE, LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES, ENERGIE, CHIMIE, MATERIEL AERONAUTIQUE, NAVAL ET FERROVIAIRE, **LES INVESTISSEMENTS SE DIRIGENT VERS LES ACTIVITES A FORTE VALEUR AJOUTEE.**

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR

En 2012, 428 décisions d'investissement sur 693, soit 62 %, ont été prises par des entreprises opérant dans le secteur manufacturier. Les entreprises étrangères du secteur des services sont, elles, à l'origine de 38 % des projets (265), contre 34 % en 2011. [FIG. 11]. Les décisions d'investissement prises par des entreprises étrangères des secteurs des matériels aéronautiques et ferroviaires ont augmenté de 52 % en 2012 par rapport à 2011 : 41 projets en 2012, contre une vingtaine de projets sur la période antérieure.

Cette hausse est imputable, très largement, aux entreprises allemandes et italiennes développant des activités de production et de R&D. Les entreprises relevant des secteurs « machines et équipements mécaniques », « matériels aéronautiques, navals et ferroviaires », « métaux, travail des métaux », « services financiers » ont été dynamiques en termes de projets. [FIG. 13 PAGE 23]

Augmentation de la part des projets décidés par des entreprises du secteur des services

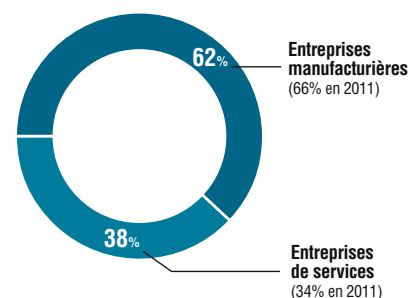
La part des investissements décidés par des entreprises de services a progressé en 2012, représentant 38 % de l'ensemble des projets en 2012. Le secteur du transport, stockage (+39 %) et celui du commerce et de la distribution (+48 %) ont fortement contribué à cette hausse, pour représenter près du tiers des investissements dans les services.

Maintien du nombre des projets à fort contenu technologique

Au cours des dernières années, la structure des investissements étrangers en France s'est modifiée au profit de projets dans les activités intensives en technologie et en valeur ajoutée, qu'il s'agisse d'activités de

FIG. 11

Répartition des projets entre le manufacturier et les services en 2012



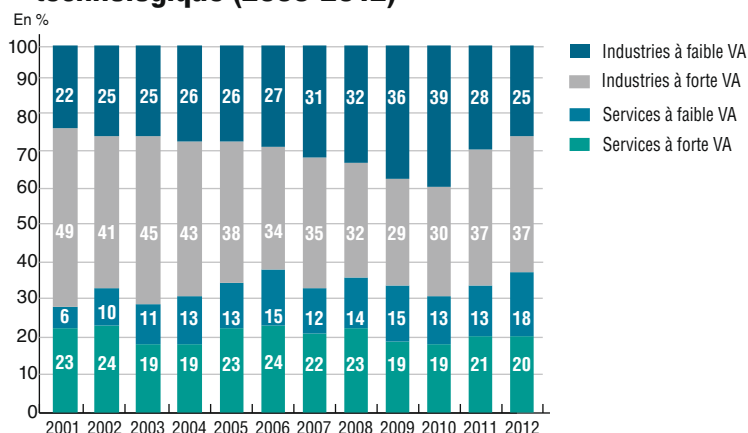
services, comme le conseil et l'ingénierie, les logiciels et prestations informatiques, des quartiers généraux ou de certaines activités industrielles (composants et matériels électroniques, énergie, chimie, matériel aéronautique, naval et ferroviaire, par exemple). [FIG. 12] Ces domaines couvrent 57 % du total des projets en 2012. On assiste depuis 2007 à une progression des investissements dans les centres de R&D (+5 % en moyenne annuelle). Si le nombre de projets dans l'implantation de quartiers généraux s'est maintenu en 2012, celui des quartiers généraux Monde ou Europe a connu une forte baisse.

PROJETS PAR SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

SECTEURS	NOMBRE DE PROJETS						EVOLUTION 2011-2012	PART DES PROJETS					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012		2007	2008	2009	2010	2011	2012
Machines et équipements mécaniques	44	33	28	41	55	63	15 %	7 %	5 %	4 %	5 %	8 %	9 %
Agro-alimentaire	31	30	29	41	47	42	-11 %	5 %	5 %	5 %	5 %	7 %	6 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	17	21	24	21	27	41	52 %	3 %	3 %	4 %	3 %	4 %	6 %
Energie, recyclage, autres services concédés	40	38	85	116	38	35	-8 %	6 %	6 %	13 %	15 %	5 %	5 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	48	30	28	36	36	34	-6 %	8 %	5 %	4 %	5 %	5 %	5 %
Équipements électriques, informatiques	32	29	27	34	29	32	10 %	5 %	5 %	4 %	4 %	4 %	5 %
Chimie, plasturgie	41	44	27	37	38	29	-24 %	7 %	7 %	4 %	5 %	5 %	4 %
Équipements médico-chirurgicaux	12	11	14	22	29	27	-7 %	2 %	2 %	2 %	3 %	4 %	4 %
Métaux, travail des métaux	36	41	17	19	21	25	19 %	6 %	6 %	3 %	2 %	3 %	4 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	19	27,5	24	24	32	17	-47 %	3 %	4 %	4 %	3 %	5 %	2 %
BTP, Matériaux de construction	19	11	7	20	13	17	31 %	3 %	2 %	1 %	3 %	2 %	2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	24	18,5	24	25	24	16	-33 %	4 %	3 %	4 %	3 %	3 %	2 %
Composants électroniques	8	8	14	16	15	15	-	1 %	1 %	2 %	2 %	2 %	2 %
Textile, textile industriel et accessoires	14	36	42	49	27	13	-52 %	2 %	6 %	7 %	6 %	4 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer	11	20	17	11	15	12	-20 %	2 %	3 %	3 %	1 %	2 %	2 %
Parfums, cosmétiques	8	3	6	10	10	6	-40 %	1 %	-	1 %	1 %	1 %	1 %
Électronique grand public	9	6	5	11	3	4	33 %	1 %	1 %	1 %	1 %	-	1 %
Total manufacturier	413	407	418	533	459	428	-7 %	66 %	63 %	65 %	68 %	66 %	62 %
Logiciels et prestations informatiques	56	64	56	68	78	73	-6 %	9 %	10 %	9 %	9 %	11 %	11 %
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	52	63	46	63	52	48	-8 %	8 %	10 %	7 %	8 %	7 %	7 %
Transport, stockage	29	26	29	35	33	46	39 %	5 %	4 %	5 %	4 %	5 %	7 %
Commerce et distribution	11	10	21	23	23	34	48 %	2 %	2 %	3 %	3 %	3 %	5 %
Services financiers, bancaires et assurances	28	20	21	16	17	21	24 %	4 %	3 %	3 %	2 %	2 %	3 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	10	28	29	20	23	20	-13 %	2 %	4 %	5 %	3 %	3 %	3 %
Autres activités de services	21	13	13	17	9	20	122 %	3 %	2 %	2 %	2 %	1 %	3 %
Opérateurs télécoms	4	10	6	7	4	3	-25 %	1 %	2 %	1 %	1 %	1 %	-
Total services	211	234	221	249	239	265	11 %	34 %	37 %	35 %	32 %	34 %	38 %
Total général	624	641	639	782	698	693	-1 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

FIG. 12

Evolution des projets par niveau d'intensité technologique (2003-2012)



A partir de la définition de l'OCDE, nous identifions comme industries à forte valeur ajoutée : les industries des secteurs constructeurs automobiles, équipements électriques, équipements médico-chirurgicaux, machines et équipements mécaniques, matériels aéronautiques, médicaments et biotechnologies appliquées, chimie/plasturgie, composants électroniques ; les services à forte connaissance : conseil/ingénierie, logiciels et prestations informatiques, services financiers et bancaires.

57 %
des projets en 2012 sont à fort contenu technologique

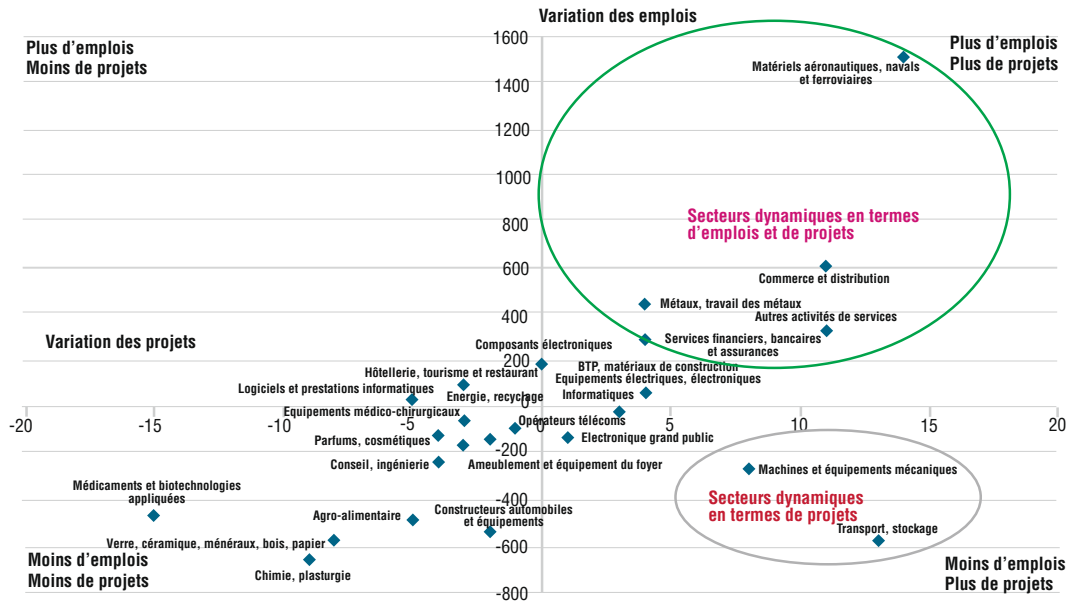
FONCTIONS STRATEGIQUES EN NOMBRE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
R&D, Ingénierie	45	23	51	73	51	58
dont ingénierie	20	2	9	22	11	13
dont centres R&D	25	21	42	51	40	45
Quartiers généraux	1	2	11	40	31	31

FIG. 13

Corrélation entre la variation des projets et des emplois entre 2011 et 2012

Par rapport à 2011, le nombre d'investissements des entreprises relevant du secteur « Matériels aéronautiques et ferroviaires » s'est accru de 14, avec des emplois liés aux projets qui ont progressé de 1 511.



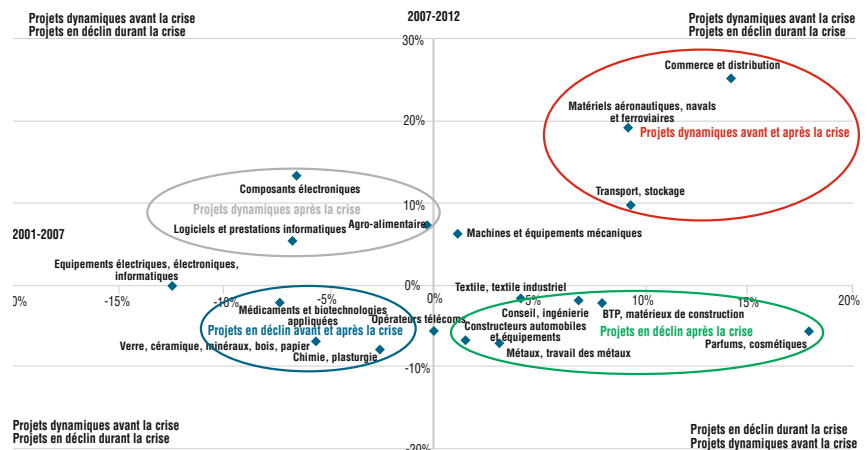
Source : Bilan France, AFII-ARD 2012

IMPACT DE LA CRISE SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT

L'analyse des évolutions sectorielles des projets souligne les secteurs qui étaient dynamiques et sont restés attractifs depuis le début de la crise : les décisions d'investissements des entreprises étrangères appartenant au secteur du transport, des matériels aéronautiques et ferroviaires ainsi que du commerce et de la distribution ont créé sur la période 2007-2012. Ainsi, les projets dans le secteur des matériels aéronautiques et ferroviaires ont créé de +9 % en moyenne annuelle sur la période 2003-2007, et de +19 % depuis la crise.

Certains secteurs sont apparus dynamiques depuis la crise, alors que le nombre de projets diminuait sur la période 2001-2007. C'est le cas des composants électroniques, des logiciels et prestations informatiques, ainsi que de l'industrie agroalimentaire. Les investissements relevant des entreprises du secteur des logiciels et prestations informatiques régressaient de -7 % sur la période 2001-2007, alors qu'ils ont progressé de 5 % en moyenne annuelle sur la période 2007-2012.

Classement des secteurs selon la croissance des projets avant et durant la crise



En 2012, 106 décisions d'investissement ont concerné les segments à fort contenu en valeur ajoutée (tableau ci-dessous), soit 15 % des projets d'investissement étrangers en France annoncés au cours de l'année 2012, et 19 % des emplois associés. La répartition géographique de ces projets souligne l'attractivité de l'Ile-de-France dans le « cloud computing », de la région Rhône-Alpes dans les dispositifs médicaux, les nanoélectroniques, de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les dispositifs médicaux et les nouvelles énergies, de Midi-Pyrénées dans les neurosciences et l'épidémiologie

REPARTITION DES PROJETS PAR SEGMENTS PRIORITAIRES

SEGMENTS PRIORITAIRES	NOMBRE		PART	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logistique et services associés, e-commerce, Data Centers	21	1722	20 %	34 %
Dispositifs médicaux (dont diagnostics), télé-médecine, robotique médicale	12	431	11 %	9 %
Hôtelleries-Loisirs	11	744	10 %	15 %
Imagerie 3D, virtuel interactif, jeux vidéo, animation, modélisation	9	328	8 %	6 %
Nouvelles énergies (+ conservation de l'énergie, ITER)	9	109	8 %	2 %
Alimentation / nutrition / santé	6	99	6 %	2 %
Conception de matériels et logiciels pour application wireless	6	397	6 %	8 %
Nanoélectronique	6	163	6 %	3 %
R&D sur les pollutions industrielles (+ gestion et traitement de l'eau)	6	106	6 %	2 %
Cloud computing (R&D, services et solutions en informatique dématérialisée)	5	140	5 %	3 %
Matériaux intelligents, traçabilité, RFID	4	356	4 %	7 %
Efficacité énergétique à destination de l'habitat	3	70	3 %	1 %
Nouvelle motorisation pour matériels de transport	3	315	3 %	6 %
Recyclage des déchets	3	50	3 %	1 %
Neurosciences, épidémiologie, vaccins, thérapie cellulaire, génie génétique	2	20	2 %	-
Total segments	106	5 050	100 %	100 %

Ils investissent en France

gumi

Dans le segment imagerie 3D et jeux vidéos, le groupe japonais gumi, spécialisé dans la réalisation de jeux et applications pour plateformes de jeux mobiles en ligne, a choisi d'implanter son quartier général européen dans la région Ile-de-France, qui offre une position centrale au carrefour des principaux pays consommateurs de jeux vidéo en Europe. Cette région abrite un nombre important de développeurs, extrêmement créatifs et innovants, qui sont autant de partenaires potentiels. La qualité et la disponibilité de la main-d'œuvre très qualifiée, issue des nombreuses écoles spécialisées dans les arts graphiques digitaux, ont séduit la société nipponne. La société sera en charge du développement et de la commercialisation de jeux mobiles pour toute la zone, ainsi que des relations avec les partenaires locaux, développeurs et fournisseurs de plateformes de jeux en ligne. Ce projet, soutenu à toutes les étapes par l'Agence régionale de développement Paris-Ile-de-France et son partenaire Paris Développement, en lien avec l'AFIL, devrait permettre la création d'une centaine d'emplois.

Source : ARD Paris Ile-de-France

GETINGE AB

Dans le segment, dispositifs médicaux (dont diagnostics), télé-médecine, robotique médicale, la filiale française Intervascular du groupe suédois Getinge AB, a annoncé l'extension de son site de production à la Ciotat dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le groupe suédois Getinge AB, spécialisé dans la conception de prothèses vasculaires, possède deux sites dans le monde, un aux États-Unis, l'autre à La Ciotat depuis 1990. Le groupe a décidé de regrouper toutes ses activités en France et pour ce faire, a investi dans une nouvelle chaîne de production. Aux 150 salariés de la société - dont déjà 90 opérateurs- vont venir s'ajouter 50 nouveaux opérateurs.

Source : Mission de Développement Economique Régional PACA (MDER)

MEDA

L'implantation du premier site de production du groupe pharmaceutique suédois MEDA, dans la région Aquitaine.

MEDA Manufacturing France, implantée depuis 1968 à Mérignac, dans la banlieue bordelaise, produit chaque année 39 millions d'unités de conditionnement de Bétadine® et s'apprête à accueillir une nouvelle technologie pour compléter sa gamme. L'investissement de trois millions d'euros soutient une stratégie de redéploiement industriel du site de Mérignac, seule unité de production en France du groupe MEDA.

Cet investissement sera suivi par l'accueil de la production et du conditionnement d'un autre médicament-phare, Elidel, dès 2014. 30 nouveaux collaborateurs renforceront d'ici 2014 un effectif de 200, actuellement.

Source : Aquitaine Développement Innovation

MULTITEX FILTRATION ENGINEERS LTD

L'entreprise indienne Multitex Filtration Engineers Ltd implante son quartier général Europe à Nice Arenas, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'entreprise indienne est engagée dans la conception, la fabrication et la fourniture d'une large gamme d'appareils à pression et échangeurs de chaleur, pipelines, équipements de filtration et de séparation, équipements pétroliers et « skids » pour divers secteurs d'activité tels que la pétrochimie, le secteur de l'énergie, l'industrie pétrolière, l'industrie pharmaceutique et chimique.

Actuellement implantée en Inde, au Qatar et à Oman, elle se développe à l'international. L'ouverture d'un bureau commercial à Nice est motivée par la présence de clients basés en Europe, aux États-Unis et en Asie Pacifique, et une demande accrue en Europe et en Afrique pour les types de produits fabriqués par l'entreprise. Objectif : se rapprocher du marché africain et européen pour y développer une présence mondiale.

Source : Mission de Développement Economique Régional PACA (MDER)

LES EXTENSIONS RESTENT A UN NIVEAU ELEVE EN 2012 : AUTANT DE MARQUES DE CONFIANCE DES INVESTISSEURS.

TYPE D'INVESTISSEMENT

Un projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes : création d'un nouveau site, extension d'un site existant, reprise d'un site en difficulté, partenariat, acquisition. L'AFII, dans le présent rapport, comptabilise celles de ces opérations qui créent ou préservent (en cas de rachat d'une entreprise en difficulté) des emplois (cf. Annexe méthodologique. Critères de prise en compte des projets) ^(FIG. 1).

Progression du nombre de créations

L'année 2012 s'est conclue par une progression du nombre de créations de 8 % par rapport à 2011. 344 créations ont été décidées en 2012, représentant 50 % du total des projets en 2012, et

33 % des emplois créés ou maintenus. Les créations sont plus fréquentes dans les fonctions de quartiers généraux, services aux entreprises et recherche et développement.

Maintien des extensions à un niveau élevé

En dépit d'une légère baisse, le nombre d'extensions décidées par les investisseurs étrangers reste nettement supérieur au niveau observé sur la période 2007-2009. En 2012, 303 extensions ont été recensées, représentant 44 % du total des projets d'investissement en 2012 (et 48 % des emplois créés ou maintenus, contre 35 % en 2010). Les projets d'extension prédominent dans les fonctions de production (72 %) et de logistique (51 %).

Stabilité du nombre des reprises de sociétés en difficulté

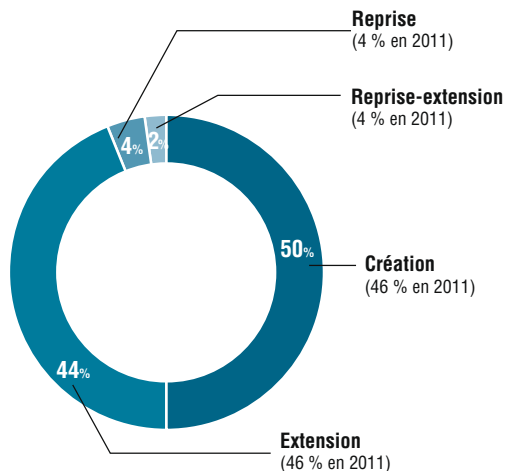
La part des reprises de sites en difficulté, qui avait progressé en 2007, se maintient stable par rapport à 2011 (4 % des projets en 2012, contre 8 % en 2007). Les reprises de sites en difficulté par les investisseurs étrangers permettent de maintenir sur le territoire français des activités et de l'emploi menacés. Elles contribuent souvent à la redynamisation des territoires en difficulté et à la sauvegarde d'emplois.

EVOLUTION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT

	NOMBRE DE PROJETS						EVOLUTION 2011-2012	PART DES PROJETS					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012		2007	2008	2009	2010	2011	2012
Création	338	357	393	403	319	344	8 %	54 %	56 %	62 %	51 %	46 %	50 %
Extension	203	217	183	310	322	303	-6 %	33 %	34 %	29 %	40 %	46 %	44 %
Reprise	53	56	52	58	31	29	-6 %	8 %	9 %	8 %	7 %	4 %	4 %
Reprise-extension	30	12	12	12	26	17	-35 %	5 %	2 %	2 %	2 %	4 %	2 %
Total général	624	641	639	782	698	693	-1 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

FIG. 14

Répartition des projets par type d'investissement



TYPE D'INVESTISSEMENT PAR FONCTION EN 2012

	NOMBRE DE PROJETS	PART DES PROJETS
Centre de décision	181	
Création	157	87 %
Extension	19	10 %
Reprise-extension	5	3 %
Logistique	41	
Création	17	41 %
Extension	24	59 %
Point de vente	24	
Création	23	96 %
Extension	1	4 %
Production / Réalisation	194	
Création	26	13 %
Extension	140	72 %
Reprise	23	12 %
Reprise-extension	5	3 %
R&D, Ingénierie, Design	58	
Création	27	47 %
Extension	26	45 %
Reprise	2	3 %
Reprise-extension	3	5 %
Services aux entreprises	144	
Création	61	42 %
Extension	79	55 %
Reprise	3	2 %
Reprise-extension	1	1 %
Services aux particuliers	51	
Création	33	65 %
Extension	14	27 %
Reprise	1	2 %
Reprise-extension	3	6 %
Total général	693	-

Ils investissent en France

IVORY COAST CACAO

La reprise de la société Net Cacao à Marseille par la société russe Ivory Coast Cacao (ICC).

En liquidation judiciaire depuis l'été 2011, la société marseillaise NetCacao a été reprise en février 2012 par la société russe Ivory Coast Cacao (ICC). Basée à Abidjan, où elle transforme 80 000 tonnes de fèves par an pour les marchés d'Europe de l'Est, ICC entend cibler le marché français en répondant notamment aux commandes de la grande distribution et d'industriels, et pousser les feux à l'exportation, notamment en Russie, de plus en plus consommatrice de chocolats. Pour l'usine marseillaise, cela se traduira par de nouveaux recrutements. L'effectif sera tout d'abord porté à 70 salariés, puis à 120 dans une seconde phase.

Source : Mission de Développement Economique Régional PACA (MDER)

AL-BABTAIN POWER AND TELECOMMUNICATION

Reprise de l'entreprise Petitjean, filiale du groupe italien Technopali par le groupe saoudien Al-Babtain Power and Telecommunication. 450 emplois industriels sauvegardés dans la région Champagne-Ardenne.

Le groupe saoudien Al-Babtain Power and Telecommunication, l'un des « leaders » mondiaux dans la production d'équipements dédiés aux secteurs de l'énergie et des télécommunications, a repris en 2012 l'entreprise Petitjean, société spécialisée dans la fabrication de mâts et de candélabres en acier pour l'équipement urbain de l'énergie et des télécommunications.

La reprise de Petitjean par Al-Babtain a permis la sauvegarde de plus de 450 emplois industriels, et redonné une vocation à ce site qui contribue aujourd'hui à la stratégie de développement du groupe. Près de 30 millions d'euros ont été investis par Al-Babtain, dont 10 millions d'euros pour moderniser le site de galvanisation. Ce nouvel équipement, opérationnel en 2013, sera l'un des plus performants d'Europe.

Source : Champagne-Ardenne Développement (CADEV)

LA DYNAMIQUE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS CONCERNE L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES FRANÇAIS, MEME SI LA FORCE D'ATTRACTION DES PLUS GRANDES METROPOLES SE CONFIRME.

REGION D'ACCUEIL

La diversité des territoires français constitue, avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité. Comme les années précédentes, les nouveaux investissements étrangers se localisent sur l'ensemble du territoire français.

La répartition rend compte, dans le même temps, de la force d'attraction des grandes métropoles, et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs. Les six premières régions, l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Alsace et Nord-Pas de Calais, accueillent ensemble 71 % des nouveaux investissements recensés en 2012.

En termes de création ou de maintien d'emplois, les six principales régions sont l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Alsace, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais. Elles comptent, ensemble, pour 69 % du total national.

Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations d'emplois liées aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportées à la population active. A cette aune, les régions Midi-Pyrénées, Alsace, Champagne-Ardenne, Rhône-Alpes, Bourgogne se distinguent par un rapport : « emplois créés en 2012 par des sociétés étrangères pour 1000 actifs » plus élevé que le ratio moyen (0,9). La répartition des projets par fonction et par région souligne l'attractivité de la

région Ile-de-France dans les fonctions de « centres de décision » (primo-implantations, principalement) : 64 % de ces projets étrangers ciblant la France s'implantent dans cette région. La région Rhône-Alpes se distingue dans l'accueil des projets de production et de logistique, recevant 22 % du total national. Celle de Midi-Pyrénées accueille 20 % des projets de R&D. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la destination de 14 % des projets de recherche et développement, et de 10 % de ceux relevant des services aux particuliers. L'Alsace et le Nord-Pas-de-Calais accueillent chacune 10 % de l'ensemble des activités de production décidées par les entreprises étrangères. La région Rhône-Alpes accueille 38 % de l'ensemble des projets dans la chimie ; les régions Rhône-Alpes et Lorraine

accueillent respectivement 25 % et 18 % de l'ensemble des projets dans l'industrie automobile ; la région Ile-de-France 44 % de l'ensemble des projets dans les équipements électroniques, la région Midi-Pyrénées le tiers de l'ensemble des projets dans l'aéronautique, les régions Ile-de-France et Rhône-Alpes, respectivement 29 % et 24 % de l'ensemble des projets dans l'industrie médicaments et biotechnologies appliquées, les régions Alsace, Ile-de-France et Rhône-Alpes accueillent respectivement 17 %, 19 % et 22 % de l'ensemble des projets relevant du secteur des machines et équipements mécaniques. En termes d'emplois, est à relever la forte contribution de l'industrie automobile en Alsace, région où se localisent 36 % des emplois créés par les investisseurs étrangers de l'industrie automobile.

Ils investissent en France

EDDYFI

Eddyfi ouvre son siège Europe à St Vulbas, en Rhône-Alpes.

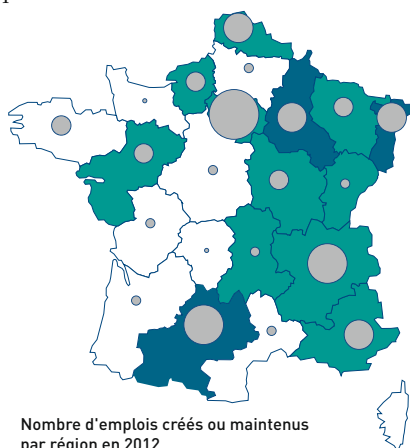
Fondée à Québec (Canada) en 2009, Eddyfi est une des plus récentes entreprises dans le domaine de la production d'équipements de contrôle non destructifs (CND). C'est en collaboration avec ERAI, le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain et l'ADERLY qu'Eddyfi Europe a trouvé les locaux pour l'implantation de sa future filiale française.

Eddyfi possède l'expertise, l'ingénierie et la polyvalence manufacturière nécessaires pour fournir des solutions d'inspection personnalisées sécuritaires et complètement intégrées qui rendent nos clients plus efficaces et plus rentables. Les experts en courants de Foucault mettent au point les instruments d'essais, les scanners, les sondes et les logiciels d'acquisition et d'analyse les plus performants et les plus fiables qui soient. 50 % de son CA est réalisé en Europe, ce qui explique la création de l'entité Eddyfi Europe en France en septembre 2012 afin de répondre au mieux aux besoins du marché européen.

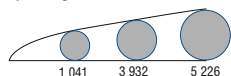
ERAI, en collaboration avec l'équipe du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain et l'ADERLY, ont pu contribuer au succès de l'implantation d'Eddyfi Europe grâce à l'accompagnement et au suivi sur-mesure dans les démarches de recherche des locaux et création de la filiale française.

Source : Entreprise Rhône-Alpes International (ERAI)

Répartition du nombre d'emplois créés ou maintenus par région en 2012



Nombre d'emplois créés ou maintenus
par région en 2012



Emplois créés ou maintenus pour 1 000 actifs (population 2009)

■ 1,5 - 2,2 ■ 0,6 - 1,4 □ 0,1 - 0,5

NOMBRE D'EMPLOIS CRES OU MAINTENUS POUR 1 000 ACTIFS, PAR REGION, EN 2012

REGION	RATIO POUR 1 000 ACTIFS
Midi-Pyrénées	2,5
Alsace	2,2
Champagne-Ardenne	1,7
Rhône-Alpes	1,4
Bourgogne	1,0
Haute-Normandie	0,9
Ile-de-France	0,9
Nord-Pas-de-Calais	0,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,9
Lorraine	0,8
Auvergne	0,8
Franche-Comté	0,6
Pays de la Loire	0,6
Bretagne	0,5
Centre	0,5
Picardie	0,5
Languedoc-Roussillon	0,4
Aquitaine	0,3
Poitou-Charentes	0,2
Basse-Normandie	0,1
Limousin	0,1
Total	0,9

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION ET PAR FONCTION DU PROJET (EN 2012)

REGION	Centre de décision	Logistique	Production	R&D, Ingénierie, Design
Alsace	5	1	19	4
Aquitaine	3	1	4	3
Auvergne	-	-	5	-
Basse-Normandie	-	-	1	1
Bourgogne	-	2	7	2
Bretagne	4	-	8	2
Centre	1	3	6	2
Champagne-Ardenne	4	2	5	1
Franche-Comté	-	1	5	1
Haute-Normandie	-	4	8	-
Ile-de-France	103	4	5	9
Languedoc-Roussillon	1	3	8	1
Limousin	-	1	1	-
Lorraine	-	2	12	4
Midi-Pyrénées	8	2	17	12
Nord-Pas de Calais	5	3	18	1
Pays de la Loire	2	2	8	2
Picardie	-	-	4	-
Poitou-Charentes	1	-	2	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	4	9	6
Rhône-Alpes	31	6	42	7
Total	181	41	194	58

REPARTITION DES PROJETS ET EMPLOIS ASSOCIES PAR REGION SUR LA PERIODE 2008-2012

REGION	NOMBRE DE PROJETS	NOMBRE D'EMPLOIS
Ile-de-France	1 076	37 230
Rhône-Alpes	574	19 434
Midi-Pyrénées	236	13 062
Provence-Alpes-Côte d'Azur	228	7 814
Nord-Pas de Calais	167	10 447
Alsace	159	6 659
Lorraine	134	6 082
Aquitaine	114	7 783
Pays de la Loire	100	3 858
Haute-Normandie	85	4 081
Languedoc-Roussillon	82	3 019
Centre	78	5 046
Bretagne	77	2 724
Champagne-Ardenne	75	4 564
Bourgogne	60	2 330
Picardie	53	2 989
Auvergne	36	1 562
Basse-Normandie	35	3 089
Franche-Comté	33	1 889
Poitou-Charentes	27	2 358
Dom-Tom	12	674
Limousin	12	793
Corse	1	15
Total général	3 453	147 502

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION DANS CERTAINS SECTEURS INDUSTRIELS A FORTE VALEUR AJOUTEE EN 2012

REGION	Chimie, plasturgie	Composants électroniques	Constructeurs automobiles et équipementiers	Equipements électriques, électroniques	Machines et équipements mécaniques	Matériels aéronautiques, navals	Médicaments et biotechnologies appliquées	Total
Alsace	1	-	2	3	11	4	-	21
Aquitaine	2	-	-	1	2	1	1	7
Auvergne	-	-	1	-	-	-	-	1
Bourgogne	-	1	-	-	-	-	-	1
Bretagne	2	1	-	1	-	-	1	5
Centre	-	-	1	1	1	1	-	4
Champagne-Ardenne	2	-	1	-	1	1	1	6
Corse	-	1	1	1	2	-	-	5
Franche-Comté	-	-	1	-	2	-	-	3
Haute-Normandie	2	-	1	-	1	-	-	4
Ile-de-France	1	-	3	14	12	4	5	39
Languedoc-Roussillon	-	2	-	1	3	-	1	7
Limousin	-	-	1	-	-	-	1	2
Lorraine	1	1	6	-	1	-	1	10
Midi-Pyrénées	1	2	-	3	4	14	2	26
Nord-Pas de Calais	5	-	3	1	3	4	-	16
Pays de la Loire	1	-	1	1	1	2	-	6
Picardie	-	-	1	-	1	-	-	2
Poitou-Charentes	-	1	1	-	1	-	-	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	2	-	-	3	5	-	10
Rhône-Alpes	11	4	10	5	14	5	4	53
Total général	29	15	34	32	63	41	17	231

REPARTITION DES EMPLOIS PAR REGION DANS CERTAINS SECTEURS INDUSTRIELS A FORTE VALEUR AJOUTEE EN 2012

REGION	Chimie, plasturgie	Composants électroniques	Constructeurs automobiles et équipementiers	Equipements électriques, électroniques	Machines et équipements mécaniques	Matériels aéronautiques, navals	Médicaments et biotechnologies appliquées	Total
Alsace	40	-	991	73	538	196	-	1838
Aquitaine	92	-	-	10	34	40	30	206
Auvergne	-	-	65	-	-	-	-	65
Bourgogne	-	52	-	-	-	-	-	52
Bretagne	24	10	-	10	-	-	7	51
Centre	-	-	64	20	10	210	-	304
Champagne-Ardenne	83	-	30	-	14	10	40	177
Corse	-	46	120	10	61	-	-	237
Franche-Comté	-	-	245	-	40	-	-	285
Haute-Normandie	24	-	10	-	90	-	-	124
Ile-de-France	10	-	80	198	207	112	119	726
Languedoc-Roussillon	-	60	-	12	32	-	14	118
Limousin	-	-	12	-	-	-	12	24
Lorraine	5	20	170	-	150	-	10	355
Midi-Pyrénées	10	350	-	62	60	2 127	20	2 629
Nord-Pas de Calais	171	-	120	10	65	224	-	590
Pays de la Loire	10	-	10	23	10	495	-	548
Picardie	-	-	100	-	80	-	-	180
Poitou-Charentes	-	25	3	-	15	-	-	43
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	65	-	-	50	794	-	909
Rhône-Alpes	440	65	745	175	205	90	50	1 770
Total général	909	693	2765	603	1661	4298	302	11 231

AUTRES TYPES D'INVESTISSEMENTS NON COMPTABILISES AU BILAN

De multiples formes d'implantation des entreprises sous contrôle étranger illustrent la diversité de l'internationalisation des firmes multinationales.

Les partenariats technologiques

En 2012 ont été recensés une centaine de partenariats technologiques et industriels, d'investissement de pérennisations ainsi que de fusions-acquisitions. Les partenariats technologiques ou de recherche constituent un mode d'internationalisation des entreprises. Seize de ces partenariats ont été accompagnés par l'AFII et ses partenaires territoriaux en 2012. Les investissements décidés dans ce cadre concernent majoritairement des activités de recherche et développement et d'ingénierie.

Les investissements de pérennisation

Les investissements de pérennisation permettent de conforter l'implantation de filiales étrangères et de sauvegarder les emplois qui auraient pu disparaître à terme. Ils manifestent la volonté de l'entreprise étrangère de poursuivre son activité sur le site concerné. Ils ne sont pas comptabilisés dans le Bilan France, qui recense uniquement les projets qui créent de l'emploi ou maintiennent les emplois existants menacés à très court

terme. Ils ont cependant place dans ce rapport, car le maintien d'entreprises étrangères sur le territoire français n'est pas un objectif moins important que l'accueil de nouveaux acteurs.

En 2012, ont été identifiés dix-sept projets de pérennisation, qui ont permis de sauvegarder plus de 2 600 emplois, la plupart dans des activités de production.

Les fusions-acquisitions

La baisse des flux d'IDE dans le monde pour l'année 2012 (-18 % par rapport à 2011) résulte, selon la CnuCED, d'une chute des fusions transfrontalières et acquisitions (F&A) de l'ordre de 41 %. La baisse des flux d'IDE à destination des pays développés, de l'ordre de 32 %, s'accompagne d'une chute des F&A de -37 % (310 milliards de dollars en 2012, contre 525 milliards en 2011).

Au sein de l'Union européenne, qui enregistre une baisse des F&A de 30 %, la France enregistre une baisse de 53 %, ces flux passant de 24 à 11 milliards de dollars en 2012.

En 2012, les opérations de fusions-acquisitions concernent en premier lieu les centres de décisions (69 %), puis les activités de production (23 %), dans les secteurs des logiciels et prestations informatiques (15 %), du conseil et ingénierie (10 %) et de la chimie (10 %).

Parmi les opérations de fusions-acquisitions annoncées en 2012 :

- Le groupe électronique sud-coréen Samsung, «leader» mondial des terminaux mobiles et des semi-conducteurs, a racheté en juillet 2012 l'activité de connectivité mobile et de géolocalisation de la société britannique CSR (Cambridge Silicon Radio). Cette acquisition permet au groupe Samsung d'ouvrir son premier centre de R&D en France, à Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes).
- Le groupe Bosch a cédé sa filiale Foundations Brakes France, implantée à Saint-Barthélémy, dans la région Pays-de-la-Loire, à l'entreprise américaine Chassis Brakes International, spécialisée dans la production et la vente de secteur freins à disque et tambour.

2 600
emplois ont été
sauvegardés en 2012
grâce aux investissements
de pérennisation

Ils investissent en France

CELLAOUATE

Partenariat technologique dans la région Bretagne entre Cellaouate – producteurs de ouate de cellulose à partir de vieux journaux – et Isocell - fabricant et distributeur de ouate de cellulose, produits d'étanchéité et de machines à insuffler pour une isolation naturelle de l'habitat.

Basée près de Morlaix, Cellaouate transforme de vieux journaux en ouate de cellulose, une matière isolante pour la construction. Afin de développer son activité, Cellaouate a noué un partenariat technologique avec l'entreprise autrichienne Isocell. Cette dernière apporte à Cellaouate son savoir-faire technologique, ses agréments et son réseau commercial. Lorsque Cellaouate démarre sa production en 2010, elle est l'une des premières usines de fabrication de ouate de cellulose en France.

Quinze emplois ont été directement créés depuis la naissance de Cellaouate. L'activité en amont (collecte et tri par l'ESAT) génère également une quinzaine d'emplois.

Source : Bretagne Développement Innovation

TRELLEBORG SEALING SOLUTIONS

Trelleborg Sealing Solutions (Suède), « leader » européen pour la fourniture de joints d'étanchéité pour l'aéronautique, dont l'unité française est basée à Condé sur Noireau, dans la région Basse-Normandie (110 salariés) a décidé un investissement de modernisation et de rationalisation de son site de production. Dans le cadre de son développement, l'entreprise s'implante sur 22 000 m² dans la zone Charles Tellier, pour construire une usine de 3 500 m². L'investissement représente trois millions d'euros.

Source : Miriade (Basse-Normandie)

HAINAN AIRLINES

Prise de participation de la compagnie aérienne chinoise Hainan Airlines (HNA) au capital de la compagnie française Aigle Azur.

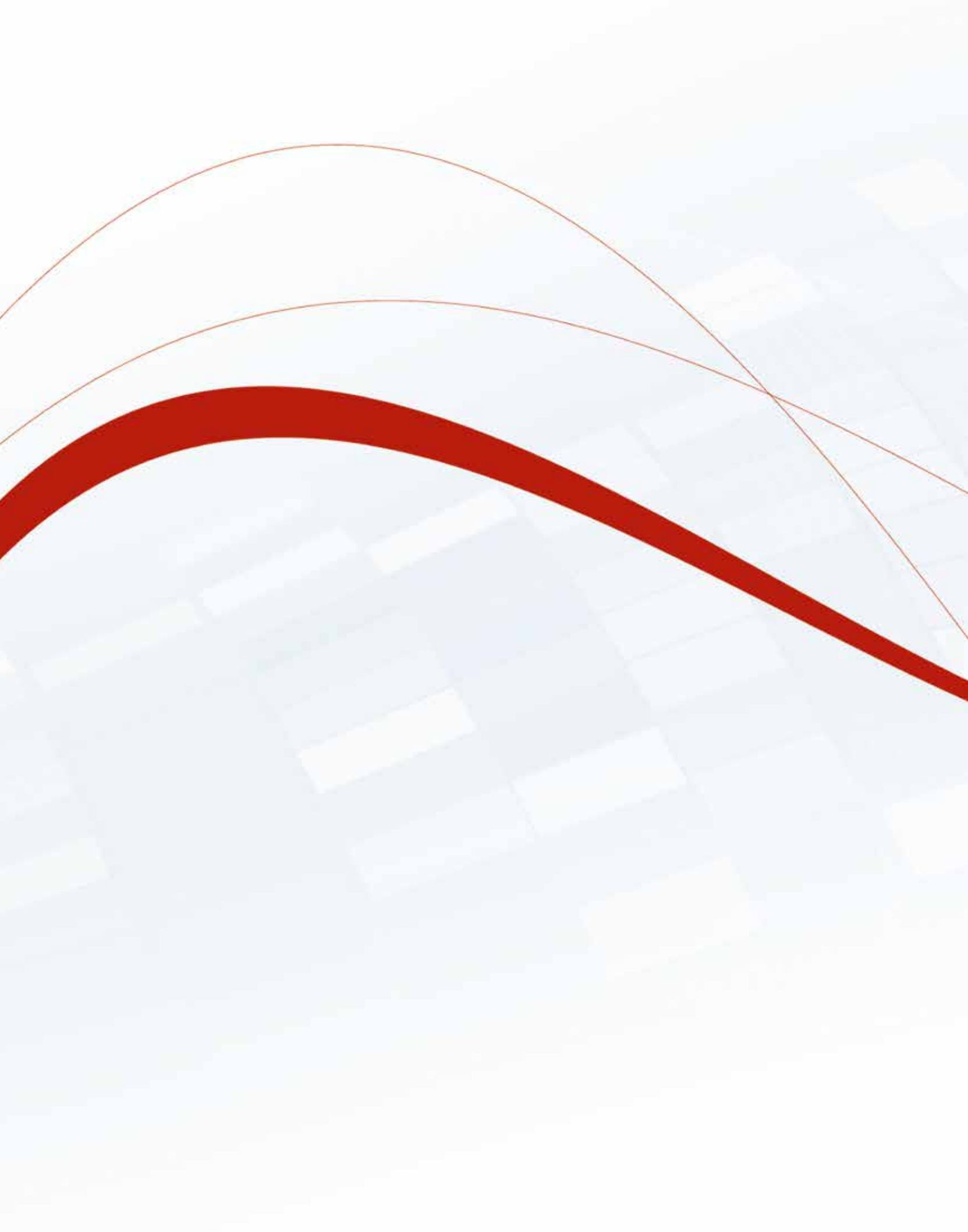
La maison mère de Hainan Airlines, quatrième compagnie aérienne chinoise, détient depuis octobre 2012, 48 % du capital d'Aigle Azur, plus ancienne compagnie privée de l'Hexagone. Selon la réglementation européenne, un investisseur d'origine extra-communautaire ne peut posséder plus de 49,9 % d'une compagnie aérienne européenne.

Il s'agit pour l'entreprise Aigle Azur, qui emploie 1 000 salariés, de bénéficier de l'expérience et des moyens financiers et logistiques de HNA, qui possède plus d'une centaine d'avions, pour développer les vols long-courrier.

Source : AFII

Les franchises dans l'audit et le conseil

Certains cabinets d'audit et de conseil étrangers présents en France sont dans une situation particulière. Ainsi, la marque « KPMG » est la propriété du réseau KPMG International Cooperative, coopérative de droit suisse. Si chaque cabinet national est indépendant aux plans juridique et financier, l'effet de marque joue un rôle essentiel dans leur développement. C'est pourquoi, les agences d'attraction de l'investissement comptabilisent souvent leurs investissements nouveaux dans leurs bilans. Ils sont, ici, cités au même titre que les investissements de pérennisation. Leur présence et leur développement en France témoignent de l'attractivité de la France et de son marché.



2 ATTRACTIVITE DU SITE FRANCE

- 36** LES CARACTERISTIQUES
DE LA PRESENCE
ETRANGERE EN FRANCE
- 40** LA CONTRIBUTION
DES FILIALES D'ENTREPRISES
ETRANGERES
A L'ECONOMIE FRANÇAISE
- 46** INNOVATION ET ATTRACTIVITE

LES CARACTERISTIQUES DE LA PRESENCE ETRANGERE EN FRANCE

La France est l'un des principaux pays d'origine et pays de destination des flux d'investissement dans le monde. Près de 30 000 entreprises françaises ont une implantation à l'étranger, et près de 20 000 sociétés étrangères sont présentes en France où elles emploient environ deux millions de personnes. La France est, en Europe, le second pays d'accueil des investissements étrangers créateurs d'emploi, après le Royaume-Uni (Observatoire Europe, AFII 2012).

Le nombre des entreprises sous contrôle étranger a connu une forte croissance depuis le début des années 1980.^[FIG.1]

La part prépondérante des entreprises américaines et européennes

Les filiales françaises d'entreprises européennes et américaines emploient plus de 90 % des salariés travaillant dans des groupes étrangers présents en France.

Les entreprises américaines emploient plus de 400 000 personnes, soit près d'un quart des emplois recensés dans

les filiales étrangères.^[FIG.2] L'Allemagne arrive en tête des pays européens, avec 306 470 salariés, tandis que les entreprises britanniques emploient 187 300 personnes. Viennent ensuite avec plus de 100 000 salariés, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique et l'Italie. La contribution à l'emploi des principaux pays émergents reste inférieure à 1 % des emplois assurés par les entreprises étrangères implantées, la Chine figurant au 17^e rang à ce titre (INSEE, 2012).

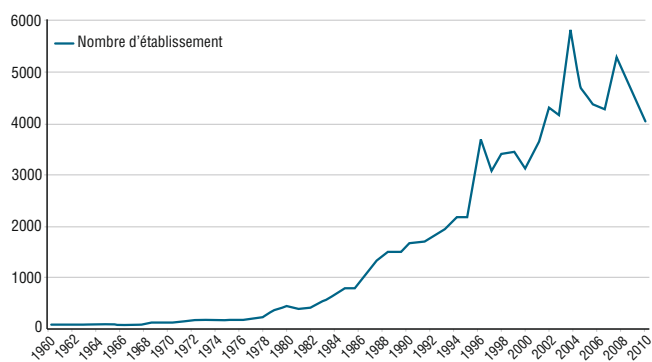
Les groupes étrangers implantés en France sont de grande taille

Les entreprises étrangères sont très représentées parmi les entreprises de taille intermédiaire (ETI) : 54 % des entreprises sous contrôle étranger emploient des salariés, contre 27 % pour l'ensemble des entreprises françaises.

[FIG.3]

FIG. 1

Entreprises créées en France depuis 1960, sous contrôle étranger en 2012



Source : Orbis - Astrée

FIG. 2

Pays d'origine des groupes étrangers

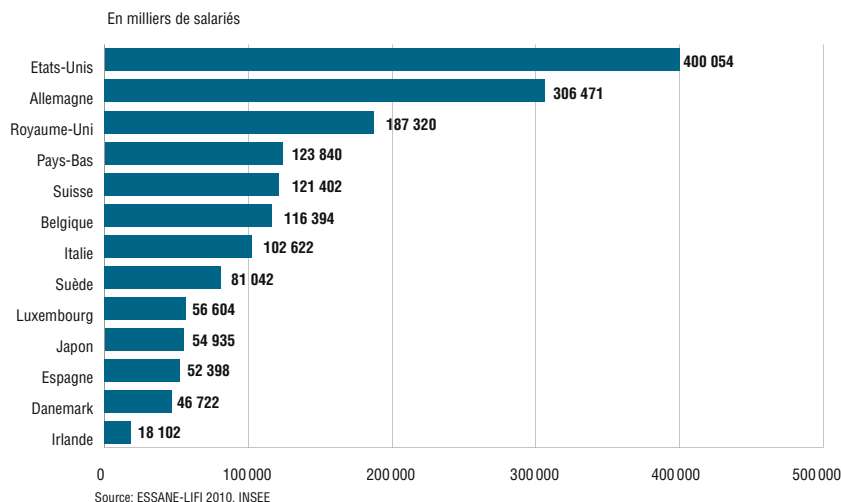
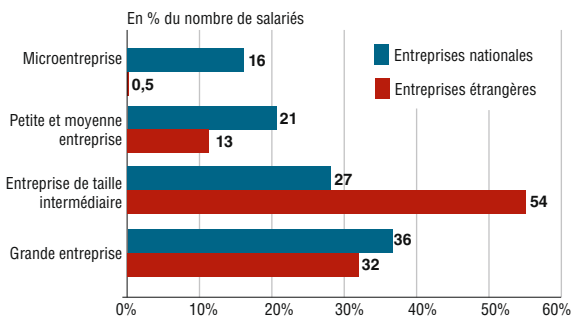


FIG. 3

Répartition des effectifs en fonction de la taille des entreprises*



Source : ESANE-LIFI 2010, INSEE
 *L'INSEE distingue 4 catégories d'établissements selon leur dimension : les microentreprises (moins de 10 salariés), les PME (de 10 à 249 salariés), les ETI (de 250 à 4 999 salariés) et les grands établissements (plus de 5 000 salariés).

Ils investissent en France

SOLVAY

Le groupe Solvay est présent en Franche-Comté depuis 1930.

Le site de Tavaux (Jura) est l'un des plus importants du groupe en Europe : 1 400 salariés, 500 emplois induits, près de 800 millions d'euros de chiffre d'affaires. Solvay y produit de nombreux polymères, comme le PVDC, le PVDF, le PVC, de la soude caustique, et de l'épichlorohydrine (entrant dans la composition de résine plastique).

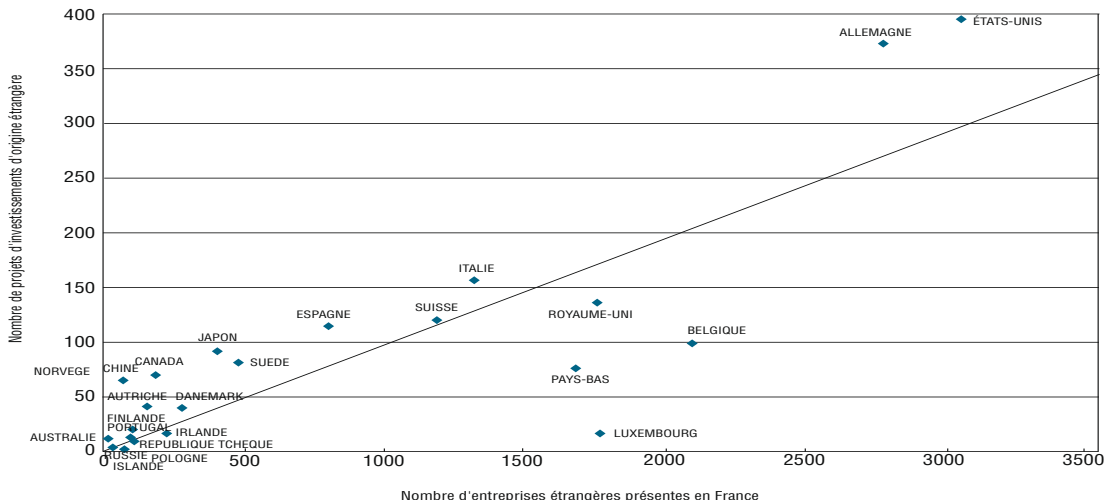
Le chimiste belge aura réalisé en 2011 et 2012 plus de 150 millions d'euros d'investissements dans l'usine de Tavaux. Cet investissement exceptionnel traduit la volonté de Solvay de pérenniser l'usine jurassienne. L'usine se trouve à proximité de réserves de sel, sa matière première, dans un pays où la fourniture d'électricité est fiable, au carrefour de l'Europe. Ces investissements vont concerner plusieurs projets. Le plus important, d'un montant de 75 millions d'euros, permettra la conversion de deux salles d'électrolyse à mercure en une salle d'électrolyse à membrane. Ce nouvel équipement va permettre de diminuer la consommation d'électricité d'environ 25 %. Il va aussi offrir de meilleures conditions de travail et d'hygiène aux salariés. « *Nous devançons ainsi l'application française de la directive européenne sur l'arrêt de l'électrolyse à mercure prévue pour 2019* », précise le groupe.

Un second projet (26 millions d'euros) concerne l'augmentation de 50 % des capacités de production du PVDF (polyfluorure de vinylidène), un polymère haut de gamme qui intéresse l'électronique et les énergies alternatives.

(Source: ARD Franche-Comté, à partir de *Usine Nouvelle* 29/12/2012 - *Les Échos* 23/11/2012)

FIG. 4

Présence étrangère et investissement en France



Une forte concentration des filiales étrangères dans la région Ile-de-France

La localisation des entreprises sur le territoire français n'est pas sans lien avec la géographie économique des régions. L'Ile-de-France accueille près de la moitié des entreprises étrangères implantées en France. Viennent ensuite la région Rhône-Alpes (11 %), le Nord-Pas-de-Calais (6 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (5 %) et l'Alsace (5 %) qui accueillent ensemble 27 % des filiales étrangères présentes en France. 53 % des emplois assurés par les entreprises étrangères sont localisés en Ile-de-France, et 10 % en Rhône-Alpes.

Les forces d'agglomération sont des déterminants essentiels dans les choix de localisation des entreprises étrangères en France

Sur la période 2009-2011, s'observe une corrélation positive entre le stock des entreprises étrangères présentes sur un territoire donné et le flux des investissements étrangers.^[FIG. 4] La concentration d'entreprises de même nationalité dans une zone géographique accroît l'attractivité de cette zone pour les nouveaux investisseurs. La probabilité que des entreprises britanniques, ou belges,

s'implantent dans une localisation particulière est d'autant plus forte que le stock d'entreprises britanniques ou belges y est élevé. Les investissements décidés par les entreprises américaines sont, de même, fortement corrélés à la présence d'entreprises américaines déjà implantées en France.

Plus largement, les politiques d'attractivité fondées sur la valorisation ciblée des territoires, et sur une forme de spécialisation des activités, notamment par le biais de pôles de compétitivité, ont un impact positif pour attirer les investissements des nouvelles multinationales.

PRESENCE DES FILIALES ETRANGERES PAR REGION (EN PART DE LA PRESENCE ETRANGERE DANS L'ECONOMIE FRANÇAISE)

REGION	Nombre d'unités légales	Nombre de salariés	Chiffre d'affaires	Investissement corporel	Chiffre d'affaires à l'exportation
Alsace	5%	5%	4%	4%	5%
Aquitaine	3%	1%	1%	3%	2%
Auvergne	1%	-	-	-	-
Basse-Normandie	1%	1%	-	-	1%
Bourgogne	1%	1%	1%	1%	2%
Bretagne	1%	2%	1%	2%	1%
Centre	2%	2%	2%	1%	2%
Champagne-Ardenne	1%	1%	1%	1%	1%
Corse	-	-	-	-	-
Franche-Comté	1%	1%	1%	1%	2%
Guadeloupe	-	-	-	-	-
Guyane	-	-	-	-	-
Haute-Normandie	1%	2%	2%	2%	2%
Ile-de-France	49%	53%	61%	57%	50%
La Réunion	-	-	-	-	-
Languedoc-Roussillon	2%	1%	1%	1%	1%
Limousin	-	-	-	-	-
Lorraine	3%	3%	2%	2%	3%
Martinique	-	-	-	-	-
Midi-Pyrénées	2%	2%	1%	1%	2%
Nord-Pas-de-Calais	6%	5%	5%	5%	5%
Pays de la Loire	3%	3%	2%	1%	2%
Picardie	2%	2%	2%	3%	2%
Poitou-Charentes	1%	1%	-	-	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5%	3%	3%	2%	3%
Rhône-Alpes	11%	10%	9%	12%	12%
Total général	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : ESANE-LIFI, INSEE 2010, calculs AFII.

Grille de lecture : La région Ile-de-France est à l'origine de 50 % du chiffre d'affaires à l'exportation réalisé par les entreprises étrangères présentes en France.

L'ouverture de l'économie française

Par rapport à la richesse nationale, la France accueille plus d'investissements étrangers que les principaux pays développés. [FIG. 4]

Stock d'investissements étrangers, rapporté au PIB (données CNUCED, 2012):

- Royaume-Uni: 50 %
- Espagne: 42 %
- **France: 35 %**
- Etats-Unis: 23 %
- Allemagne: 20 %
- Italie: 15 %
- Japon: 4 %

L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers.

Selon l'INSEE, les filiales sous contrôle de groupes étrangers:

- emploient 13 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française;
- contribuent à hauteur de 19 % au chiffre d'affaires de l'économie française;
- assurent 31 % des exportations de l'économie française;
- réalisent 13 % de l'investissement corporel de l'économie française.

« ...L'impact de l'acquisition étrangère est toujours positif trois ans après l'acquisition: l'entreprise cible emploie plus que si elle n'avait pas été rachetée, elle est plus productive, les salaires y sont plus élevés, le chiffre d'affaires est en forte hausse, de même que la productivité. » (Rapport du CAE, janvier 2010: « Investissement direct étranger et performances des entreprises », Lionel Fontagné et Farid Toubal, p. 77.)

Cette ouverture est plus marquée dans le secteur industriel.

Selon l'INSEE, les filiales industrielles de groupes étrangers:

- emploient le quart de l'effectif salarié du secteur de l'industrie en France;
- contribuent à hauteur de 29 % au chiffre d'affaires de l'industrie française;
- assurent 34 % des exportations de l'industrie manufacturière;
- réalisent 29 % de l'investissement corporel de l'industrie française.

« Les entreprises localisées en France et appartenant à des groupes étrangers sont plus efficaces que celles appartenant à des groupes français, et ces dernières dépassent les entreprises indépendantes: elles créent plus d'emplois, exportent plus, importent plus et sont plus rentables. » (Rapport du CAE, janvier 2010: « Investissement direct étranger et performances des entreprises », Lionel Fontagné et Farid Toubal, p. 10.)

Les investisseurs étrangers détiennent 43,3 % du capital des entreprises du CAC 40.

(Banque de France, septembre 2012)

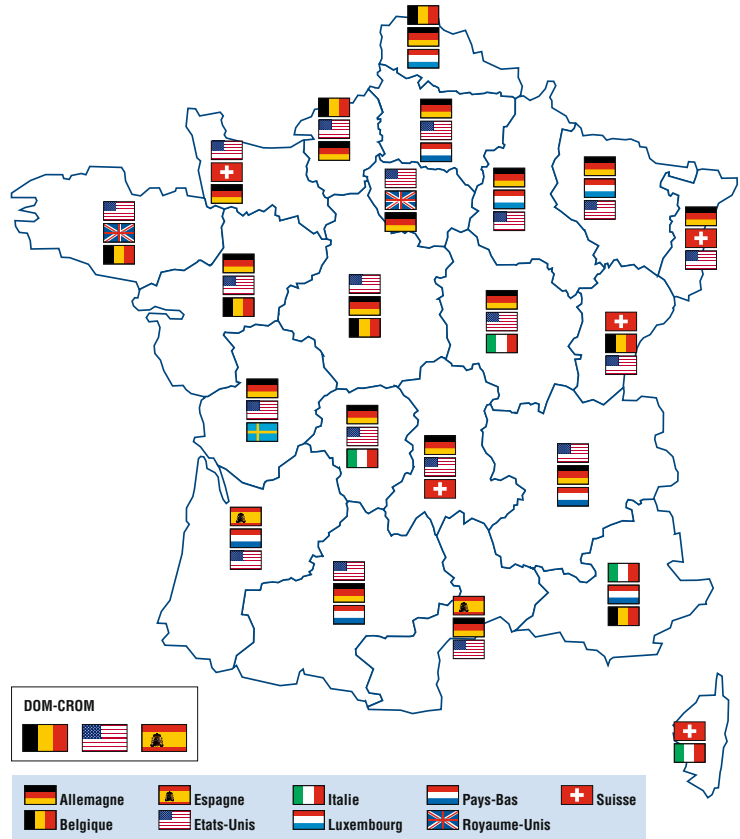
Les filiales françaises d'entreprises étrangères assurent 29 % des dépenses de R&D réalisées en France par les entreprises. (MENESR, 2012)

- 18,2% des dépenses totales de R&D

608 entreprises sous contrôle étranger sont présentes dans les pôles de compétitivité en France, contrôlant 826 établissements étrangers, qui comptent pour 9 % de l'ensemble des établissements présents dans les pôles. (DGCIS, 2012)

FIG. 5

Présence des entreprises étrangères en France : trois premiers pays d'origine



Source: INSEE 2012, nombre d'unité légale

Ils investissent en France

GESTAMP, BAVARIA, SCHAEFFLER ET AGRATI

Le Nord-Pas-de-Calais se distingue par une concentration géographique des acteurs de la filière automobile.

Deuxième région automobile française, le Nord-Pas-de-Calais est depuis longtemps une destination privilégiée des investisseurs étrangers dans ce secteur. Cette tendance ne faiblit pas, puisque pas moins de 12 projets d'extension ou de reprise ont été conduits durant les trois dernières années pour un total de 1 200 emplois créés ou sauvegardés.

Un apport substantiel à l'écosystème régional, dans un secteur considéré comme mature et très concurrentiel, d'autant plus précieux que ces investissements ont parfois permis de relancer des sites industriels fragilisés par la crise de 2009. C'est ainsi que les investissements conduits par l'espagnol Gestamp, les groupes allemands Bavaria et Schaeffler ou l'italien Agrati ont conforté l'activité et offert de nouvelles perspectives d'emplois, avec des résultats parfois supérieurs aux objectifs.

Menés pour la plupart par des équipementiers, ces projets renforcent l'intégration de la filière régionale - qui compte sept sites d'assemblage - mais contribuent également à la balance commerciale régionale par la fourniture de grands constructeurs européens en Allemagne, en Grande Bretagne, dans le Benelux et jusqu'en Turquie.

La dimension R&D est également présente puisque certains de ces sites sont pilotes pour l'industrialisation de nouveaux process en Europe, voire à l'échelle mondiale. C'est ainsi que Schaeffler à Calais pilote le développement de nouvelles chaînes de transmission pour les usines du monde entier.

Source: Nord France Invest

LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ETRANGERES A L'ECONOMIE FRANÇAISE

Une contribution majeure en termes d'emploi

Les entreprises multinationales d'origine étrangère contribuent à la croissance économique des pays d'implantation. Bénéficiant du savoir-faire des maisons mères, des échanges entre filiales, des économies d'échelle au niveau mondial, et des différences des prix des facteurs de production, les multinationales sont plus performantes et plus productives que les entreprises non internationalisées.

Fin 2010, l'INSEE recensait près de 20 000 filiales de groupes étrangers installées en France, employant environ deux millions de personnes, soit 13 % de l'emploi salarié hors secteur financier et administration (environ un salarié sur sept).

Les études empiriques ont mis en évidence que les entreprises localisées en France appartenant à des groupes étrangers y créent plus d'emplois que la moyenne des entreprises en France (OCDE 2005, CAE 2009). Ainsi, en France, le nombre moyen de salariés dans les entreprises est de quatre, quand il est de 91 dans les filiales d'entreprises étrangères. De même, dans les entreprises de grande taille et de taille intermédiaire sous contrôle étranger, les effectifs salariés sont respectivement de 250 et 137, contre 172 et 65 pour l'ensemble des entreprises françaises. [FIG. 1]

Ces entreprises de grande taille ont un effet d'entraînement et génèrent de nombreux emplois induits. Une étude réalisée par Reverdy Associés, relative à l'impact de STMicroelectronics⁽¹⁾, premier employeur privé d'Isère, a mis en exergue qu'un emploi direct créé par cette société se traduisait par deux emplois indirects dans la région, induits en sous-traitance, commerce et services aux particuliers.

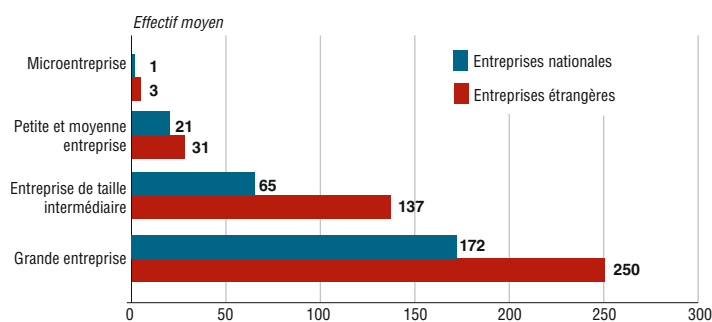
(1) « Impact de STMicroelectronics sur le pôle économique Grenoble-Isère », Reverdy Associés, juillet 2012 dans Les entreprises à capitaux étrangers en Isère, *Les carnets de l'Isère*, n° 5, 2012.

Méthodologie

Afin d'estimer la contribution des filiales étrangères à l'économie française, sont utilisées les données fournies par l'INSEE relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger pour l'année 2010 (dernière année disponible). Ces données sont issues de l'enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) et d'ESANE production de statistiques structurelles de l'entreprise.

FIG. 1

Effectif moyen des entreprises



Source : ESANE-LiFi 2010, INSEE

DES ENTREPRISES A CAPITAUX ETRANGERS PARMIS LES PREMIERS EMPLOYEURS DE FRANCE

ENTREPRISE MERE	NATIONALITE	EFFECTIFS FRANCE
ISS A/S (Holding FS Invest Sarl)	Danemark	> 30 000
Walt Disney Co	Etats-Unis	> 20 000
Generali Assicurazioni Spa	Italie	> 20 000
Lidl (Holding AMRS Warenhandel GMBH)	Allemagne	> 20 000
Kingfisher PLC	Royaume-Uni	> 20 000
Securitas AB	Suède	> 20 000
Solvay SA	Belgique	> 10 000
Compass Group PLC	Royaume-Uni	> 10 000
Nestle S.A.	Suisse	> 10 000
Deutsche Post AG	Allemagne	> 10 000
Allianz SE	Allemagne	> 10 000
International Business Machines CORP	Etats-Unis	> 10 000
General Electric Compagny	Etats-Unis	> 10 000
Bertelsmann Stiftung	Allemagne	> 10 000
Ikea (Holding Sticking Ingka Foundation)	Suède	> 10 000
Metro AG	Allemagne	> 8 000
Kuehne + Nagel (Kühne Holding AG)	Suisse	> 8 000
MCDonald's Corporation	Etats-Unis	> 8 000
Johnson Controls INC	Etats-Unis	> 8 000

Source : Orbis-Astrée, calculs AFII - hors emplois indirects

Ils investissent en France

GROUPE ADELE

Le groupe canadien, spécialiste dans les services à domicile, implante son centre de décision en Ile-de-France.

Le « Groupe Adèle » (Montréal), spécialiste de l'entretien ménager résidentiel au Québec où il s'appuie sur une centaine de franchises, vient de choisir Paris pour l'ouverture d'un centre de décision en Europe. Cette filiale est chargée de mettre en place un réseau de franchises en France et dans les autres pays de l'Union européenne. La filiale française du Groupe Adèle créera 80 emplois directs. Sont escomptés 2000 à 3000 emplois indirects dans 500 à 800 franchises sur le seul territoire français.

« Nous avons choisi la France, car stratégiquement elle offre des opportunités uniques pour le déploiement ultérieur sur tout le territoire européen. Par ailleurs, le fort potentiel qu'offre la France pour notre type de service, lequel est à forte valeur ajoutée, est aussi un point important de notre décision », déclare le Président du groupe, M. Gaëtan Migneault.

L'Agence régionale de développement Paris Ile-de-France et l'AFII ont accompagné le Groupe Adèle dans son projet de développement en Europe. Les deux agences lui ont apporté un appui de la part de ses experts en matières légale et fiscale, et en mettant à sa disponibilité des services d'aides au recrutement et des mises en contact avec des organismes de financement pour les franchiseurs. Cette implantation confirme l'intérêt des sociétés canadiennes (240 entreprises canadiennes emploient plus de 10000 personnes en France en 2011) et en particulier québécoises, pour des implantations en France.

Source : ARD Paris Ile-de-France

AMAZON

Le groupe américain s'implante et recrute en Bourgogne.

Le premier site marchand web au monde, Amazon, a choisi la Bourgogne pour implanter sa troisième base logistique française.

« La position centrale et stratégique de la région répond à notre volonté d'être toujours plus proche de nos clients », précise la direction française d'Amazon. Une proximité et une qualité de services qui s'appuient sur une main-d'œuvre qualifiée.

Le Grand Chalon a mis en place des services pour favoriser le recrutement : une bretelle d'accès au site, un réseau de transport en commun acheminant les salariés jusqu'au site d'Amazon dans des conditions optimales grâce à des horaires adaptés aux prises de poste de matinée et de soirée, et un service de restauration.

La montée en puissance de l'activité se poursuit. Des travaux à l'intérieur du bâtiment sont en cours pour aménager des cellules de travail qui accueilleront prochainement de futurs salariés de ce site logistique. D'ici un an, Amazon recrutera sur le site bourguignon 250 salariés en CDI, un chiffre qui s'étoffera encore les années suivantes.

Source : Bourgogne Développement

Une forte présence dans les activités de production

35 % des entreprises étrangères présentes en France relèvent du secteur des services, 31 % de l'industrie et 30 % du commerce (données 2010). [FIG. 2]

La part de l'emploi salarié relevant du secteur industriel est nettement plus élevée parmi les entreprises étrangères présentes en France que dans l'ensemble de l'économie : fin 2010, 42 % de l'emploi dans les groupes étrangers relèvent de l'industrie, contre 22 % des emplois pour l'ensemble de l'économie. [FIG. 3]

De même, 43 % du chiffre d'affaires réalisé par les groupes étrangers relèvent d'entreprises du secteur industriel, contre 29 % pour l'ensemble de l'économie. [FIG. 4]

Cette forte présence des groupes étrangers dans l'industrie est en contraste avec la part de l'industrie pour l'ensemble des entreprises implantées en France, que ce soit en termes d'établissements, d'effectifs et de chiffre d'affaires.

Ils investissent en France

TORAY

Toray renforce la filière matériaux en Aquitaine. Premier producteur mondial de fibres de carbone, l'entreprise japonaise investit 100 M€ sur le bassin de Lacq dans les Pyrénées-Atlantiques.

Avec la création de 50 emplois, cet investissement permettra à Toray de conforter sa position dans la production de fibres de carbone pour le secteur aéronautique, l'automobile, mais aussi le nautisme, l'éolien. La région Aquitaine accompagne et soutient le renforcement de cette filière à haute valeur technologique et industrielle pour la revitalisation du bassin de Lacq.

Source : Aquitaine Développement Innovation

GELSENWASSER AG

La filiale Nantaise des Eaux Services du groupe allemand Gelsenwasser AG, spécialisé dans le traitement des eaux usées industrielles, a décidé l'extension de son site dans la région Pays-de-La-Loire. Une cinquantaine d'emplois complémentaires seront créés.

Source : AFI

FIG. 2

Présence des groupes en France par secteur

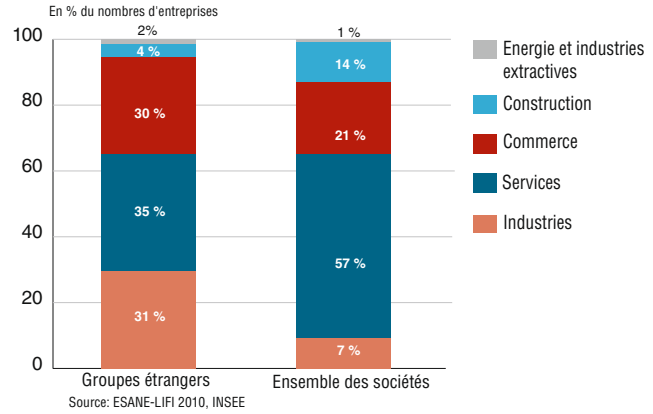
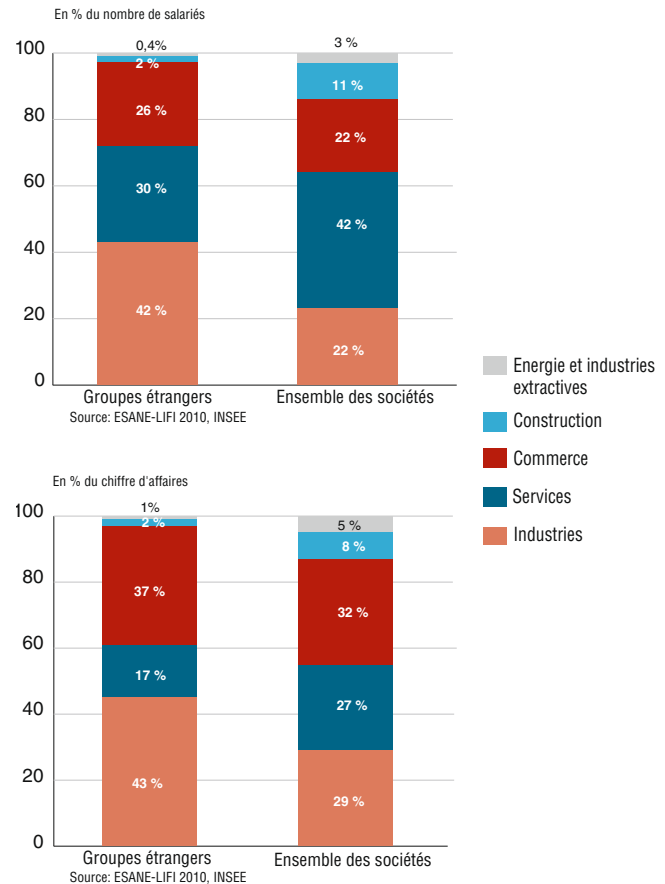


FIG. 3 & 4

L'industrie, première activité des groupes étrangers en France



L'internationalisation de l'industrie manufacturière

La présence étrangère est forte dans l'industrie. Si les filiales de groupes étrangers en France réalisent 19 % du chiffre d'affaires de l'ensemble de l'économie française, leur contribution atteint 31 % dans l'industrie.

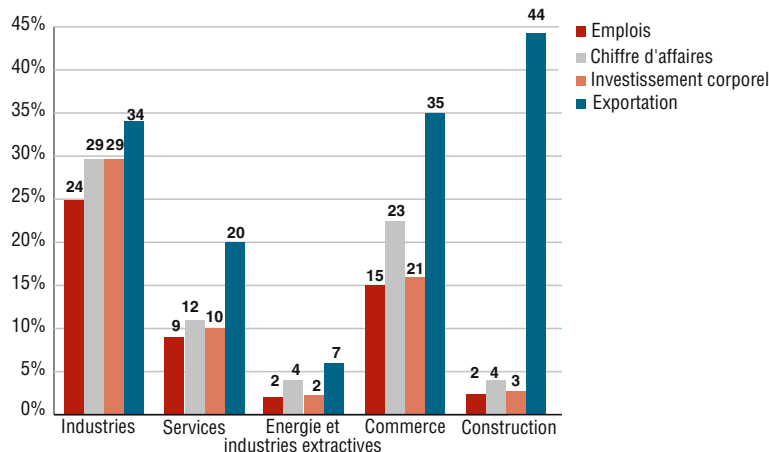
Les filiales de groupes étrangers contribuent fortement à l'exportation : elles génèrent 31 % du chiffre d'affaires à l'exportation de l'économie française, et 34 % dans le secteur manufacturier. (FIG. 5)

Près du quart des emplois sont assurés par des entreprises étrangères dans l'industrie, contre 13 % pour l'ensemble de l'économie française. L'internationalisation de l'industrie est particulièrement forte dans certaines régions, où les entreprises étrangères sont à l'origine de plus d'un emploi sur quatre : l'Alsace (46 % des emplois dans l'industrie sont assurés par des entreprises sous contrôle étranger), la Lorraine (38 %), la Picardie (31 %), la région Rhône-Alpes (30 %), le Nord-Pas-de-Calais (28 %), la Haute-Normandie (27 %) ; la Bourgogne (27 %), l'Île-de-France (27 %), le Centre (26 %). (FIG. 6)

Pour autant, la progression des services (observée par l'INSEE dès 2003) se confirme : fin 2010, près du tiers des emplois des filiales étrangères sont concentrés dans le secteur des services, contre 20 % fin 2003. Cette progression a accompagné la tertiarisation de l'économie française, plus de la moitié des emplois étant aujourd'hui générés par des activités de services et de commerce.

FIG. 5

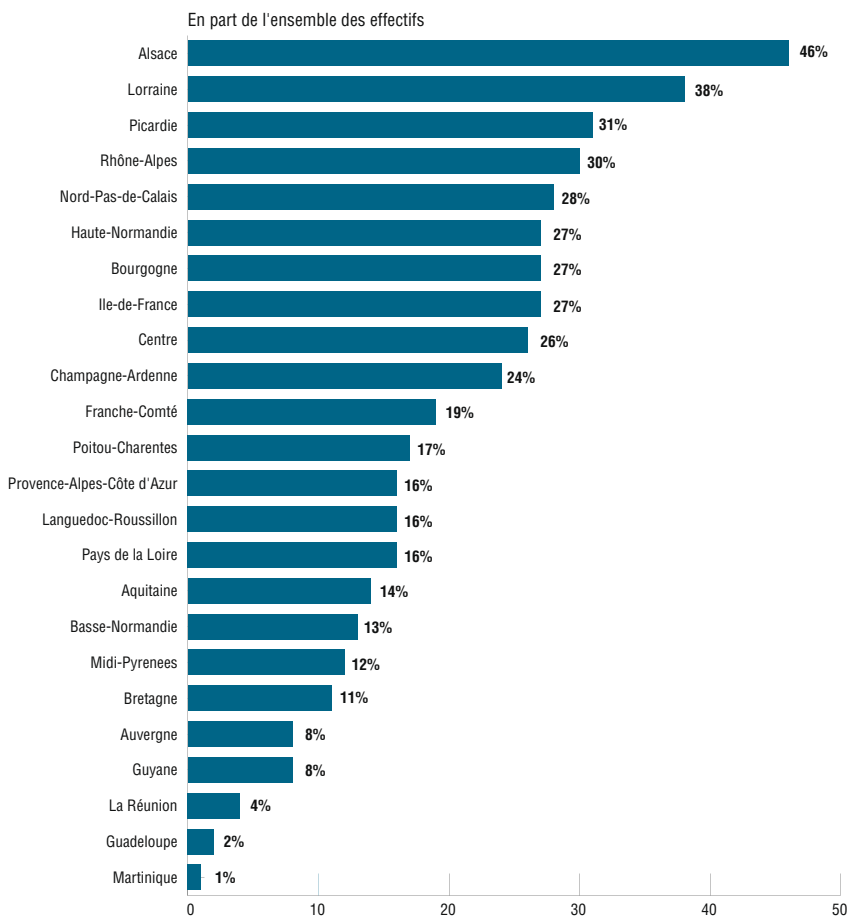
Poids des filiales étrangères par secteur



Source : ESANE-LIFI 2010, INSEE

FIG. 6

Emplois industriels sous contrôle étranger par région



Source : ESANE-LIFI 2010, INSEE

2000

entreprises étrangères installées en France bénéficient du crédit d'impôt recherche

Les filiales de groupes étrangers sont très présentes dans la R&D

Les filiales étrangères participent à l'effort de recherche et développement de l'économie française. Leur part dans les dépenses intérieures de R&D réalisées par les entreprises sur le territoire national est de 29 % (2010). Cette contribution est plus forte que celle estimée aux Etats-Unis (14 %), au Japon (5 %) ou encore en Finlande (15 %).

Le crédit d'impôt recherche bénéficie à plus de 2 000 entreprises étrangères opérant en France. Il a favorisé les décisions d'implantation de centres de R&D, investissements étrangers dont le nombre a connu une croissance forte depuis 2009 (passage de 20 décisions par an en moyenne à 40 décisions depuis la réforme du dispositif en 2008).

Les entreprises étrangères contribuent au développement économique des territoires

Les entreprises étrangères, qui ne représentent qu'un pour cent du nombre des entreprises opérant en France, apportent une contribution importante au développement territorial français. Elles assurent, par exemple, le quart de l'emploi dans la région Alsace, 18 % en Ile-de-France, 14 % dans la région Rhône-Alpes et Lorraine, et 12 % dans le Nord-Pas-de-Calais.¹^{CF TABLEAU}

Plus de la moitié du chiffre d'affaires à l'exportation réalisé par les entreprises de la région Lorraine (53 %), Centre (51 %), ou Alsace (61 %) est imputable aux filiales de sociétés étrangères. La part de l'investissement corporel réalisé par les groupes étrangers atteint 28 % dans la région Alsace, 23 % en Picardie, 20 % en Rhône-Alpes, 17 % en Haute-

Normandie, 16 % dans le Nord-Pas-de-Calais et 15 % dans la région Ile-de-France.

Par ailleurs, les investisseurs étrangers contribuent, au travers du rachat d'entreprises en difficulté, au maintien de l'emploi et de l'activité dans des secteurs ou territoires en difficulté. Depuis dix ans, 482 reprises de ce type ont permis la sauvegarde de plus de 71 000 emplois en France.

Ils investissent en France

FARESIN INDUSTRIES

L'entreprise italienne spécialisée dans la production de mélangeuses s'implante à Lyon.

Faresin Industries est une entreprise italienne spécialisée dans la production de chariots mélangeuses pour la zootechnie et des élévateurs télescopiques à destination du secteur agricole, du secteur industriel et de la construction. Elle cherche depuis peu à développer le marché du Biogaz.

Basée à Breganze (Vicenza), l'entreprise a été créée par les frères Faresin en 1973. Elle compte aujourd'hui une centaine de salariés. Sa présence internationale ne cesse de s'accroître ; elle possède des filiales en Allemagne, aux Etats-Unis et en Pologne.

Déjà présente commercialement en France depuis plusieurs années, Faresin Industries a décidé d'y renforcer sa position en créant une filiale à St Priest. L'objectif est de développer son réseau commercial sur tout le territoire français au travers de distributeurs. Faresin Industries prévoit de créer douze emplois dans un premier temps.

La position stratégique de Lyon et la richesse économique de son territoire ont été décisifs dans le choix de localisation.

ERAI, en collaboration avec son partenaire sur le département du Rhône l'Aderly, ont accompagné l'entreprise dans son implantation à Lyon, en l'aidant notamment à trouver les collaborateurs dont elle avait besoin et des partenaires financiers, et en l'accompagnant dans les démarches administratives de création de société.

Source : Entreprise Rhône-Alpes International (ERAI)

SMOBY TOYS

Des capitaux allemands pour la région Franche-Comté.

Après 20 millions d'euros investis dans l'outil industriel depuis sa reprise par le Groupe allemand Simba-Dickie, en 2008, le fabricant de jouets jurassien Smoby Toys (450 salariés, 120 millions d'euros de chiffre d'affaires dont 40 % à l'export) passe à l'étape suivante, celle de la logistique. Le groupe consacre cette fois 12 millions d'euros à la construction d'une nouvelle plateforme logistique de 30 000 m² à Moirans-en-Montagne (Jura) qui en remplacera six éparpillés dans l'Ain et le Jura. Les 41 emplois concernés seront regroupés, eux aussi, à Moirans-en-Montagne.

Aujourd'hui, Smoby Toys produit 70 % de ses jouets en France. Elle a relocalisé plusieurs productions depuis la Chine et la Roumanie.

Source : ARD Franche Comté à partir de Smoby Toys SAS

Aéroport binational de Bâle-Mulhouse : 3^e pôle mondial pour l'aménagement intérieur d'aéronefs privés et d'affaires

L'aéroport de Bâle-Mulhouse est un exemple de coopération transfrontalière concourant à l'aménagement du territoire et au développement économique. Décidé au lendemain de la seconde guerre mondiale, sa réalisation a été permise par la mise à disposition des terrains par la France, et la prise en charge par la Suisse, de la construction des pistes et bâtiments.

Son originalité, outre d'être dirigé par un conseil d'administration franco-suisse, réside dans le fait qu'une partie de son emprise est placée sous régime douanier de droit suisse tout en étant située en territoire français. Les entreprises peuvent ainsi choisir de s'implanter en zone « France » ou en zone « Suisse », un élément d'attractivité économique remarquable tant les territoires sont intimement imbriqués.

En 2008, une nouvelle zone industrielle est mise en service afin de répondre aux demandes d'industriels souhaitant être raccordés directement au tarmac, en particulier des sociétés spécialisées dans l'aménagement intérieur et la maintenance d'aéronefs privés et d'affaires.

Cette nouvelle offre a permis d'attirer les sociétés Jet Aviation (General Dynamics/ Etats-Unis) et Amac Aerospace (Suisse) qui ont investi dans plusieurs hangars

à même d'accueillir des Boeing 747 et des Airbus A380. En 2012, la société SR Technics (Mubadala/Emirats Arabes Unis) les rejoint pour développer ses activités de maintenance.

Le dynamisme de ces entreprises générant une importante demande de main-d'œuvre et de sous-traitants qualifiés, les acteurs locaux créent l'association Aéro'Alsace, qui a permis de :

- mettre en œuvre des formations continues accélérées facilitant la reconversion des salariés de l'industrie automobile (PSA Mulhouse) vers l'aéronautique,
- identifier et mobiliser un tissu industriel de plus de 120 entreprises alsaciennes travaillant pour l'industrie aéronautique et spatiale,
- préfigurer une filière industrielle élargie, dont la structuration est en cours.

A ce jour, l'aéroport de Bâle-Mulhouse, qui a accueilli plus de 5 millions de passagers en 2012, est devenu le 3^e pôle mondial pour l'aménagement intérieur d'aéronefs civils et d'affaires. Il génère environ 6 000 emplois directs, dont une grande partie liée aux activités industrielles et de fret, essentiellement portées par des entreprises d'origine étrangère. Son prochain raccordement aux réseaux ferroviaires à grande vitesse français, suisse et allemand devrait encore renforcer son rayonnement commercial et industriel.

Source : Alsace international

CONTRIBUTION DES FILIALES ETRANGERES PAR REGION AU 31 DECEMBRE 2010 (EN PART DE LA PRESENCE ETRANGERE DANS LES REGIONS FRANÇAISES)

REGION	Nombre d'unités légalés	Nombre de salariés	Chiffre d'affaires	Investissement corporel	Chiffre d'affaires à l'exportation
Alsace	1,1%	25%	34%	28%	61%
Aquitaine	0,3%	5%	9%	12%	35%
Auvergne	0,2%	4%	4%	3%	6%
Basse-Normandie	0,2%	4%	4%	2%	29%
Bourgogne	0,4%	10%	14%	9%	47%
Bretagne	0,2%	5%	6%	8%	19%
Centre	0,4%	11%	15%	8%	51%
Champagne-Ardenne	0,5%	13%	13%	9%	25%
Corse	0,1%	1%	2%	-	-
Franche-Comte	0,4%	9%	13%	8%	44%
Guadeloupe	0,1%	2%	2%	-	1%
Guyane	0,3%	1%	2%	-	-
Haute-Normandie	0,4%	10%	21%	17%	36%
Ile-de-France	1,3%	18%	25%	15%	27%
La Réunion	0,2%	3%	5%	1%	7%
Languedoc-Roussillon	0,2%	5%	11%	10%	35%
Limousin	0,1%	5%	4%	3%	19%
Lorraine	0,6%	14%	20%	13%	53%
Martinique	0,1%	3%	5%	2%	-
Midi-Pyrenees	0,2%	6%	8%	4%	34%
Nord-pas-de-Calais	0,9%	12%	18%	16%	42%
Pays de la Loire	0,3%	8%	9%	5%	32%
Picardie	0,6%	13%	27%	23%	50%
Poitou-Charentes	0,2%	6%	6%	3%	24%
Provence-Alpes-Cote d'Azur	0,3%	7%	12%	7%	22%
Rhone-Alpes	0,6%	14%	21%	20%	46%
Total général	0,6 %	13 %	19 %	13 %	31 %

Source : Données INSEE 2012 et calculs AFII. Grille de lecture : Dans la région Bourgogne, 47 % du chiffre d'affaires à l'exportation est réalisé par les entreprises étrangères.

INNOVATION ET ATTRACTIVITE

R&D ET CROISSANCE

L'innovation et les activités de recherche et développement (R&D) représentent un enjeu clé pour la compétitivité des firmes et des territoires.

En France, la mobilisation en faveur de l'innovation s'appuie, notamment, sur les dispositions du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, sur la stabilisation du crédit d'impôt recherche, sur la consolidation des pôles de recherche et d'enseignement supérieur et des Instituts de Recherche Technologique, comme sur la poursuite du Programme d'Investissements d'Avenir. Ces mesures concourent à améliorer la compétitivité industrielle, en stimulant la recherche publique et partenariale, en favorisant l'investissement dans des secteurs de pointe et des filières industrielles d'excellence, et en facilitant les interactions entre les entreprises et la recherche publique.

L'innovation, un facteur d'attractivité

La R&D a trouvé sa place, parfois centrale, dans la stratégie d'investissement à l'étranger des firmes multinationales,

incitées à s'implanter et à développer leurs stratégies d'innovation dans les territoires les plus attractifs.

74 % des dirigeants d'entreprises étrangères interrogés dans le cadre de l'enquête annuelle d'opinion TNS Sofres-AFII citent l'innovation et les activités de R&D parmi les facteurs d'attractivité de la France. Dans ce domaine sont appréciés la proximité des marchés et des autres activités de l'entreprise (77 %), la qualité des personnels de R&D (76 %), les possibilités de coopération avec des équipes de recherche académiques (73 %), la proximité des pôles de compétitivité français (73 %) et le niveau des aides publiques à la R&D (68 %).

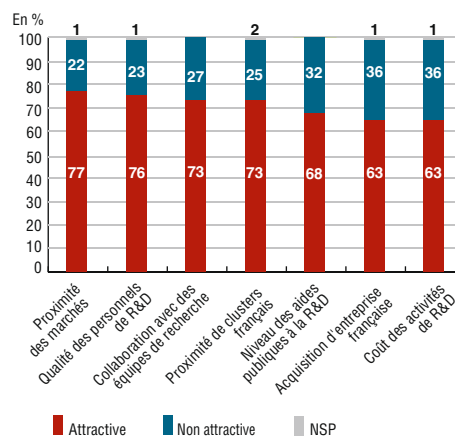
[FIG. 1]

Attirer et développer les activités à forte valeur ajoutée est aujourd'hui un enjeu majeur. L'étude des déterminants de la localisation des activités de R&D met en évidence quatre facteurs principaux de localisation :

- la taille et l'accessibilité au marché ;
- un effet d'agglomération des entreprises, comme des activités de recherche et développement (effet « cluster ») ;
- la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée et les coûts salariaux ;
- l'environnement fiscal, et notamment la fiscalité d'entreprise.

FIG. 1

Sur chacun des critères suivants, la France est-elle attractive pour des investissements en R&D ?



Source : Enquête d'opinion TNS Sofres-AFII (2012)

Attractivité économique de la France

TNS-Sofres a interrogé en octobre 2012 des dirigeants d'entreprises étrangères pour identifier leurs perceptions sur l'attractivité française et mieux comprendre le processus de décision en matière de choix d'investissement. Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès de 613 entreprises étrangères, principalement implantées dans les pays suivants : Etats-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni, Allemagne.

L'atout d'une main-d'oeuvre qualifiée

Les 25-34 ans constituent une population particulièrement qualifiée en France : 43 % d'entre eux ont atteint un niveau d'éducation supérieure, un niveau proche de celui observé en Suède (42 %) ou aux Etats-Unis (41 %), et très supérieur à celui de l'Allemagne (26 %) ou de l'Italie (20 %). Pour les 25-64 ans, le niveau de qualification en France (29 %), inférieur à celui observé en Finlande et au Royaume-Uni (37 %), ainsi qu'aux Etats-Unis et au Japon (plus de 40 %), est en très forte progression, compte tenu de la structure de qualification des cohortes les plus jeunes. [FIG. 2]

La population de chercheurs est bien représentée : avec 8,3 chercheurs pour 1000 actifs, en 2009, la France se place en 3e position, devant l'Allemagne (7,9) et le Royaume-Uni (7,5). Cette part a progressé de 12 % par rapport à 2005, contre 10 % pour l'UE15 [FIG. 3].

Des outils publics en faveur de l'innovation

- **Le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi** annoncé par le Premier ministre, le 6 novembre dernier, s'articule autour de huit leviers de compétitivité et de trente-cinq décisions. L'innovation est au coeur de cette stratégie. L'objectif est de renforcer la politique de soutien à l'innovation des entreprises, en mobilisant de nouveaux financements, de diffuser les technologies et usages du numérique, de réorienter les pôles de compétitivité vers les produits et services à industrialiser, de distinguer les pôles stratégiques à rayonnement international et les pôles de développement régionaux et d'accompagner le développement des PME de croissance innovantes en mobilisant l'achat public.

- **La Banque publique d'investissement (BPI)** offre aux entreprises, en particulier les PME et ETI innovantes, un service de financement de proximité, à l'aide d'une palette élargie d'instruments financiers et de conseils pour intervenir à tous les stades de leur développement. La BPI a une capacité d'intervention de 42 Mds€. Une garantie publique, mise en place par la BPI, apportera plus de 500 M€ de trésorerie aux PME.

- **Le « crédit d'impôt recherche »**, incitation fiscale sans équivalent en Europe reposant sur un crédit d'impôt de 30 % des dépenses de R&D jusqu'à 100 M€, et de 5 % au-delà de ce montant, est étendu aux dépenses d'innovation pour les PME dès 2013 (taux de 20 %, dans la limite de 400 000 €).

Ce dispositif représente un levier puissant pour la recherche partenariale, puisque les dépenses sous-traitées à des organismes publics sont prises en compte à hauteur de 200 %, (à concurrence de 12 M€).

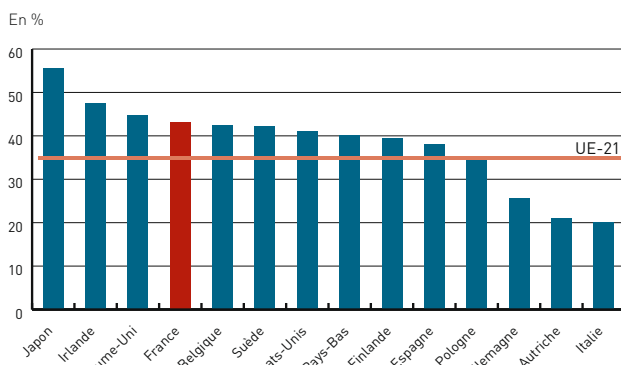
17 700 entreprises, dont 2 000 entreprises étrangères implantées en France, recourent au crédit d'impôt recherche. L'avantage fiscal pour les entreprises a représenté 5 Mds€ en 2010 (source : Ministère de l'éducation supérieure et de la recherche, 2012).

- **Le programme d'investissements d'avenir**, doté d'une enveloppe de 35 Mds€, vise à augmenter le potentiel de croissance en stimulant la recherche publique et partenariale, et en favorisant l'investissement dans des secteurs de pointe et des filières industrielles d'excellence. Dans ce cadre, une partie de cette enveloppe a été affectée aux priorités majeures du gouvernement.

FIG. 2

Diplômés de l'enseignement supérieur (2009)

Part dans la population des 25-34 ans

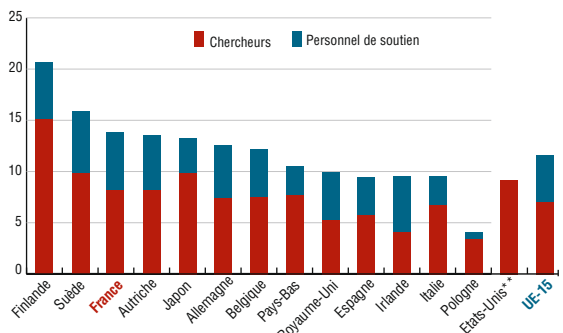


Source : OCDE-Regards sur l'éducation 2011

FIG. 3

Personnel de R&D (2010)*

Effectif pour 1000 actifs



*2009 pour la France et le Japon, 2007 pour les Etats-Unis
 ** Les données pour l'ensemble du personnel de R&D ne sont pas disponibles.
 Source : OCDE-PIST 2011

Incitations fiscales à la R&D et à l'innovation

Les incitations fiscales à la R&D, visant à réduire le coût marginal des activités de R&D, sont souvent considérées comme de meilleurs instruments que les aides directes (OCDE, 2012).^[FIG. 4] Ces dispositifs encouragent l'investissement privé de R&D, stimulent la création d'entreprises de R&D et permettent d'attirer des centres de recherche d'entreprises étrangères.

La 8^e édition du *Baromètre du financement de l'innovation* d'Alma Consulting Group mesure l'impact des différents dispositifs de financement de la R&D sur l'activité innovante des entreprises. Les financements publics représentent 27,5 % des financements des entreprises françaises pour la R&D (26 % au niveau européen). Le Crédit d'impôt recherche (CIR) est le dispositif de financement le plus utilisé en Europe : 64 % des entreprises françaises interrogées (dont 47 % de TPE) ont déclaré y avoir recours. Le dispositif français recueille le meilleur taux de satisfaction au regard des fonds alloués, avec un score de 72 %. Plus de 60 % des entreprises françaises utilisatrices du CIR ont lancé un programme de R&D en France.

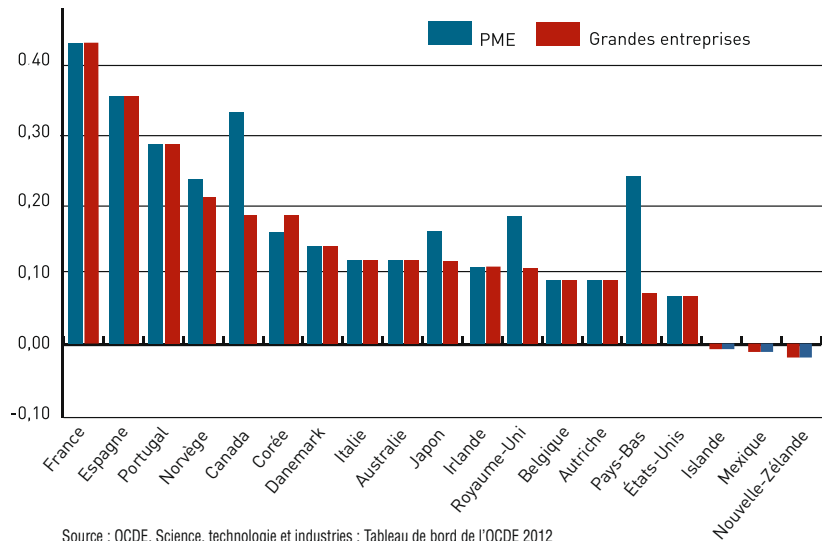
Cette étude souligne le rôle majeur du CIR comme instrument de politique économique :

- il soutient les investissements dans des domaines risqués ou ne relevant pas d'une logique de profit à court terme,
 - il permet à 59 % des entreprises innovantes de réinvestir en R&D (projets, brevets, équipement, embauches ou commercialisation de la R&D).
- L'impact des financements externes (CIR, aides et subventions, crédits bancaires) est plus marqué parmi les entreprises françaises : 50 % d'entre elles constatent une augmentation de l'emploi R&D (contre 41 % pour la moyenne des entreprises de l'échantillon), 70 % observent une hausse du nombre d'innovations commercialisées (contre 60 %), et 46 % estiment une progression des partenariats (contre 38 %).

Selon l'OCDE, la France est le pays offrant le traitement fiscal de la R&D le plus avantageux pour les entreprises.

FIG. 4

Traitement fiscal de la R&D : taux de subvention fiscale par dollar consacré à la R&D, grandes entreprises et PME, 2008

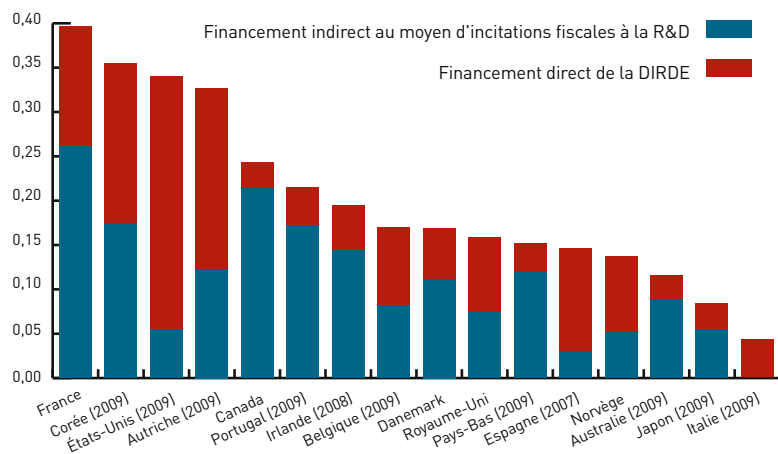


Source : OCDE, Science, technologie et industries : Tableau de bord de l'OCDE 2012

Le taux de subvention fiscale est égal à 1 moins l'indice B. L'indice B est le montant du revenu avant impôt nécessaire pour rentabiliser un dollar de dépenses de R&D, calculé pour de petites et de grandes entreprises représentatives. Le taux de subvention fiscale est calculé pour une entreprise qui réalise des bénéfices et qui peut prétendre à un crédit d'impôt ou à un abattement. Les calculs de taux de subvention portent uniquement sur les aides assises sur les dépenses et non sur les revenus de R&D.

FIG. 5

Financement public de la R&D des entreprises et incitations fiscales à la R&D, 2010



Source : OCDE, Science, technologie et industries : Tableau de bord de l'OCDE 2012

Méthodologie

8^e Baromètre européen de l'innovation

Le 8^e Baromètre européen de l'innovation réalisé par Alma Consulting Group a pour vocation de dresser un état des lieux de l'utilisation des différents dispositifs européens et de déterminer leur impact sur les entreprises innovantes européennes, ainsi que sur l'emploi et les investissements en R&D. Ce baromètre a été réalisé auprès de 4320 entreprises innovantes, PME (52 %), ETI et grands groupes de dix pays européens: la France (1420 entreprises), l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada, l'Espagne, le Portugal, la Hongrie, la Pologne, la Belgique et la République Tchèque.

La compétitivité-coût de la France, par rapport aux Etats-Unis, s'est améliorée en 2012 par rapport à 2010 ou à 2008 dans tous les secteurs d'activité, et plus particulièrement dans la R&D (coûts inférieurs de 9,1 %).^[FIG.6] L'avantage-coût est également marqué dans le secteur de la fabrication, où la France occupe la 3^e place, avec des coûts inférieurs de 3,6 % à ceux des Etats-Unis. Dans le secteur des services aux entreprises et du numérique, la France est également devenue plus concurrentielle que les Etats-Unis.

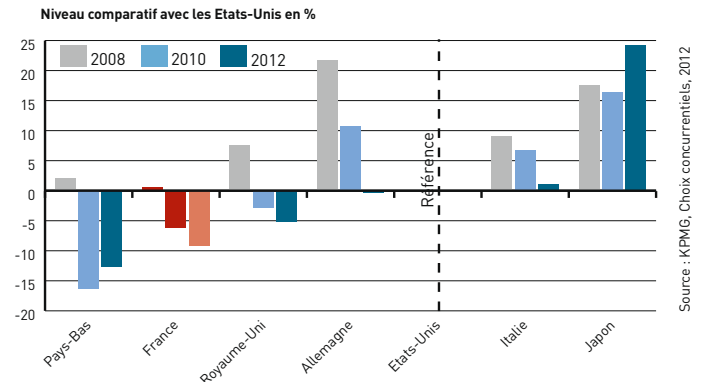
Internationalisation de la R&D

L'OCDE souligne la forte internationalisation de la recherche, se traduisant notamment par une hausse de la mobilité des chercheurs, le doublement du nombre d'étudiants étrangers à l'intérieur de la zone de l'OCDE durant la dernière décennie, et l'essor des puissances émergentes (Inde et Chine) en matière d'innovation.

La production de connaissance devient collective et s'internationalise. En France, 48 % des publications scientifiques sont conjointes (2008-2010) et 21 % des inventions sont réalisées en collaboration avec des équipes internationales (2007-2009).^[FIG.7] Les BRIC s'intègrent dans cette dynamique. Pour le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine: 27 %, 31 %, 19 % et 15 % des publications y sont conjointes, respectivement, et 17 %, 22 %, 24 % et 10 % des inventions résultent de coopérations internationales.

FIG. 6

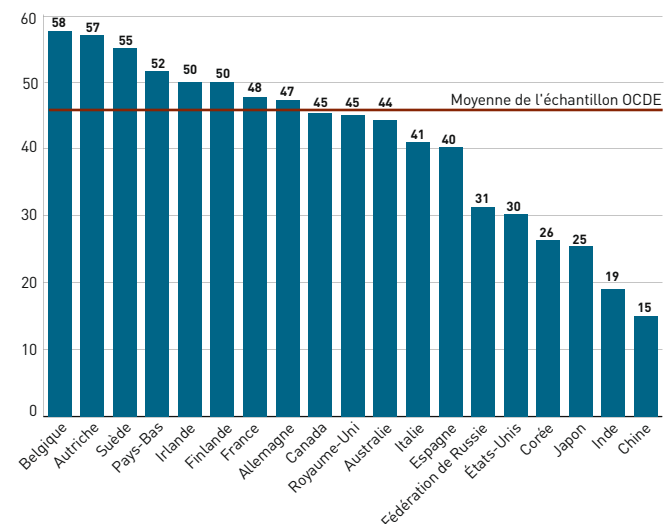
Coût d'implantation des entreprises - Secteur de la R&D



Lecture : En 2012, les coûts d'implantation du secteur de la R&D en France sont 9,1% plus faibles qu'aux Etats-Unis

FIG. 7

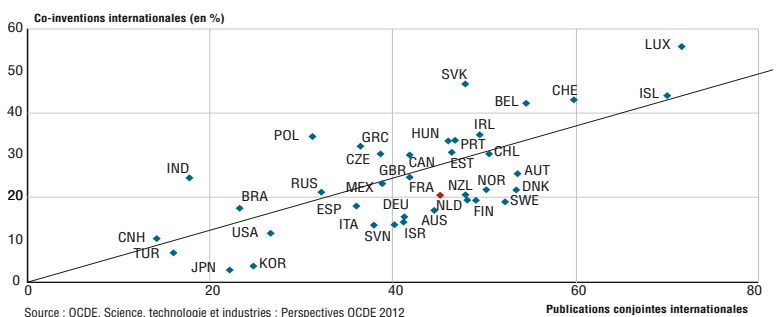
Co-autorat international (2008-2010)



Source : OCDE, Science, technologie et industrie. Perspectives OCDE 2012

FIG. 8

Collaboration internationale en sciences et innovation (2007-2009)



Source : OCDE, Science, technologie et industries : Perspectives OCDE 2012

La R&D en France

La DIRD est l'un des indicateurs les plus largement utilisés pour mesurer les efforts et les investissements d'un pays dans la R&D. Selon l'OCDE, les dépenses de recherche et développement (R&D) effectuées dans les pays industrialisés sont passées de 510 milliards de dollars en 1991 à plus de 690 milliards de dollars en 2000, pour atteindre plus de 891 milliards de dollars en 2010. Avec 366 milliards de dollars de dépenses de recherche et développement (R&D) en 2011, les Etats-Unis figurent au premier rang mondial. Les dépenses de R&D de l'Union européenne représentent environ trois-quarts de celles des Etats-Unis. Les pays non membres de l'OCDE interviennent pour une part croissante dans la R&D mondiale : leurs dépenses de R&D ont été multipliées par cinq depuis 1991, et par trois depuis 2001, pour atteindre plus de 212 milliards de dollars en 2010. La Chine est désormais au 3^e rang pour les dépenses intérieures de R&D, avec plus de 180 milliards de dollars, réalisant ainsi plus de 16 % des dépenses mondiales.

FIG. 9

Dépenses intérieures de R&D

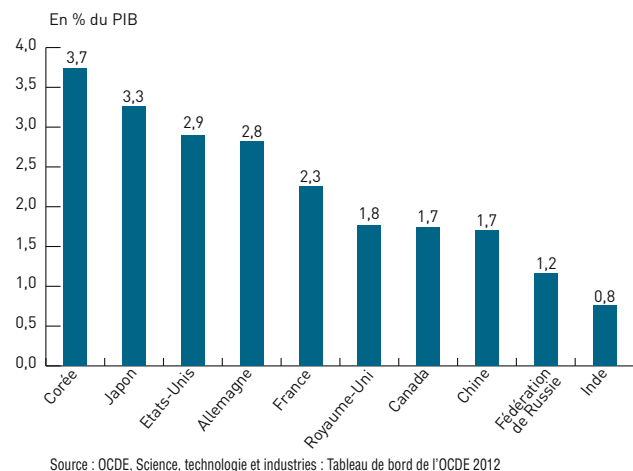
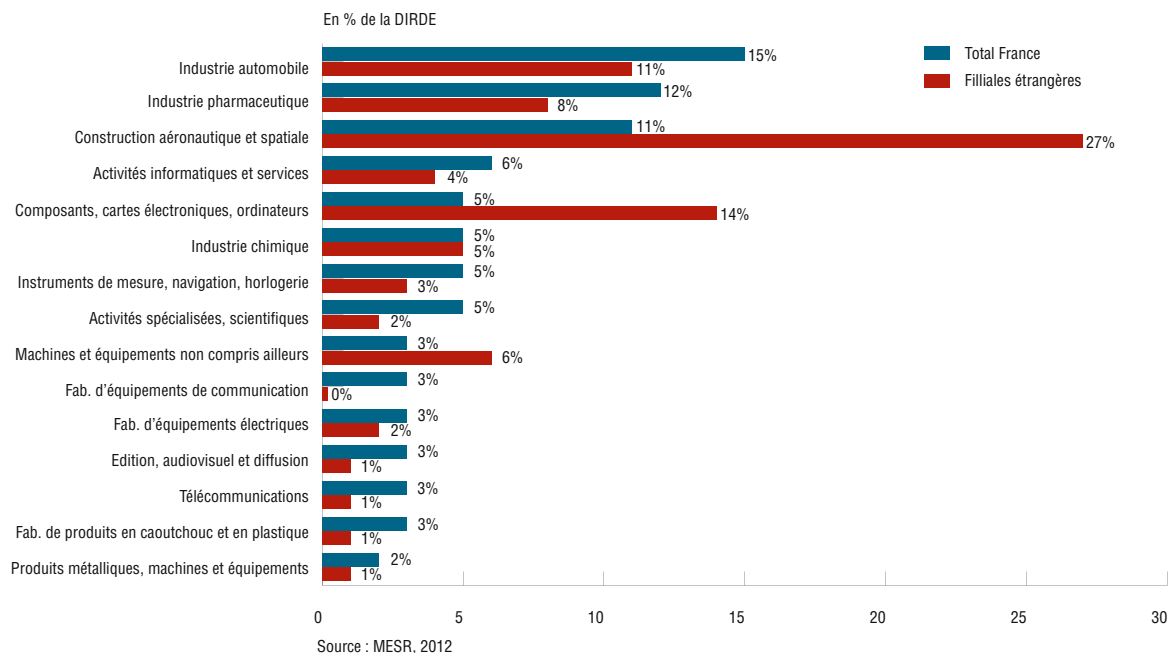


FIG. 10

Répartition de la DIRDE par branche d'activité économique (Top 15)



Avec 160 milliards de dollars de dépenses de R&D, l'Allemagne (29 %), la France (16 %) et le Royaume-Uni (13 %) concentrent plus de la moitié des dépenses de R&D de l'Union européenne. En 2011, l'intensité de R&D (ratio DIRD/ PIB) de l'Allemagne (2,8 %) et de la France (2,3 %) était supérieure à la moyenne européenne (1,9 %).^[FIG.9]

En 2010, 63 % des dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) ont été exécutées en France par les entreprises. Les dépenses intérieures de R&D des entreprises implantées sur le territoire national se sont élevées à 27,4 milliards d'euros. Elles ont crû de +2,6 % en volume par rapport à 2009.

Présence étrangère dans la R&D en France*

Les dépenses de recherche sont concentrées dans les grandes entreprises (70 % de la DIRDE) et dans quelques branches, dont trois réalisent plus du tiers des dépenses de R&D. Il s'agit en premier lieu de l'industrie automobile, qui, avec

4,2 milliards d'euros, abrite 15 % du montant de la DIRDE.^[FIG.10] Vient, ensuite, l'industrie pharmaceutique, qui représente 12 % de la DIRDE, avec 3,3 milliards d'euros. La construction aéronautique, en troisième position, est à l'origine de 11 % de la DIRDE, soit 2,9 milliards d'euros.

29 % des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises sont réalisées par les entreprises étrangères. Les dépenses intérieures de R&D des entreprises implantées sur le territoire national s'élèvent à 7,9 milliards d'euros (données 2010).

La concentration sectorielle des dépenses intérieures de R&D réalisée par les entreprises étrangères est plus forte encore. Quatre branches sont, ainsi, à l'origine de 60 % de l'ensemble des dépenses : la construction aéronautique et spatiale réalise 27 % de la DIRDE des entreprises étrangères (2,1 milliards d'euros) ; les composants et cartes électroniques, avec 1,1 milliards d'euros, représentent 14 % de la DIRDE ; l'industrie automobile est à l'origine de 11 % des dépenses, avec 0,8 milliards d'euros ; l'industrie pharmaceutique accueille ainsi

8 % des dépenses, avec 0,6 milliards d'euros.

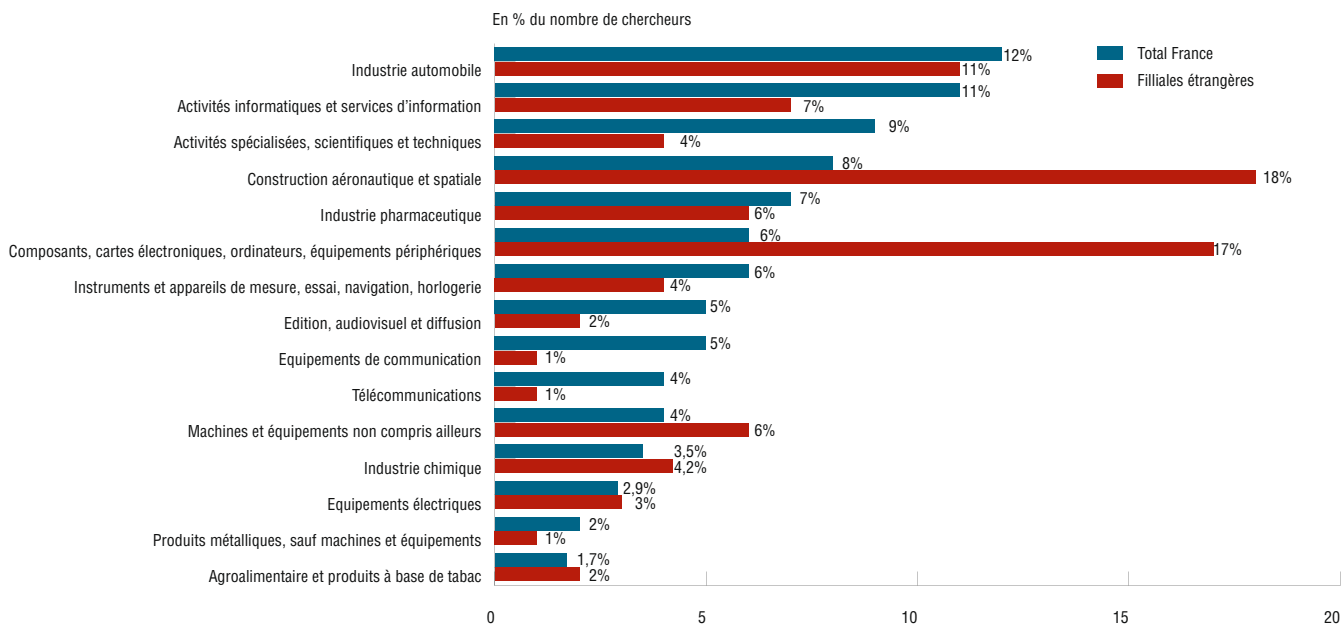
Le nombre de chercheurs en France est en 2010 de l'ordre de 239 600, en progression de 2,9 % par rapport à 2009. L'effectif de chercheurs dans les entreprises est de 139 885 (soit 58 % de l'ensemble des chercheurs), en progression de 4,6 % par rapport à 2009. Les chercheurs sont particulièrement présents dans les secteurs de construction navale, ferroviaire et militaire (12 %) ; d'activités spécialisées, scientifiques et techniques (11 %) ; d'activités financières et d'assurance (9 %) et la construction aéronautique et spatiale (8 %).^[FIG.11]

Le nombre de chercheurs dans les entreprises étrangères en France est en 2010 de l'ordre de 35 650 (données 2012), soit le quart des chercheurs salariés dans les entreprises actives sur le territoire national. Leur présence domine dans les secteurs de la construction aéronautique et spatiale (18 %), composants, cartes électroniques (17 %), l'industrie automobile (11 %), et les activités informatiques et de services d'information (7 %).

* Ces estimations ont été réalisées à partir des données pour l'année 2010 du MESR.

FIG. 11

Répartition des chercheurs par branche d'activité économique (Top 15)



Source : MESR, 2012

TEMOIGNAGES

STEFANO DI LULLO, PRESIDENT DE CARDIAC RHYTHM MANAGEMENT SORIN GROUP

Le groupe italien Sorin, spécialisé dans les dispositifs médicaux cardiovasculaires, a regroupé toutes ses activités de recherche et de production de pacemakers et de défibrillateurs à Clamart. L'entreprise italienne cotée à Milan compte 3750 collaborateurs dans le monde, dont 500 en France, sur le site de Clamart, où se trouve son centre de R&D et de fabrication de pacemakers et de défibrillateurs. Un des leaders mondiaux de l'assistance en chirurgie cardiaque, Sorin est premier en France et second en Europe pour la fabrication de valves, premier en France et troisième en Europe pour les pacemakers. L'entreprise a investi plus de 200 millions d'euros dans les dix dernières années en R&D. Elle exporte 75 % de sa production française.

Pour Stefano Di Lullo, Pdt de Cardiac Rhythm Management Sorin Group: « En France et en Ile-de-France, il y a un nombre important d'institutions publiques et privées avec lesquels nous dialoguons. Que ce soit l'INRIA, l'INSERM ou des entreprises comme Orange, avec qui nous avons développé notre nouveau système de contrôle à distance que nous avons lancé le mois dernier; ou des entreprises comme STMicroelectronics, ou le CEA Leti. En fait, il y a en France un réseau très important d'acteurs privés et publics avec lesquels nous travaillons pour faire avancer l'innovation. Car c'est cette innovation qui nous permet de grandir. »

Stefano Di Lullo poursuit: « Un de nos nouveaux projets et notre projet le plus important en termes d'innovation pour le futur est le projet Intense. Ce projet a été soutenu par le gouvernement français, afin d'apporter une solution aux patients qui souffrent aujourd'hui de maladies cardiaques. Le gouvernement français nous a beaucoup aidés à faire avancer ce projet, aussi bien grâce à des aides financières qu'en nous mettant en contact avec les acteurs et les experts clés dans ce domaine. Nous travaillons désormais au sein d'un réseau en France dans le but de créer un consortium constitué d'institutions privées et publiques qui nous permettra de travailler ensemble et d'essayer de développer une nouvelle thérapie. Lorsque ce sera le cas, nous sommes persuadés que cela représentera une source de croissance, de création d'emplois et d'une extension de notre activité industrielle en France. »

Ils investissent en France

AGCO

AGCO Massey Ferguson renforce son activité en région Picardie avec un projet de 20 millions de dollars, le plus grand projet d'investissement sur le site de Beauvais (60) depuis 1986 !

« Le mot d'ordre pour le site de Beauvais et la marque Massey Ferguson, a annoncé en septembre 2012 Richard Markwell, Président Directeur Général d'AGCO SA et Vice Président et Directeur Général de Massey Ferguson pour la région EMEA, est d'investir pour l'avenir afin de maintenir notre niveau de compétitivité ».

Un nouveau bâtiment accueillera donc dès septembre 2013 et à quelques pas de l'usine actuelle, la chaîne de production des cabines, ce qui permettra par ailleurs d'augmenter la capacité en bâtiment disponible du site actuel, d'en améliorer les flux logistiques, d'obtenir les gains de productivité escomptés. Aussi, en générant des emplois permanents supplémentaires, AGCO renforce sa place de 1er employeur privé de Picardie et, avec l'idée d'intégrer dans ce nouveau bâtiment à construire un centre international de formation commerciale, la marque au Triple Triangle n'a de cesse d'améliorer le niveau de qualification de ses équipes, une préoccupation qui s'intègre d'ailleurs parfaitement dans le paysage de la Picardie.

L'innovation chez AGCO n'est pas en reste non plus : par le biais d'un appel à projet proposé par la Région Picardie, Oséo, l'Etat et l'Ademe, pour susciter et soutenir des éco-innovations, sources de développement économique durable et facteurs de compétitivité en Picardie, un projet de R&D donnera naissance à un tracteur éco-innovant, en améliorant la consommation spécifique des tracteurs ; un saut technologique significatif pour le secteur. AGCO, partie prenante dans ce projet avec l'ESIEE Amiens et le Laboratoire des Technologies Innovantes de l'Université de Picardie Jules Verne, confortera ainsi sa position de pionnier dans les technologies d'économies d'énergie, et bénéficiera d'un avantage concurrentiel majeur sur les marchés de demain.

Source : Région Picardie

PIERRE GUYOT, PRESIDENT DE MOLNLYCKE HEALTH CARE

Un des premiers fabricants au monde de produits à usage unique pour les interventions chirurgicales et le traitement de la plaie à destination des professionnels de santé.

Quels sont les avantages de la France, notamment du point de vue de son attractivité économique ?

« Pour notre entreprise, la France est le 3^e marché mondial. C'est un très gros marché en volume et très intéressant, notamment en matière médicale, puisqu'il est marqueur de tendances : les Français ont effectué la première transplantation d'organe, ils se sont très tôt spécialisés en neurologie, avec l'hôpital Lariboisière à Paris, par exemple. La France dispose également d'un capital humain très éduqué et performant lui permettant d'innover dans de nombreux autres domaines. Enfin, elle bénéficie d'infrastructures de pointe, ce qui est une aubaine étant donné sa situation au carrefour de l'Europe. »

Quels conseils donneriez-vous à une entreprise souhaitant investir en France ?

« Je l'encouragerais bien sûr à investir en France : c'est un marché incontournable en terme de taille, d'innovation, avant-gardiste dans de nombreux domaines tels que le ferroviaire, l'aéronautique, les médias, l'électronique. La France est riche en idées propices à l'innovation et possède un grand potentiel pour attirer les talents étrangers, avec la qualité de vie et de culture qu'elle offre. »

UNE EUROPE ATTRACTIVE

Les principaux pays d'accueil

En 2012, l'Europe de l'Ouest accueille plus de 85 % des projets de R&D dirigés vers l'espace européen. Trois pays (France, Royaume-Uni et Allemagne) en captent plus de la moitié. La France est l'un des premiers pays d'accueil des projets d'investissement étrangers dans ce domaine.

Les principaux secteurs

Les projets de R&D dans le domaine des logiciels ou prestations informatiques, des médicaments et biotechnologies ainsi que des équipements électriques et électroniques représentent plus d'un tiers de l'ensemble des projets de R&D en Europe. La France

se distingue de ses concurrents européens pour l'accueil des projets de R&D dans l'énergie et le recyclage, l'aéronautique et le ferroviaire, et les équipements médicaux chirurgicaux ^[116,12]. L'Allemagne apparaît mieux positionnée pour l'accueil des projets de R&D dans les secteurs automobile, machines et équipements mécaniques, conseil et ingénierie.

Ils investissent en France

TELESPAZIO

Création du centre de recherche et développement de l'entreprise italienne Telespazio dans la région Aquitaine.

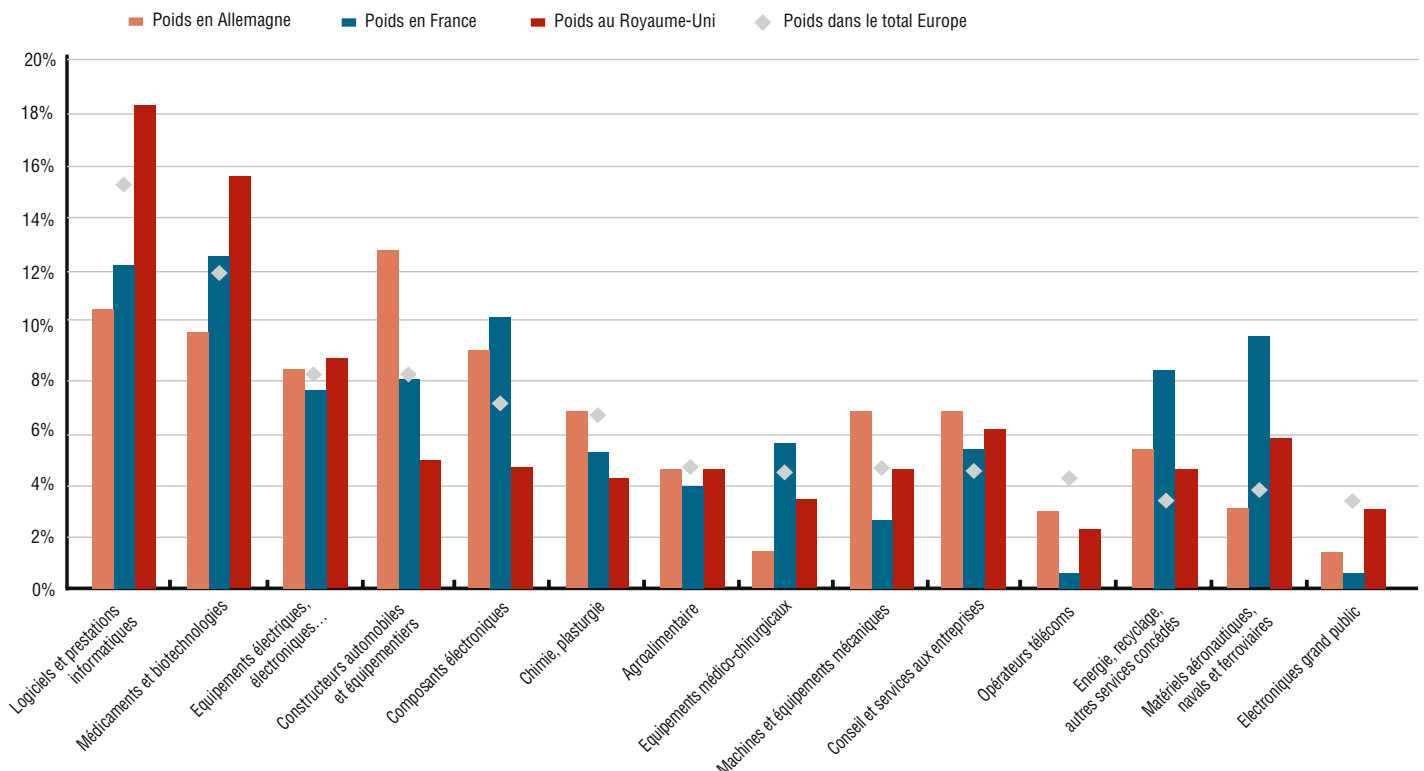
Les services satellite se renforcent avec l'implantation de l'entreprise italienne Telespazio, détenue par Finmeccanica (67 %) et Thales (33 %). En partenariat avec le Conseil régional d'Aquitaine, Telespazio implante son centre pilote EarthLab® sur le site d'Aerocampus, spécialisé dans la formation aux métiers de la maintenance aéronautique en région bordelaise. Ce centre rassemblera la recherche et le centre de formation d'interpréteurs d'images satellites. Il définira et développera, en partenariat avec les laboratoires, PME et industriels de la région, les services de demain pour la surveillance opérationnelle de l'environnement et la sécurité.

Les applications de cette technologie particulière sont nombreuses : agriculture durable, conservation du littoral, environnement. Le développement du projet EarthLab devrait générer 14 M€ d'investissements sur six ans et la création de 40 emplois. Il permettra des innovations technologiques importantes en termes de R&D, qui, par effet de levier, bénéficieront directement à la région Aquitaine.

Source : Aquitaine Développement Innovation

FIG. 12

Composition sectorielle des projets d'investissement étranger en R&D (2007-2012)



Source : Observatoire Europe AFII

Une forte croissance des investissements de R&D en France depuis 2007

Les investissements étrangers dans les activités de R&D, design et ingénierie ont connu une hausse significative depuis le début de la crise. 58 projets nouveaux ont été recensés en 2012, représentant 8 % de l'ensemble des projets d'investissement.

Sur la période 2001-2012, près de la moitié des investissements d'origine étrangère dans les centres de recherche et développement sont le fait d'entreprises

européennes. Sur la même période, les Etats-Unis sont à l'origine du tiers des investissements de recherche et développement, suivis par l'Allemagne (12 %) et le Japon (7 %).

La croissance des investissements dans les activités de recherche et développement observée entre 2011 et 2012 (14 %) doit beaucoup à la progression des investissements en provenance de la Suisse et des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. En 2012, les pays européens sont à l'origine de plus de la moitié des investissements dans les activités de R&D.

Ils investissent en France

HAIER HOME SOLUTIONS LYON

Centre de R&D à Caluire-et-Cuire : 30 emplois d'ici à trois ans.

Le groupe chinois Haier, fabricant de gros électroménager, compte 80 000 employés dans le monde et réalise 23,3 Md€ de ventes consolidées (2011). En Europe, la division « Home solutions » réalise un chiffre d'affaires de 150 M€.

Haier a créé un centre de R&D près de Lyon, son deuxième en Europe, pour développer une gamme complète de systèmes de chauffage, rafraîchissement et production d'eau chaude sanitaire pour les marchés européens du résidentiel et du commercial. Le groupe annonce un investissement d'un million d'euro en deux ans sur ce site, qui emploiera douze personnes d'ici fin 2013.

Source : Entreprise Rhône-Alpes International (ERA)

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS DANS LES CENTRES DE R&D EN FRANCE (2001-2012)

PROJETS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Croissance 2001-2012	Croissance 2007-2012
R&D, Ingénierie, Design	41	30	39	39	45	42	45	23	51	73	51	58	4 %	5 %
<i>dont Ingénierie, Design</i>	19	15	11	10	20	15	20	2	11	22	11	13	-4 %	-8 %
<i>dont R&D</i>	22	15	28	29	25	27	25	21	40	51	40	45	7 %	12 %
EMPLOI	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Croissance 2001-2012	Croissance 2007-2012
R&D, Ingénierie, Design	1 863	2 460	1 036	2 206	1 645	1 958	1 508	804	1 811	2 266	1 456	2 143	1 %	7 %
<i>dont Ingénierie, Design</i>	612	575	182	160	986	904	570	84	166	626	283	586	0 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1 251	1 885	854	2 046	659	1 054	938	720	1 645	1 640	1 173	1 557	2 %	11 %

Source : Bilan France AFII-ARD

PRINCIPAUX PAYS INVESTISSEURS EN FRANCE (TOP 15)

PAYS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Etats-Unis	17	11	13	13	27	14	12	7	17	18	15	16	180
Allemagne	8	4	5	6	4	4	7	1	4	8	6	8	65
Japon	2	4	2	2	4	4	4	4	2	2	5	3	38
Royaume-Uni	2	1	1	3	4	6	6	2	3	3	-	2	33
Canada	5	1	2	-	2	-	2	1	3	4	4	3	27
Suisse	1	2	6	3	1	-	-	2	3	3	1	5	27
Pays-Bas	1	-	3	1	5	-	1	1	3	4	1	5	25
Italie	-	1	1	2	1	2	1	-	1	5	4	4	22
Belgique	-	2	2	-	1	1	1	1	1	4	2	3	18
Chine	-	-	-	1	2	1	2	-	2	2	1	3	14
Suède	2	2	2	1	1	1	-	1	1	2	-	1	14
Espagne	-	-	-	2	-	-	2	-	1	4	2	-	11
Luxembourg	-	-	1	1	1	2	-	1	-	2	1	-	9
Danemark	-	1	-	1	1	-	1	-	3	-	-	1	8
Inde	-	-	-	1	-	2	1	-	2	1	-	1	8

Source : Bilan AFII-ARD

Une présence étrangère significative dans les pôles de compétitivité

Les pôles de compétitivité jouent un rôle clé dans la politique d'attractivité et d'innovation. Ils constituent un facteur d'attractivité pour 85 % des investisseurs étrangers qui les connaissent.

Au nombre de 71, dont 18 à vocation mondiale, les pôles représentent des éco-systèmes attractifs pour les investisseurs internationaux. En s'implantant dans un pôle de compétitivité, les entreprises étrangères accèdent non

seulement à des instituts de recherche performants, mais aussi à des réseaux de partenaires, fournisseurs, sous-traitants et clients. Fin 2010, 608 entreprises sous contrôle étranger disposaient de 826 établissements différents dans les pôles de compétitivité (soit 9 % des établissements membres des pôles). Ces établissements emploient 174515 salariés, soit 22 % de l'ensemble des salariés présents dans les pôles de compétitivité (DGCIS, 2012).

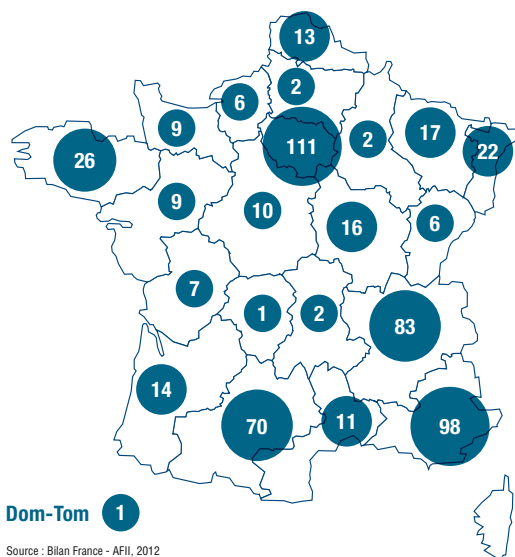
23 % des établissements implantés dans les pôles de compétitivité appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine, soit 192 établissements.

L'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont les pays européens les plus présents : les établissements allemands (121), britanniques (75) et néerlandais (74) représentent respectivement 15 %, 9 % et 9 % des établissements des pôles appartenant à des groupes étrangers.

Plus du quart des emplois présents dans les pôles de compétitivité appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine, soit 45721 salariés. Viennent ensuite, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suède, qui emploient 40 % de l'ensemble des salariés présents dans des établissements appartenant à des groupes étrangers [FIG.14].

FIG. 13

Répartition des projets d'investissement de R&D, au niveau régional (2001-2012)



Dom-Tom 1

Source : Bilan France - AFII, 2012

Ils investissent en France

GOODRICH ACTUATION SYSTEMS

Filière aéronautique et ingénierie de développement, équipementier aéronautique américain de rang 1.

Originaire de l'Illinois (Etats-Unis), l'entreprise dispose de sites d'ingénierie en commandes de vol au Canada, en Angleterre et à Buc (Yvelines). Le choix de la localisation en France s'est porté sur le site de Buc en raison de compétences pointues sur les servocommandes primaires. Le site britannique est spécialisé sur les commandes de vols secondaires. Le site canadien est destiné à servir l'avionneur Bombardier en servo-commandes secondaires.

La région Ile-de-France offre une forte densité d'industriels de l'aéronautique et d'écoles d'ingénieurs. Le site de Buc était un des rares sites capable de recevoir un investissement en ingénierie de développement et en organisation de programmes.

Goodrich Actuations Systems a pu recruter les ingénieurs pour réaliser les commandes de vols électriques de nouvelle génération. Pour un Airbus A320 (avion le plus vendu de la gamme Airbus), le projet réduira le coût du cycle de vie des commandes de vols de 30 %, en augmentant la fiabilité de 30 % et en réduisant le poids de l'avion de 500 kg.

Goodrich Actuation Systems assure le pilotage du projet de recherche européen Actuation 2015. L'équipementier entend se doter d'un savoir-faire différenciant et d'une avance technologique pour anticiper les besoins des avionneurs mondiaux. En sus de l'extension du bureau d'études, le projet prévoit le déploiement d'un banc de test des commandes de vol.

L'ARD Ile-de-France a accompagné ce projet, notamment en présentant la panoplie des écoles d'ingénierie électronique et mécanique de la région, le potentiel d'innovation de l'écosystème francilien d'innovation dans le domaine de l'aéronautique, et, en partenariat avec le Conseil général des Yvelines, la panoplie des supports financiers mobilisables en matière d'innovation (Crédit Impôt Recherche, dispositif spécifique du CG78).

Source : ARD Paris Ile-de-France

Une forte concentration des établissements étrangers dans les activités d'ingénierie et d'études techniques

Les six premiers secteurs d'activité des sociétés étrangères implantées dans les pôles de compétitivité sont :

- ingénierie et études techniques (50 établissements),
- conseil en systèmes et logiciels informatiques (25 établissements),
- commerce de gros de fournitures d'équipements (24 établissements),
- fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques (23 établissements),
- recherche & développement en sciences physiques et naturelles (22 établissements),
- fabrication de composants électroniques (20 établissements).

Ils investissent en France

ITRON INC.

Le groupe américain Itron Inc. a annoncé l'extension de sa filiale Itron France, spécialisée dans la conception de compteurs d'eau mécaniques et de systèmes de relèvement à distance de la consommation. Implantée dans la région Bourgogne, l'entreprise entend accroître ses capacités de production et ses activités de recherche et développement, avec un investissement de près de 3,7 millions d'euros. Quatorze salariés ont déjà rejoint la production et une dizaine d'ingénieurs et techniciens renforceront les activités de R&D.

Source : AFII

INTEL

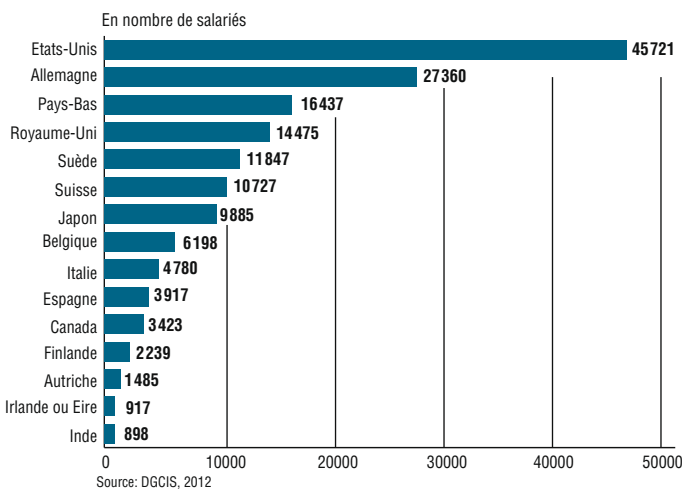
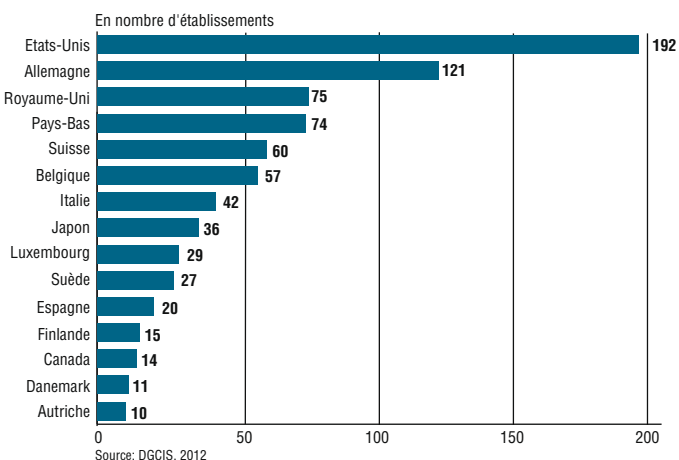
Groupe américain des microprocesseurs a décidé de développer un centre de R&D à Sophia Antipolis.

Le groupe s'appuie sur le bassin de compétences de Sophia Antipolis pour y créer un nouveau campus dédié à l'ultramobilité, trois ans après son arrivée sur la technopole. A l'origine constitués d'une douzaine d'ingénieurs venus de Texas Instruments, les effectifs ont grimpé à plus de 300 personnes. Avec plus d'une centaine d'emplois chez les sous-traitants, ce site est devenu le plus important en France du numéro un mondial des microprocesseurs. « Intel emploie un millier de personnes en France, dont 80 % dans des activités de R&D », précise Stéphane Negre, président France d'Intel.

Le groupe a bénéficié des aides de la prime à l'aménagement du territoire et s'est appuyé sur le crédit impôt recherche pour

FIG. 14

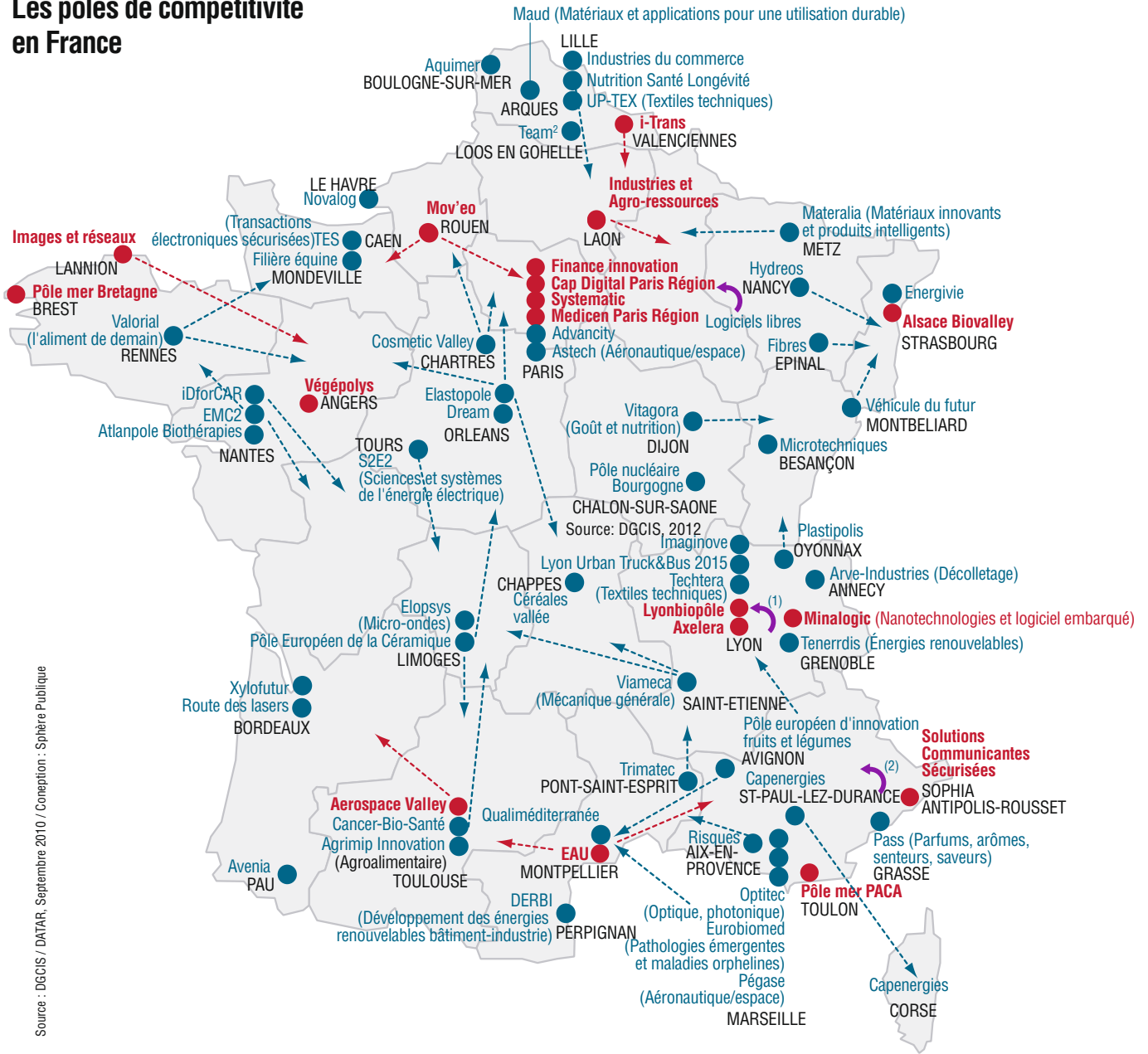
Les premiers pays d'origine des entreprises étrangères membres des pôles de compétitivité fin 2012 (Top 15)



réduire le coût des ingénieurs français face à celui des pays émergents. Il a misé sur un bassin de compétences. « Le crédit impôt recherche est un simple déclencheur, l'écosystème joue un rôle essentiel », explique Thierry Cammal, directeur d'Intel PSI Europe, responsable de la R&D. « Ici, à Sophia Antipolis, nous avons trouvé des experts qui nous ont permis d'avancer plus vite dans nos recherches sur les technologies sans fil. » En mars 2011, Intel a repris la division sans fil de l'allemand Infineon, également présent sur la technopole. Tourné vers l'avenir, le groupe a mis sur pied un plan de recrutement de plusieurs dizaines de personnes pour ses différents sites français : « Notre stratégie a toujours été d'investir en temps de crise », insiste Stéphane Negre.

Source : Mission de Développement Economique Régional PACA (MDER)

Les pôles de compétitivité en France



Source : DGCIS / DATAR, Septembre 2010 / Conception : Sphère Publique

- Pôles mondiaux (ou à vocation mondiale)
- Autres pôles
- Pôles multirégionaux
- ↪ Volet thématique adossé à un pôle existant

(1)

Santé tropicale (Lyonbiopôle)

GUYANE

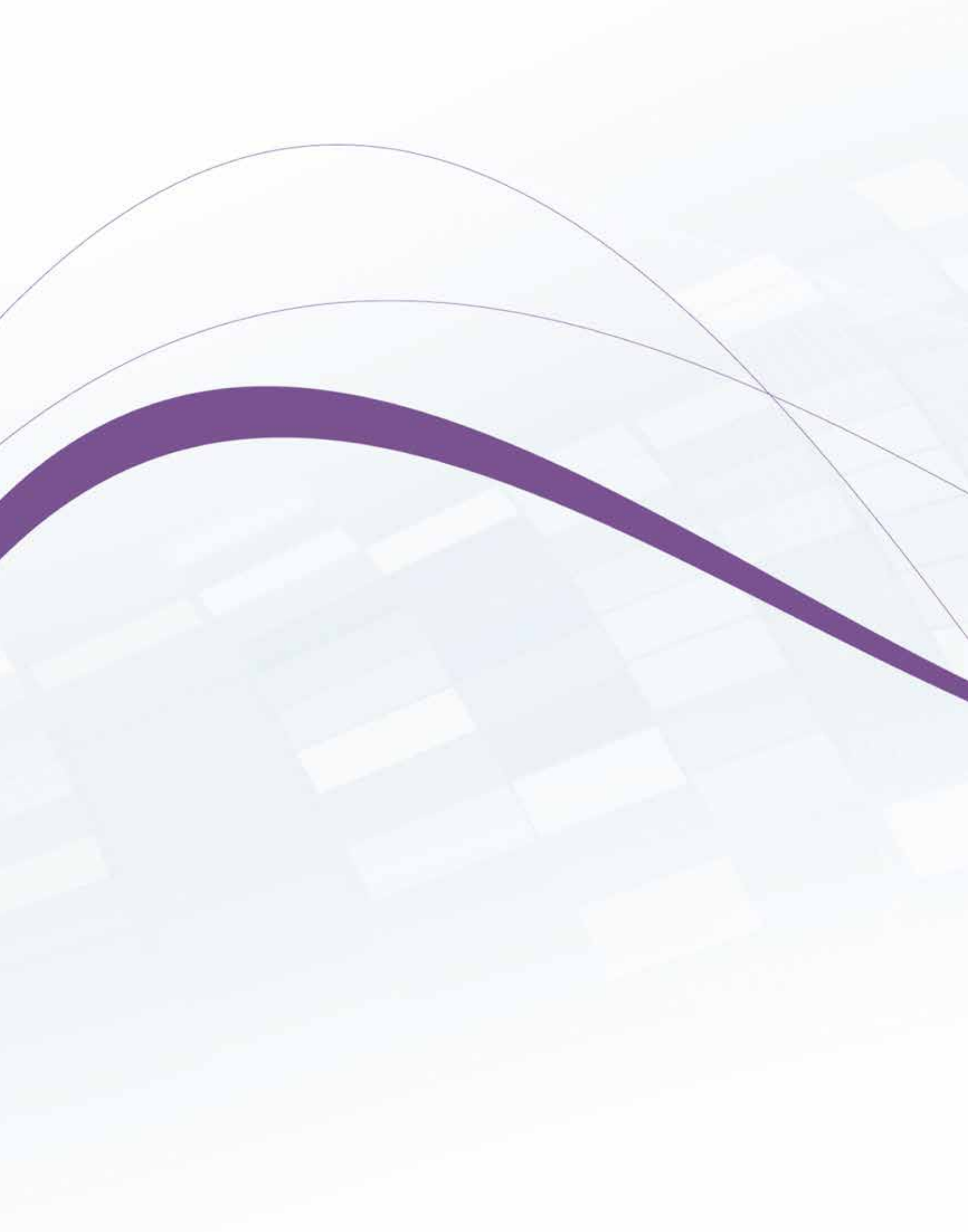
(2)

Technologies écoefficientes (Capenergies)

GUADELOUPE

Qualitropic (Agronutrition en milieu tropical)

ILE DE LA REUNION



3 MONO- GRAPHIE PAR PAYS

- 60 AFRIQUE DU SUD
- 60 ALLEMAGNE
- 61 ASEAN
- 62 AUSTRALIE
- 63 AUTRICHE
- 64 BELGIQUE
- 65 BRÉSIL
- 66 CANADA
- 67 CHINE
- 68 CORÉE DU SUD
- 69 DANEMARK
- 70 ESPAGNE
- 71 ÉTATS-UNIS
- 72 FINLANDE
- 73 INDE
- 74 ISRAËL
- 75 ITALIE
- 76 JAPON
- 77 PAYS-BAS
- 78 PAYS DU GOLFE
- 80 ROYAUME-UNI
- 81 RUSSIE
- 82 SUÈDE
- 83 SUISSE
- 84 TURQUIE

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Afrique du Sud

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 2

Nombre d'emplois (AFII) : 20

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : 27 groupes, soit 230 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 8 300

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : -0,01 Mds€ / 82^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 20

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La présence des entreprises sud-africaines en France connaît une croissance encore lente. Elle s'est renforcée avec des investissements en 2012.

La présence des investisseurs sud-africains en France

Plus de 200 établissements sud-africains sont présents en France, où ils emploient plus de 8 300 salariés. Deux nouveaux projets d'investissement sud-africains en France ont été décomptés en 2012.

Place des investissements sud-africains en Europe¹

En 2012, cinq pays européens, dont la France, ont accueilli des investissements sud-africains. Le Royaume-Uni a été destinataire du tiers de ces projets, l'Allemagne et la France ont reçu chacun le quart de ces investissements.

Exemples de projets d'investissement en 2012

BARLOWORLD LIMITED : le sud-africain Barloworld Limited ouvre un bureau, spécialisé dans la conception de solutions logistiques à Paris. Dix emplois seront créés.

IMPERIAL HOLDINGS : Panopa Logistique, filiale du sud-africain Imperial Holdings, investit dans l'extension de son site d'Hambach en Lorraine. Le site, dédié à la logistique de pièces automobiles, doit recruter une dizaine de collaborateurs supplémentaires.

¹Observatoire Europe, AFII

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012
Centre de décision	1
Logistique	1
Total général	2

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012
Ile-de-France	1
Lorraine	1
Total général	2

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012
Machines et équipements mécaniques	1
Transport, stockage	1
Total général	2

Allemagne

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **113**

Nombre d'emplois (AFII) : **3 935**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée) :

1 429 groupes allemands, soit **9 596** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 300 000**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BDF) : **47,8 Mds€ / 6^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **53**

* Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Avec 113 projets dédiés en 2012, l'Allemagne se positionne à la deuxième place des pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France.

La présence des entreprises allemandes en France

Plus de 1429 groupes allemands présents en France, comptant plus de 9600 établissements, employant plus de 300000 salariés.

Les investissements des entreprises allemandes privilégient les activités de production (33 %), les services aux entreprises (30 %) et les centres de décisions (16 %). Plus du tiers des investissements étrangers dans les secteurs des machines et équipements mécaniques et de la construction automobile sont réalisés par des entreprises allemandes. Les investissements allemands représentent près de la moitié des investissements étrangers en Alsace.

Place de la France en Europe pour l'investissement allemand

En 2012, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Allemagne. Elle accueille 23 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (13 % vont vers le Royaume-Uni, 10 % vers l'Espagne).

Exemples de projets d'investissement en 2012

RETHMANN AG & CO. KG : fournisseur de prestations logistiques globales en Europe, a décidé de développer l'activité de sa filiale Rhenus Logistics Gretz, implanté à Gretz-Armainvilliers en Ile-de-France. Ce projet permettra la création de 200 emplois.

ALFRED KÄRCHER GMBH & CO : spécialisé dans la vente et la maintenance de machines de nettoyage à haute pression, *Kärcher France* a renforcé de 35 personnes son Quartier Général France situé à Bonneuil-sur-Marne, en Ile-de-France.

LDB GRUPPE : en reprenant le bureau d'étude Mica Research en difficulté, LDB Gruppe a permis de sauvegarder les 22 emplois du site d'Alfortville, en Ile-de-France. L'entreprise a également renforcé les effectifs de son bureau d'étude, spécialisé dans les études de marchés pour l'industrie, créé à Levallois Perret fin 2011.

¹ Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	18	16%	10%
<i>dont primo implantation</i>	15	13%	10%
<i>dont QG national</i>	3	3%	16%
Logistique	11	10%	27%
Point de vente	1	1%	4%
Production / Réalisation	37	33%	19%
R&D, Ingénierie, Design	8	7%	14%
<i>dont R&D</i>	5	4%	11%
Services aux entreprises	34	30%	24%
Services aux particuliers	4	4%	8%
Total général	113	100%	16%

* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, un tiers des investissements allemands destinés à la France sont des activités de production, 13% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises allemandes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	23	20%	11%
Rhône-Alpes	22	19%	18%
Alsace	17	15%	49%
Lorraine	10	9%	37%
Midi-Pyrénées	8	7%	16%
Nord-Pas de Calais	8	7%	23%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4	4%	8%
Bretagne	4	4%	22%
Pays de la Loire	3	3%	13%
Champagne-Ardenne	3	3%	19%
Aquitaine	2	2%	9%
Centre	2	2%	14%
Bourgogne	2	2%	15%
Languedoc-Roussillon	2	2%	11%
Autres	3	3%	-
Total général	113	100%	16%

* Grille de lecture : en 2012, 20% des investissements allemands destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements allemands représentent 11% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques	22	19%	35%
Constructeurs automobiles et équipementiers	12	11%	35%
Logiciels et prestations informatiques	7	6%	10%
Energie, recyclage, autres services concédés	7	6%	20%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	7	6%	15%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	7	6%	22%
Transport, stockage	7	6%	15%
Chimie, plasturgie	5	4%	17%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	5	4%	12%
Commerce et distribution	5	4%	15%
Métaux, travail des métaux	4	4%	16%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	4	4%	25%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	4	4%	10%
Equipements médico-chirurgicaux	3	3%	11%
Services financiers, bancaires et assurances	3	3%	14%
BTP, matériaux de construction	3	3%	18%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	2	2%	67%
Parfums, cosmétiques	2	2%	33%
Autres	4	4%	-
Total général	113	100%	16%

* Grille de lecture : en 2012, 19% des investissements allemands destinés à la France s'orientent dans le secteur machines et équipements mécaniques. 35% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises allemandes.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

ASEAN

EN FLUX

Nombre de projets (AFIL) : 8

Nombre d'emplois (AFIL) : 550

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

44 groupes des pays de l'ASEAN, soit 90 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 2 000

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 0,9 Mds€

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 71

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Le nombre d'investissements en France décidés par des entreprises de l'ASEAN est en progression. Six projets ont été recensés en 2012, permettant la création ou le maintien de 550 emplois en France.

La présence des investisseurs des pays de l'ASEAN en France

Près de 100 établissements originaires des pays de l'ASEAN emploient, en France, plus de 2 000 salariés.

Les deux tiers des projets en provenance de la zone concernent des activités de production.

Investissements des pays de l'ASEAN en Europe

En 2012, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont les principaux pays d'accueil des investissements issus de l'ASEAN avec 25 % et 20 % des projets destinés à l'Europe¹. La France, l'Allemagne et l'Irlande, accueillent chacun 10 % des projets provenant de cette zone.

Exemples de projets d'investissement en 2012

ADVANCE AGRO LTD (DOUBLE A) : le groupe thaïlandais a repris la papeterie M-Real basée en Haute-Normandie. Double A prévoit de relancer la production et de maintenir 250 emplois sur le site d'Alizay.

QAF LTD : fermée depuis fin 2011, l'usine d'embouteillage Arvie, située dans le Puy-de-Dôme, en Auvergne, devrait redémarrer grâce à la reprise du site par le groupe singapourien QAF Limited. Une vingtaine de collaborateurs doivent être recrutés d'ici la réouverture de l'usine.

¹Observatoire Europe, AFIL.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	2	33%	1%
Production / Réalisation	4	67%	2%
Total général	6	100%	1%

*Part des investissements en provenance des pays de l'ASEAN dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2012, les deux tiers des investissements des pays de l'ASEAN destinés à la France sont des activités de production. 2% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises des pays de l'ASEAN.

**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

PAYS D'ORIGINE	2012
Singapour	4
Thaïlande	2
Total général	6

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	33%	5%
Logiciels et prestations informatiques	1	17%	1%
Chimie, plasturgie	1	17%	3%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	17%	3%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	17%	6%
Total général	6	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 33% des investissements des pays de l'ASEAN destinés à la France s'orientent dans le secteur agro-alimentaire. 5% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises des pays de l'ASEAN.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	1	17%	0%
Alsace	1	17%	3%
Auvergne	1	17%	14%
Bretagne	1	17%	6%
Haute-Normandie	1	17%	6%
Rhône-Alpes	1	17%	1%
Total général	6	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 17% des investissements des pays de l'ASEAN destinés à la France se sont localisés en Alsace. Les investissements des pays de l'ASEAN représentent 3% des investissements étrangers dans cette région.

Australie

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 7

Nombre d'emplois (AFII) : 123

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

38 groupes australiens soit 222 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 6 700

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 0,48 Mds€ / 6^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 44

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Plus de deux cent établissements australiens sont installés en France. La présence australienne se renforce en 2012 de sept nouveaux investissements.

La présence des entreprises australiennes en France

36 groupes australiens sont présents en France, comptant 222 établissements qui emploient plus de 6 700 salariés. La présence australienne se renforce de sept investissements en 2012, permettant la création ou le maintien de plus de 120 emplois.

Les entreprises australiennes investissent dans des centres de décision (57 %) et des activités de production (43 %). On recense, pour la première année, deux nouveaux projets dans le secteur des équipements médicaux.

Place de la France en Europe pour l'investissement australien

En 2012, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Australie, derrière le Royaume-Uni. Elle accueille 15 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. 51 % vont vers le Royaume-Uni, et 10 % vers l'Allemagne.

Exemple de projets d'investissement en 2012

ELLEX MEDICAL LASERS: La société australienne Ellex, spécialisée dans le développement et la fabrication de produits ophtalmologiques pour lutter contre la cécité, a annoncé l'ouverture d'un établissement commercial à Lyon, en région Rhône-Alpes. Une dizaine d'emplois seront créés.

JORD INTERNATIONAL PTY LTD: spécialisée dans la conception de maquettes numériques et de travaux d'infographie, Jord International a ouvert à Lille, dans la région Nord-Pas de Calais, sa première agence en France. Cinq emplois seront créés.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	4	57%	2%
Production / Réalisation	3	43%	2%
Total général	7	100%	1%

*Part des investissements australiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2012, 57% des investissements australiens destinés à la France sont des centres de décision, 2% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises australiennes.
**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Rhône-Alpes	3	43%	3%
Ile-de-France	2	29%	1%
Lorraine	1	14%	4%
Nord-Pas de Calais	1	14%	3%
Total général	7	100%	1%

* Grille de lecture: en 2012, 43% des investissements australiens destinés à la France se sont localisés dans la région Rhône-Alpes

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Equipements médico-chirurgicaux	2	29%	7%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	14%	8%
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	1	14%	2%
Chimie, plasturgie	1	14%	3%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	14%	3%
Machines et équipements mécaniques	1	14%	2%
Total général	7	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 29% des investissements australiens destinés à la France s'orientent dans le secteur équipements médico-chirurgicaux, 7% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises australiennes.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Autriche

EN FLUX

Nombre de projets (AFIL) : 9

Nombre d'emplois (AFIL) : 259

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

113 groupes autrichiens, soit 787 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 21 000

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 2,91 Mds€ / 19^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 12

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Avec neuf nouveaux projets d'investissement en France porteurs de 259 emplois, l'Autriche se place au 14^e rang des pays investisseurs en France en 2012.

La présence autrichienne en France

Plus de 113 groupes autrichiens sont présents en France, où ils emploient plus de 21 000 salariés. Les entreprises autrichiennes y investissent dans des centres de décisions, des activités de production, de logistique et de services. En 2012, les entreprises autrichiennes du secteur automobile ont confirmé deux nouveaux investissements en France. Les trois quarts des projets autrichiens se localisent en Ile-de-France (44 %) ou en Rhône-Alpes (33 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement autrichien

En 2012, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Autriche, après l'Allemagne. La France accueille 14 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe.

Exemples de projets d'investissement en 2012

PEWAG AUSTRIA GMBH : a annoncé un investissement visant à développer et à moderniser l'équipement du site implanté dans la région Limousin, spécialisé dans la fabrication de chaînes pour l'industrie et la marine. Ce projet devrait permettre la création de 12 emplois supplémentaires.

WOPFINGER BAUSTOFFINDUSTRIE GMBH : spécialisé dans la fabrication de matériaux de construction, Wopfinger Baustoffindustrie s'implante en France. Il ouvre un bureau commercial et de stockage en région parisienne. Quinze emplois doivent être créés.

¹Observatoire Europe, AFIL.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

FONCTION DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	2	22%	1%
Logistique	1	11%	2%
Production / Réalisation	2	22%	1%
R&D, Ingénierie, Design	1	11%	2%
dont R&D	1	11%	2%
Services aux entreprises	2	22%	1%
Services aux particuliers	1	11%	2%
Total général	9	100%	1%

*Part des investissements dans le total des investissements de chaque fonction.

**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises autrichiennes en France

Grille de lecture : en 2012, 22% des investissements autrichiens destinés à la France sont des activités de services aux entreprises. 1% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises autrichiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	4	44%	2%
Rhône-Alpes	3	33%	3%
Alsace	1	11%	3%
Limousin	1	11%	50%
Total général	9	100%	1%

*Part des investissements autrichiens dans le total des investissements dans chaque région
Grille de lecture : en 2012, 44% des investissements autrichiens destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements autrichiens représentent 50% des investissements étrangers destinés au Limousin.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	22%	6%
BTP, matériaux de construction	1	11%	6%
Equipements médico-chirurgicaux	1	11%	4%
Logiciels et prestations informatiques	1	11%	1%
Ameublement et équipement du foyer	1	11%	8%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1	11%	3%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	11%	5%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	11%	6%
Total général	9	100%	1%

*Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque secteur

Grille de lecture : en 2012, 22% des investissements autrichiens destinés à la France s'orientent dans le secteur constructeurs automobiles et équipementiers. 6% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises autrichiennes.

Belgique

EN FLUX
 Nombre de projets (AFIL) : 28
 Nombre d'emplois (AFIL) : 1 748

EN STOCK
 Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :
1 024 groupes belges, soit **6 641** établissements
 Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 110 000**
 Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **49,2 Mds€ / 5^e rang**
 Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **12**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La France est le premier pays d'accueil des investissements belges créateurs d'emploi dirigés vers l'Europe. A l'origine de 4 % des investissements étrangers en France en 2012, la Belgique est le 9^e pays investisseur et le 4^e en termes d'emploi.

La présence des entreprises belges en France

Plus de 1000 groupes belges emploient en France plus de 110 000 personnes. En 2012, 28 investissements nouveaux vont créer ou maintenir 1 748 emplois (en hausse de +26 % par rapport à 2011).

Les investissements belges s'orientent principalement vers les activités de production (32 %) et les services aux entreprises (21 %). Les entreprises belges du secteur agroalimentaire sont à l'origine de 12 % des projets étrangers du secteur en France.

En 2012, le Nord-Pas de Calais est la première région d'accueil des investissements belges.

Place de la France en Europe pour l'investissement belge

En 2012, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ réalisés à l'étranger par des entreprises belges. Elle accueille 47 % des investissements de ce pays dirigés vers l'Europe (10 % vont respectivement vers l'Allemagne et l'Irlande).

Exemples de projets d'investissement en 2012

JOSKIN S.A. : reprend et développe l'activité de l'entreprise française *Lebouloch*, spécialisée dans la fabrication de remorques et de matériel agricole, dans la région Haute-Normandie. Des investissements conséquents sont prévus afin d'améliorer l'outil de production. L'effectif de l'usine devrait passer de 60 à 90 salariés.

EXKI S.A. : la chaîne de restauration rapide belge prévoit de se développer en France à raison de deux ouvertures d'établissement par an dans les trois années à venir. Elle devrait atteindre un effectif de 150 personnes.

¹Observatoire Europe, AFIL.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	3	11%	2%
Logistique	2	7%	5%
Point de vente	4	14%	17%
Production / Réalisation	9	32%	5%
R&D, Ingénierie, Design	3	11%	5%
dont R&D	2	7%	4%
Services aux entreprises	6	21%	4%
Services aux particuliers	1	4%	2%
Total général	28	100%	4%

*Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque fonction.
 Grille de lecture : en 2012, 32% des investissements belges destinés à la France sont des activités de production. 5% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises belges.
 **Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	5	18%	12%
Logiciels et prestations informatiques	4	14%	5%
Commerce et distribution	4	14%	12%
Energie, recyclage, autres services concédés	3	11%	9%
Machines et équipements mécaniques	2	7%	3%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	7%	4%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	7%	6%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	7%	6%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	7%	10%
Transport, stockage	1	4%	2%
Métaux, travail des métaux	1	4%	4%
Total général	28	100%	4%

* Grille de lecture : en 2012, 18% des investissements belges destinés à la France s'orientent dans le secteur agro-alimentaire. 12% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises belges.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Nord-Pas de Calais	5	18%	14%
Ile-de-France	4	14%	2%
Picardie	3	11%	33%
Lorraine	2	7%	7%
Pays de la Loire	2	7%	9%
Languedoc-Roussillon	2	7%	11%
Midi-Pyrénées	2	7%	4%
Alsace	2	7%	6%
Haute-Normandie	1	4%	6%
Aquitaine	1	4%	5%
Bretagne	1	4%	6%
Centre	1	4%	7%
Champagne-Ardenne	1	4%	6%
Poitou-Charentes	1	4%	14%
Total général	28	100%	4%

* Grille de lecture : en 2012, 18% des investissements belges destinés à la France se sont localisés dans la région Nord-Pas de Calais. Les investissements belges représentent 14% des investissements étrangers dans cette région.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Brésil

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **3**

Nombre d'emplois (AFII) : **13**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **20** groupes brésiliens, soit **28** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 1 300**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **-0,02 Mds€**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **33**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Les entreprises brésiliennes renforcent leur présence en France avec trois nouveaux investissements en 2012.

La présence des investisseurs brésiliens en France

L'internationalisation des entreprises brésiliennes se poursuit. Une vingtaine de groupes brésiliens sont déjà présents en France, où ils emploient plus de 1300 salariés. Trois nouveaux investissements brésiliens créateurs d'emploi ont été décidés en 2012. Il s'agit de centres de décisions, correspondant à des primo-implantations d'entreprises brésiliennes en France. Ces investissements se sont localisés en Aquitaine, en Champagne-Ardenne et dans la région Centre.

Place des investissements brésiliens en Europe

En 2012, les investissements brésiliens en Europe¹ sont encore limités. La France est la deuxième destination des projets brésiliens en Europe (25 % des projets), derrière le Royaume-Uni (37 % des projets).

Exemple de projets d'investissement en 2012

RONCATO ADVOGADOS E CONSULTORES : le cabinet d'avocats d'affaires brésilien ouvre son premier bureau de représentation européen à Chartres dans la région Centre. Trois emplois seront créés dans un premier temps.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012
Centre de décision*	3
Total général	3

*Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1
Commerce et distribution	1
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1
Total général	3

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012
Aquitaine	1
Centre	1
Champagne-Ardenne	1
Total général	3

Canada

EN FLUX
 Nombre de projets (AFII) : **23**
 Nombre d'emplois (AFII) : **527**

EN STOCK
 Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :
115 groupes canadiens, soit **508** établissements
 Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 10 300**
 Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **2,9 Mds€ / 18^e rang**
 Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **66**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La France est un des premiers pays d'accueil des investissements canadiens en Europe. La présence canadienne dans le secteur des logiciels et prestations informatiques se renforce en 2012.

La présence des entreprises canadiennes en France

115 groupes canadiens emploient, dans plus de 500 établissements, 10300 personnes en France. En 2012, le Canada est le 11^e pays étranger investisseur en France : 23 projets nouveaux vont créer ou maintenir plus de 500 emplois. Les investissements dans des centres de décisions représentent 39 % des projets canadiens en France en 2012. Le secteur des logiciels et prestations informatiques est le premier secteur d'investissement des entreprises canadiennes en France (22 %). La région Rhône-Alpes est la première région de destination des investissements canadiens en 2012.

Place de la France en Europe pour l'investissement canadien

En 2012, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance du Canada, derrière le Royaume-Uni. Elle accueille 25 % des investissements canadiens créateurs d'emploi dirigés vers l'Europe, contre 31 % pour le Royaume-Uni.

Exemples de projets d'investissement en 2012

ODOTRACK: le groupe spécialisé dans la gestion des flottes de véhicules d'entreprises, a choisi l'Alsace pour sa primo-implantation européenne. Le recrutement d'une vingtaine de collaborateurs est prévu au sein de la nouvelle filiale Technologie France.

ALCOHOL COUNTERMEASURE SYSTEMS: L'entreprise, spécialisée dans la fabrication d'éthylomètres portables pour les contrôles routiers, s'agrandit sur le site de Pringy, en Rhône-Alpes. Ce projet prévoit la création de 25 emplois sur trois ans.

¹Observatoire Europe, AFII

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	9	39%	5%
<i>dont primo implantation</i>	8	35%	5%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	4%	8%
Production / Réalisation	5	22%	3%
R&D, Ingénierie, Design	3	13%	5%
<i>dont R&D</i>	3	13%	7%
Services aux entreprises	5	22%	3%
Services aux particuliers	1	4%	2%
Total général	23	100%	3%

*Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, 39% des investissements canadiens destinés à la France sont des centres de décisions. 5% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises canadiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Rhône-Alpes	5	22%	4%
Ile-de-France	4	17%	2%
Midi-Pyrénées	4	17%	22%
Pays de la Loire	2	9%	4%
Alsace	2	9%	6%
Auvergne	2	9%	29%
Bourgogne	1	4%	4%
Champagne-Ardenne	1	4%	6%
Aquitaine	1	4%	5%
Bretagne	1	4%	4%
Total général	23	100%	3%

* Grille de lecture : en 2012, 22% des investissements canadiens destinés à la France se sont localisés dans la région Rhône-Alpes. Les investissements canadiens représentent 4% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	5	22%	7%
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	3	13%	6%
Energie, recyclage, autres services concédés	3	13%	9%
Autres activités de services	2	9%	10%
BTP, matériaux de construction	2	9%	12%
Equipements médico-chirurgicaux	1	4%	4%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	4%	3%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1	4%	3%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	4%	2%
Transport, stockage	1	4%	2%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1	4%	2%
Métaux, travail des métaux	1	4%	4%
Services financiers, bancaires et assurances	1	4%	5%
Total général	23	100%	3%

* Grille de lecture : en 2012, 22% des investissements canadiens destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 7% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises canadiennes.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Chine

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **31 (3)**

Nombre d'emplois (AFII) : **645 (30)**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **92 (36)** groupes chinois, soit **243 (127)** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 10 000**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **0,758 Mds€ (0,784 Mds€) / 18^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **184 (48)**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La Chine s'affirme comme un acteur dynamique de l'investissement international. En 2012, à l'origine de 31 décisions d'investissement, la Chine devient le huitième pays investisseur étranger en France.

La présence des entreprises de Chine en France¹

Les entreprises de Chine continentale implantées en France emploient plus de 9000 personnes, auxquels s'ajoutent 2000 salariés d'entreprises Hongkongaise.

Les entreprises chinoises privilégient les centres de décision (39 %) et les unités de production (23 %). Les secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire, du verre, bois, papier et de l'aéronautique sont les principaux secteurs d'investissement des entreprises chinoises. 9 % des investissements étrangers dans le secteur de l'énergie et du recyclage en France proviennent de Chine. Près de la moitié des investissements chinois se localisent en Ile-de-France (48 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement chinois

En 2012, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi² en provenance de la Chine, accueillant 21 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Le Royaume-Uni est, avec 16 % des projets, le 2^e pays d'accueil des investissements chinois en Europe, suivi par l'Allemagne, qui accueille 7 % de ces investissements.

Exemples de projets d'investissement chinois en 2012

ICICLE FASHION : cette maison de prêt-à-porter féminin haut de gamme en Chine a ouvert fin 2012 un centre de design à Paris. L'effectif devrait atteindre une vingtaine de personnes en 2013.

SYNUTRA : l'entreprise chinoise annonce l'ouverture d'une unité de production de lait à Carhaix, en Bretagne. La matière première lui sera fournie par les producteurs adhérents de la coopérative Sodiaal, avec laquelle l'entreprise chinoise a noué un partenariat. L'usine, qui devrait être opérationnelle début 2015, doit accueillir 160 salariés.

HAIER GROUP : le groupe d'électroménager chinois Haier investit dans la création d'un centre de R&D à Caluire-et-Cuire, dans la région Rhône-Alpes. Le centre est dédié au développement d'une gamme complète de systèmes de chauffage et de rafraîchissement pour les marchés européens. Une vingtaine d'emplois seront créés.

¹ Les données en provenance de Hong-Kong figurent entre parenthèses.
² Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT¹

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE ² *
Centre de décision	12 (1)	39%	7%
<i>dont primo implantation</i>	10	32%	7%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1 (1)	3%	8%
<i>dont QG national</i>	1	3%	5%
Logistique	1	3%	2%
Production / Réalisation	7 (1)	23%	4%
R&D, Ingénierie, Design	3	10%	5%
<i>dont R&D</i>	1	3%	2%
Services aux entreprises	6 (1)	19%	4%
Services aux particuliers	2	6%	4%
Total général	31 (3)*	100%	4%

*31 projets d'investissement proviennent de Chine dont 3 sont originaires de Hong-Kong.
**Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2012, 23% des investissements chinois destinés à la France sont des activités de production, 4% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises chinoises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL¹

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE ² *
Ile-de-France	15	48%	7%
Rhône-Alpes	6 (1)	19%	5%
Nord-Pas de Calais	2	6%	6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 (1)	6%	4%
Centre	1	3%	7%
Alsace	1	3%	3%
Bretagne	1	3%	6%
Franche-Comté	1	3%	14%
Pays de la Loire	1 (1)	3%	4%
Poitou-Charentes	1	3%	14%
Total général	31 (3)*	100%	4%

*Grille de lecture : en 2012, 48% des investissements chinois destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements chinois représentent 7% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT¹

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE ² *
Energie, recyclage, autres services concédés	3	10%	9%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	3 (1)	10%	7%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	3	10%	7%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	10%	19%
Parfums, cosmétiques	2	6%	33%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2 (1)	6%	15%
Ameublement et équipement du foyer	2 (1)	6%	17%
Chimie, plasturgie	2	6%	7%
Services financiers, bancaires et assurances	2	6%	10%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1	3%	3%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	3%	3%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	3%	5%
Autres activités de services	1	3%	5%
BTP, matériaux de construction	1	3%	6%
Electronique grand public	1	3%	25%
Logiciels et prestations informatiques	1	3%	1%
Machines et équipements mécaniques	1	3%	2%
Métaux, travail des métaux	1	3%	4%
Total général	31 (3)	100%	4%

*Grille de lecture : en 2012, 10% des investissements chinois destinés à la France s'orientent dans le secteur de l'énergie et du recyclage. 9% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises chinoises.

Corée du Sud

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 2

Nombre d'emplois (AFII) : 30

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :
28 groupes coréens, soit 71 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 4 300

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 0,15 Mds€ / 44^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 68

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Le nombre des investissements coréens en France reste, en dépit des succès économiques et du potentiel technologique de ce partenaire, encore limité.

La présence sud-coréenne en France

Près d'une trentaine de groupes coréens sont présents en France, où ils emploient plus de 4300 salariés. En 2012, l'AFII recense deux nouveaux projets d'investissement en provenance de la Corée du Sud.

La majorité des projets coréens en France sur la période 2007-2012 sont des projets de services aux entreprises, ils se localisent principalement en Ile-de-France et en Rhône-Alpes.

Exemples de projets d'investissement en 2012

SAMSUNG ELECTRONICS : le sud-coréen Samsung ouvre son premier magasin « Samsung Store » à Paris, qui propose aux clients de tester et d'acheter les produits phares de la marque. Dix emplois seront créés.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012
Point de vente	1
Production / Réalisation	1
Total général	2

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012
Rhône-Alpes	1
Ile-de-France	1
Total général	2

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012
Electronique grand public	1
Machines et équipements mécaniques	1
Total général	2

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Danemark

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 6

Nombre d'emplois (AFII) : 345

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : 183 groupes danois, soit 841 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 47 900

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 5,52 Mds€ / 12^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 10

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Six nouvelles décisions d'investissement des entreprises danoises en France ont été enregistrées en 2012, permettant la création ou le maintien de près de 350 emplois.

La présence des investissements danois en France

Près de 200 groupes danois sont présents en France, où ils emploient plus de 47 900 salariés. En 2012, six nouveaux projets ont permis la création de près de 350 emplois.

La moitié des investissements des entreprises danoises sont des centres de décision. En 2012, les investissements danois se répartissent sur trois régions : l'Île-de-France, Rhône-Alpes et la Lorraine.

Place de la France pour l'investissement danois en Europe

En 2012, la France est, avec la Pologne, le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance du Danemark. Ces deux pays accueillent chacun 15 % des projets destinés à l'Europe.

Exemples de projets d'investissement en 2012

ALK ABELLO A/S : le laboratoire danois *ALK Abello* développe son laboratoire de R&D, spécialisé dans la conception de matières premières allergéniques. Cet investissement assure la création de dix emplois supplémentaires.

LEDPROOF : *Ledproof* a installé en Rhône-Alpes sa première unité française de fabrication et de montage de solutions d'éclairage. L'investissement doit permettre de créer une centaine d'emplois.

VESTERGAARD COMPANY : cette entreprise danoise, spécialisée dans la production de produits destinés à l'entretien des avions (aspirateurs de toilette, produits de dégraissage...) ouvre un premier bureau commercial en Île-de-France. Une dizaine d'emplois doivent être créés.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	3	50%	2%
Logistique	1	17%	2%
Production / Réalisation	1	17%	1%
R&D, Ingénierie, Design	1	17%	2%
dont R&D	1	17%	2%
Total général	6	100%	1%

*Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, la moitié des investissements danois destinés à la France sont des centres de décision. 2% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises danoises.

**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	17%	6%
Transport, stockage	1	17%	2%
Logiciels et prestations informatiques	1	17%	1%
Machines et équipements mécaniques	1	17%	2%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	17%	3%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	17%	2%
Total général	6	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 17% des investissements danois destinés à la France s'orientent dans le secteur médicaments et biotechnologies. 6% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises danoises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	2	33%	1%
Rhône-Alpes	2	33%	2%
Lorraine	2	33%	7%
Total général	6	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, un tiers des investissements danois destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements danois représentent 1% des investissements étrangers dans cette région.

Espagne

EN FLUX

Nombre de projets (AFIL) : **33**

Nombre d'emplois (AFIL) : **1 056**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **482** groupes espagnols, soit **2 702** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 46 600**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **15,2 Mds€ / 9^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **28**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Avec 33 nouveaux projets d'investissement en 2012, l'Espagne est le septième pays investisseur en France.

La présence des entreprises espagnoles en France

Près de 500 groupes espagnols sont implantés sur le territoire national, employant plus de 46600 personnes.

Les investissements des entreprises espagnoles privilégient les activités de production (18 %), les services aux entreprises (24 %) et les centres de décisions (30%). En 2012, les entreprises espagnoles du secteur de l'énergie et du recyclage sont à l'origine de 11 % des projets dans ce secteur en France. La région Rhône-Alpes accueille 21 % des projets espagnols, et l'Île-de-France 18 %.

Place de la France en Europe pour l'investissement espagnol

En 2012, la France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Espagne, accueillant 23 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (16 % vont vers le Royaume-Uni, 12 % respectivement vers l'Allemagne et la Pologne).

Exemples de projets d'investissement en 2012

SOL MELIA : ce groupe hôtelier espagnol a sélectionné, dans le cadre de son développement en France, le site de la Défense pour ouvrir un hôtel prestigieux. Plus de 300 créations d'emplois sont annoncées par le groupe.

GRUPO GESTAMP : l'équipementier automobile espagnol Gestamp développe l'activité de l'unité de production acquise en 2011, sur le site de la Sofedit, dans le Nord-Pas de Calais. Ce projet prévoit la création de 50 nouveaux emplois.

¹Observatoire Europe, AFIL.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	10	30%	6%
Logistique	5	15%	12%
Point de vente	1	3%	4%
Production / Réalisation	6	18%	3%
Services aux entreprises	8	24%	6%
Services aux particuliers	3	9%	6%
Total général	33	100%	5%

*Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, 18% des investissements espagnols destinés à la France sont des activités de production. 12% des investissements étrangers dans la fonction logistique relèvent des entreprises espagnoles.

**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Rhône-Alpes	7	21%	6%
Île-de-France	6	18%	3%
Midi-Pyrénées	3	9%	6%
Pays de la Loire	3	9%	13%
Haute-Normandie	2	6%	13%
Nord-Pas de Calais	2	6%	6%
Aquitaine	2	6%	9%
Languedoc-Roussillon	2	6%	11%
Poitou-Charentes	2	6%	29%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	3%	2%
Bourgogne	1	3%	8%
Centre	1	3%	7%
Lorraine	1	3%	4%
Total général	33	100%	5%

* Grille de lecture : en 2012, 21% des investissements espagnols destinés à la France se sont localisés dans la région Rhône-Alpes. Les investissements espagnols représentent 29% des investissements étrangers dans la région Poitou-Charentes.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	4	12%	8%
Energie, recyclage, autres services concédés	4	12%	11%
Transport, stockage	4	12%	9%
Métaux, travail des métaux	3	9%	12%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	6%	6%
Services financiers, bancaires et assurances	2	6%	10%
Chimie, plasturgie	2	6%	7%
Machines et équipements mécaniques	2	6%	3%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	6%	5%
BTP, matériaux de construction	2	6%	12%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	6%	10%
Logiciels et prestations informatiques	1	3%	1%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	3%	6%
Commerce et distribution	1	3%	3%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	3%	8%
Total général	33	100%	5%

* Grille de lecture : en 2012, 12% des investissements espagnols destinés à la France s'orientent dans le secteur conseil et services aux entreprises. 10% des investissements étrangers dans le secteur hôtellerie relèvent des entreprises espagnoles.

Etats-Unis

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **158**

Nombre d'emplois (AFII) : **5 585**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **1 241** groupes américains, soit **14 022** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 440 000**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **57,9 Mds€ / 3^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **524**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Les Etats-Unis maintiennent leur place de premier pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France. Avec 156 décisions d'investissement et la création de plus de 5 500 emplois en France en 2012, les entreprises américaines sont à l'origine de 23 % de l'ensemble des projets portés par des entreprises étrangères, et de 21 % des emplois liés.

La présence des entreprises américaines en France

Plus de 1 240 groupes américains présents en France, comptant plus de 14 000 établissements, emploient 440 000 salariés.

Les entreprises américaines privilégient l'implantation de centre de décision (26 %) et les activités de production (21 %). La présence américaine dans le secteur des logiciels et prestations informatiques est forte avec 38 % des investissements réalisés. L'Ile-de-France accueille le tiers des projets d'investissement américains en France.

Place de la France en Europe pour l'investissement américain

En 2012, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance des Etats-Unis, accueillant 13 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière le Royaume-Uni (principal pays d'accueil, avec 30 % des projets).

Exemples de projets d'investissement en 2012

AIRBNB : Start-up, fondée en 2008 à San Francisco, est une plateforme Internet qui met en relation hôtes et voyageurs. Plus de 5 millions de nuitées ont déjà été réservées via leur service dans le monde. L'entreprise a ouvert un bureau commercial en Ile-de-France et prévoit la création de 30 emplois (dont une vingtaine est déjà créée).

CAMERON INTERNATIONAL : Cameron, qui a localisé à Béziers, en Languedoc-Roussillon, une unité mondiale de fabrication de matériel de forage employant plus de 600 personnes, renforce son site de production en créant 33 emplois supplémentaires.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	40	26%	22%
<i>dont primo implantation</i>	28	18%	19%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	5	3%	42%
<i>dont QG national</i>	7	4%	37%
Logistique	8	5%	20%
Point de vente	12	8%	50%
Production / Réalisation	32	21%	16%
R&D, Ingénierie, Design	16	10%	28%
<i>dont R&D</i>	14	9%	31%
Services aux entreprises	28	18%	19%
Services aux particuliers	20	13%	39%
Total général	156	100%	23%

*Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2012, 21 % des investissements américains destinés à la France sont des activités de production. 16 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises américaines.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	51	33%	25%
Rhône-Alpes	31	20%	26%
Midi-Pyrénées	11	7%	22%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11	7%	21%
Languedoc-Roussillon	7	4%	37%
Centre	7	4%	50%
Pays de la Loire	6	4%	26%
Nord-Pas de Calais	6	4%	17%
Aquitaine	5	3%	23%
Haute-Normandie	4	3%	25%
Bourgogne	3	2%	23%
Bretagne	3	2%	17%
Lorraine	2	1%	7%
Picardie	2	1%	22%
Franche-Comté	2	1%	29%
Champagne-Ardenne	2	1%	13%
Autres	3	3%	-
Total général	156	100%	23%

*Part des investissements américains dans le total des investissements dans chaque région.
Grille de lecture : en 2012, 33% des investissements américains destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements américains représentent 25% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	28	18%	38%
Commerce et distribution	17	11%	50%
Transport, stockage	16	10%	35%
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	12	8%	25%
Machines et équipements mécaniques	11	7%	17%
Chimie, plasturgie	7	4%	24%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	7	4%	17%
Composants électroniques	6	4%	40%
Energie, recyclage, autres services concédés	6	4%	17%
Médicaments et biotechnologies appliquées	5	3%	29%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	5	3%	25%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	5	3%	16%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	5	3%	12%
Métaux, travail des métaux	5	3%	20%
Equipements médico-chirurgicaux	4	3%	15%
Services financiers, bancaires et assurances	4	3%	19%
Autres activités de services	4	3%	20%
Constructeurs automobiles et équipementiers	3	2%	9%
Ameublement et équipement du foyer	3	2%	25%
Autres	3	3%	-
Total général	156	100%	23%

*Grille de lecture : en 2012, 18% des investissements américains destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 38% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises américaines.

Finlande

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 4

Nombre d'emplois (AFII) : 80

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

52 groupes finlandais, soit 207 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 10 000

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 1,9 Mds€ / 11^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 12

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Quatre nouvelles décisions d'investissement d'entreprises finlandaises en France ont été enregistrées en 2012, permettant la création ou le maintien de près de 90 emplois.

La présence des investissements finlandais en France

Plus de 50 groupes finlandais sont présents en France, où ils emploient plus de 10 000 salariés. Pour la première année depuis 2007, les entreprises finlandaises du secteur des composants électroniques sont à l'origine de deux projets en France. En 2012, les investissements finlandais se localisent dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon.

Place de la France pour l'investissement finlandais en Europe

En 2012, l'Allemagne et l'Estonie sont les principaux pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance de la Finlande. Ils reçoivent plus quart des investissements destinés à l'Europe. La France comme la Pologne, les Pays et l'Espagne accueille 9 % des investissements finlandais.

Exemples de projets d'investissement en 2012

MARINETEK : l'entreprise finlandaise, qui propose des structures flottantes et des services complets pour l'aménagement de front de mer, a ouvert un bureau à Saint Raphaël, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette implantation doit permettre la création de 15 emplois.

EM GROUP OY : l'entreprise Ensto, filiale du finlandais EM Group, qui fournit des services et des systèmes destinés au transport et à la distribution d'électricité, a augmenté les capacités de production du son site de Nefiach en Languedoc-Roussillon, et développé ses activités de recherche et développement. Soixante emplois ont été créés.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	1	25%	1%
Production / Réalisation	1	25%	1%
R&D, Ingénierie, Design	1	25%	2%
dont R&D	1	25%	2%
Services aux particuliers	1	25%	2%
Total général	4	100%	1%

*Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, un quart des investissements finlandais destinés à la France sont des centres de décision. 1% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises finlandaises.

**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.v

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Composants électroniques	2	50%	13%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	25%	2%
Métaux, travail des métaux	1	25%	4%
Total général	4	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, la moitié des investissements finlandais destinés à la France s'orientent dans le secteur des composants électroniques. 13% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises finlandaises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	50%	4%
Languedoc-Roussillon	2	50%	11%
Total général	4	100%	1%

* Grille de lecture: en 2012, la moitié des investissements finlandais destinés à la France se sont localisés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les investissements finlandais représentent 4% des investissements étrangers dans cette région.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Inde

EN FLUX

Nombre de projets (AFIL) : 9

Nombre d'emplois (AFIL) : 190

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

43 groupes indiens, soit 113 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 5 800

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 0,23 Mds€ / 38^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 61

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La France compte aujourd'hui plus de 100 établissements d'origine indienne sur son sol. Neuf nouvelles décisions d'investissement ont été enregistrées en 2012.

La présence des entreprises indiennes en France

Une quarantaine de groupes indiens sont implantés sur le territoire français, comptant plus de 100 établissements. Ils emploient plus de 5 800 personnes.

Plus de la moitié des projets indiens correspondent à des primo-implantations d'entreprises indiennes en France. En 2012, pour la première fois, la France accueille deux projets relevant d'entreprises du secteur de l'agroalimentaire.

Place de la France en Europe pour l'investissement indien

En 2012, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Inde. Elle reçoit 14 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Le premier pays d'accueil des investissements indiens reste le Royaume-Uni, destinataire de 48 % de l'ensemble des projets.

Exemples de projets d'investissement en 2012

LARSEN & TOUBRO LIMITED : le groupe indien a remporté, dans le cadre du projet ITER, l'appel d'offres dans la cryogénie. Pour ce projet, l'entreprise recrutera vingt ingénieurs qui travailleront sur le site de Cadarache, en Provence-Alpes Côte d'Azur, dès fin 2014.

TRANSASIA BIO MEDICALS LTD : entreprise pharmaceutique spécialisée dans la fabrication de diagnostics cliniques, la société indienne a repris l'entreprise Maxmat située à Montpellier, dans la région Languedoc-Roussillon. quatorze emplois sont préservés.

¹Observatoire Europe, AFIL.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	5	56%	3%
Production / Réalisation	2	22%	1%
R&D, Ingénierie, Design	1	11%	2%
Services aux particuliers	1	11%	2%
Total général	9	100%	1%

*Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, 56% des investissements indiens destinés à la France sont des centres de décision, 3% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises indiennes.

**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	22%	5%
Logiciels et prestations informatiques	1	11%	1%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	11%	3%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	11%	2%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	11%	8%
Ameublement et équipement du foyer	1	11%	8%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	11%	2%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	11%	6%
Total général	9	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 22% des investissements indiens destinés à la France se orientent dans le secteur agro-alimentaire. 8% des investissements étrangers dans le secteur textile relèvent des entreprises indiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	4	44%	2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	33%	6%
Midi-Pyrénées	1	11%	2%
Languedoc-Roussillon	1	11%	5%
Total général	9	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 44% des investissements indiens destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements indiens représentent 6% des investissements étrangers dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Israël

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 3

Nombre d'emplois (AFII) : 80

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

52 groupes israéliens, soit 287 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 3 200

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 0,095 Mds€

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 11

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Des investissements israéliens en croissance vers l'Europe et la France.

La présence des investisseurs israéliens en France

Plus d'une cinquantaines de groupes israéliens sont présents en France, où ils emploient plus de 3200 salariés. L'AFII a recensé, depuis 2008, trois projets d'investissement en provenance d'Israël.

Place des investissements israéliens en Europe

Les investissements israéliens en Europe sont encore très limités et se concentrent principalement en Espagne, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Roumanie (2007-2012).

Exemples de projets d'investissement récents

ANTI-GERM FRANCE : entreprise du groupe Israël Corporation Limited – spécialisé dans l'hygiène pour l'élevage et l'agro-alimentaire depuis plus de quarante ans, est un partenaire majeur du monde agricole et de l'industrie agroalimentaire au service de la qualité et de la sécurité alimentaire – a décidé l'extension de son unité de production implantée dans la région des Pays de la Loire. L'entreprise, qui emploie plus de 65 salariés en France, possède également un laboratoire de R&D.

BIO-LAB LTD : l'entreprise spécialisée dans la chimie a implanté en 2010 son unité de production Biosolve Chimie Sarl, dans la région Lorraine. La société devrait employer entre 40 et 50 personnes recrutées localement.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2008	2009	2010
Logistique	1	-	-
Production	-	1	-
R&D, ingénierie	-	-	1
Total général	1	1	1

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2008	2009	2010
Chimie, plasturgie	-	1	1
Transport, stockage	1	-	-
Total général	1	1	1

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2008	2009	2010
Haute-Normandie	1	-	-
Lorraine	-	-	1
Pays de la Loire	-	1	-
Total général	1	1	1

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Italie

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **63**

Nombre d'emplois (AFII) : **2 100**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

917 groupes italiens, soit **4 389** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 110 000**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **13,3 Mds€ / 10^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **34**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Les projets d'investissement italiens créateurs d'emploi en France ont fortement progressé en 2012, pour atteindre leur plus haut niveau depuis cinq ans. 63 nouveaux investissements ont été décidés en 2012, qui vont créer ou maintenir plus de 2000 emplois.

La présence des entreprises italiennes en France

Plus de 900 groupes italiens sont implantés en France, où ils emploient plus de 110000 personnes dans 4389 établissements. En 2012, l'Italie reste le deuxième pays européen investisseur en France, derrière l'Allemagne. Les entreprises italiennes développent des activités de production (37 %), de services aux entreprises (27 %) et des centres de décisions (22 %). Les principales entreprises investissant en France relèvent du secteur des machines et équipements mécaniques (13 %), de la métallurgie (10 %), de l'aéronautique et du ferroviaire (10 %). Un quart des projets italiens se

localisent en Ile-de-France. Les investissements italiens représentent 19 % des investissements étrangers en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Place de la France en Europe pour l'investissement italien

En 2012, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Italie, accueillant 27 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe.

Exemples de projets d'investissement en 2012

FLO SPA : ce fabricant italien de vaisselle jetable en plastique a décidé de développer son unité de production de Ruitz, dans le Nord-Pas de Calais. Cette extension créera 35 emplois.

AUTOSTRADA : important concessionnaire européen en matière de construction et de gestion d'autoroutes à péage, Autostrada a décidé de créer à Metz, en Lorraine, le centre de gestion de l'écotaxe poids lourds dont le recouvrement lui a été attribué suite à un appel d'offres international. 200 emplois seront ainsi créés.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	14	22%	8%
<i>dont primo implantation</i>	10	16%	7%
<i>dont QG national</i>	4	6%	21%
Logistique	1	2%	2%
Production / Réalisation	23	37%	12%
R&D, Ingénierie, Design	4	6%	7%
<i>dont R&D</i>	3	5%	7%
Services aux entreprises	17	27%	12%
Services aux particuliers	4	6%	8%
Total général	63	100%	9%

*Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, 37% des investissements italiens destinés à la France sont des activités de production. 12% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises italiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	16	25%	8%
Rhône-Alpes	14	22%	12%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10	16%	19%
Lorraine	4	6%	15%
Midi-Pyrénées	3	5%	6%
Nord-Pas de Calais	3	5%	9%
Picardie	2	3%	22%
Bourgogne	2	3%	15%
Bretagne	2	3%	11%
Aquitaine	1	2%	5%
Centre	1	2%	7%
Alsace	1	2%	3%
Auvergne	1	2%	14%
Haute-Normandie	1	2%	6%
Champagne-Ardenne	1	2%	6%
Franche-Comté	1	2%	14%
Total général	63	100%	9%

* Grille de lecture : en 2012, 25% des investissements italiens destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements italiens représentent 22% des investissements étrangers de la région Picardie.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques	8	13%	13%
Métaux, travail des métaux	6	10%	24%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	6	10%	15%
Constructeurs automobiles et équipementiers	5	8%	15%
Chimie, plasturgie	4	6%	14%
Logiciels et prestations informatiques	4	6%	5%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	3	5%	15%
Composants électroniques	3	5%	20%
Energie, recyclage, autres services concédés	3	5%	9%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	5%	19%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	3%	5%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	3%	6%
Équipements médico-chirurgicaux	2	3%	7%
Transport, stockage	2	3%	4%
Autres activités de services	2	3%	10%
Services financiers, bancaires et assurances	2	3%	10%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	3%	15%
Autres	4	8%	-
Total général	63	100%	9%

* Grille de lecture : en 2012, 13% des investissements italiens destinés à la France s'orientent dans le secteur machines et équipements mécaniques. 24% des investissements étrangers dans le secteur métaux, travail des métaux relèvent des entreprises italiennes.

Japon

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **34**

Nombre d'emplois (AFII) : **706**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **239** groupes japonais, soit **1 956** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 59 800**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **6,9 Mds€ / 11^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **258**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La présence des entreprises japonaises en France est ancienne et diversifiée. Avec 34 nouveaux investissements créateurs d'emploi en 2012, le Japon se positionne au 6^e rang des pays investisseurs.

La présence des entreprises japonaises en France

Plus de 230 groupes japonais sont implantés en France, où ils emploient plus de 59 800 personnes dans 1 956 établissements.

En 2012, 41 % des investissements japonais en France concernent des centres de décision. Les constructeurs automobiles et équipementiers japonais sont à l'origine de 12 % des investissements étrangers dans ce secteur. La région Ile-de-France accueille près de la moitié (47 %) des nouveaux investissements japonais.

Place de la France en Europe pour l'investissement japonais

En 2012, la France est le 2^e pays d'accueil en Europe des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance du Japon, accueillant 21 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Elle est devancée par le Royaume-Uni (24 %).

Exemples de projets d'investissement japonais en 2012

TORAY : l'entreprise a choisi Lacq, en Aquitaine, pour créer une nouvelle unité de production de matière première destinée à la fabrication des fibres de carbone. Localisé à côté de l'usine historique du groupe, ce projet devrait entraîner la création d'environ 80 emplois.

AMADA : ce fabricant de machines-outils, spécialiste des machines pour le travail de la tôle, a décidé d'installer son Quartier Général européen en Ile-de-France. Cette décision s'accompagne d'une dizaine d'emplois supplémentaires.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	14	41%	8%
<i>dont primo implantation</i>	12	35%	8%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	6%	17%
Logistique	2	6%	5%
Production / Réalisation	9	26%	5%
R&D, Ingénierie, Design	3	9%	5%
<i>dont R&D</i>	3	9%	7%
Services aux entreprises	5	15%	3%
Services aux particuliers	1	3%	2%
Total général	34	100%	5%

*Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, 26% des investissements japonais destinés à la France sont des activités de production, 5% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises japonaises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	16	47%	8%
Rhône-Alpes	4	12%	3%
Aquitaine	2	6%	9%
Champagne-Ardenne	2	6%	13%
Midi-Pyrénées	2	6%	4%
Nord-Pas de Calais	2	6%	6%
Languedoc-Roussillon	1	3%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	3%	2%
Auvergne	1	3%	14%
Basse-Normandie	1	3%	50%
Haute-Normandie	1	3%	6%
Pays de la Loire	1	3%	4%
Total général	34	100%	5%

* Grille de lecture : en 2012, 47% des investissements japonais destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements japonais représentent 8% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques	4	12%	6%
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	12%	12%
Commerce et distribution	3	9%	9%
Logiciels et prestations informatiques	3	9%	4%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	6%	5%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	2	6%	6%
Chimie, plasturgie	2	6%	7%
Equipements médico-chirurgicaux	2	6%	7%
Parfums, cosmétiques	2	6%	33%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	6%	15%
Ameublement et équipement du foyer	1	3%	8%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	3%	6%
Autres activités de services	1	3%	5%
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	1	3%	2%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	3%	3%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	3%	6%
BTP, matériaux de construction	1	3%	6%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	3%	5%
Total général	34	100%	5%

* Grille de lecture : en 2012, 12% des investissements japonais destinés à la France s'orientent dans le secteur machines et équipements mécaniques. Le tiers des investissements étrangers dans le secteur parfums, cosmétiques, relèvent des entreprises japonaises.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Pays-Bas

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 24

Nombre d'emplois (AFII) : 1 134

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

512 groupes néerlandais, soit 6 139 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 260 000

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 81,7 Mds€ / 1^{er} rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 24

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Les entreprises néerlandaises sont solidement implantées en France, où 24 nouveaux projets d'investissement sont recensés en 2012.

La présence des entreprises néerlandaises en France

Plus de 500 groupes néerlandais emploient plus de 260 000 salariés en France. Le nombre d'emplois associé aux décisions d'investissement a plus que triplé en 2012, permettant le maintien ou la création d'environ 1 130 emplois (contre 360 en 2011).

Les entreprises néerlandaises privilégient les activités de services aux entreprises (29 %). Les entreprises du secteur des logiciels et prestations informatiques sont à l'origine de 21 % des projets néerlandais en France. 19 % de l'ensemble des investissements étrangers dans le domaine des services financiers sont le fait d'entreprises néerlandaises.

Place de la France en Europe pour l'investissement néerlandais

En 2012, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance des Pays-Bas. Elle accueille 20 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Viennent ensuite l'Espagne et l'Allemagne, avec respectivement 18 % et 17 %.

Exemples de projets d'investissement en 2012

DAMEN SHIPYARDS GROUP N.V. : le groupe néerlandais *Damen*, spécialisé dans la construction et la réparation navale, a repris en 2012 les activités de deux chantiers navals en France. L'intégralité des 154 emplois ont ainsi pu être maintenus sur le chantier de réparation navale, Arno, à Dunkerque, dans la région Nord-Pas-de Calais, et plus de 200 emplois sur le chantier naval brestois Sobrena en Bretagne.

NXP SEMICONDUCTORS : l'entreprise a annoncé l'ouverture d'un centre de R&D à Colomiers dans la région Midi-Pyrénées. Le centre se concentrera sur la conception de systèmes RF haute performance et de circuits intégrés micro-ondes. Ce projet créera une vingtaine d'emplois.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	5	21%	3%
<i>dont primo implantation</i>	4	17%	3%
<i>dont QG national</i>	1	4%	5%
Logistique	3	13%	7%
Production / Réalisation	5	21%	3%
R&D, Ingénierie, Design	2	8%	3%
<i>dont R&D</i>	1	4%	2%
Services aux entreprises	7	29%	5%
Services aux particuliers	2	8%	4%
Total général	24	100%	3%

*Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2012, 29% des investissements néerlandais destinés à la France sont des services aux entreprises. 5% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises néerlandaises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	11	46%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	13%	6%
Rhône-Alpes	1	4%	1%
Champagne-Ardenne	2	8%	13%
Midi-Pyrénées	2	8%	4%
Alsace	1	4%	3%
Nord-Pas de Calais	1	4%	3%
Haute-Normandie	1	4%	6%
Aquitaine	1	4%	5%
Bretagne	1	4%	6%
Total général	24	100%	3%

* Grille de lecture : en 2012, 46% des investissements néerlandais destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements néerlandais représentent 5% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	5	21%	7%
Services financiers, bancaires et assurances	4	17%	19%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	8%	5%
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	2	8%	4%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	8%	5%
Transport, stockage	2	8%	4%
Commerce et distribution	1	4%	3%
Autres activités de services	1	4%	5%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	4%	5%
Métaux, travail des métaux	1	4%	4%
BTP, matériaux de construction	1	4%	6%
Chimie, plasturgie	1	4%	3%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1	4%	3%
Total général	24	100%	3%

* Grille de lecture : en 2012, 21% des investissements néerlandais destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 19% des investissements étrangers dans le secteur des services financiers relèvent des entreprises néerlandaises.

Pays du Golfe

EN FLUX

Nombre de projets (AFIL) : **8**

Nombre d'emplois (AFIL) : **877**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :

30 groupes des Pays du Golfe, soit **138** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de **3 200**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **5,2 Mds€**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **43**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La présence des entreprises en provenance des pays du Golfe en France se renforce de six nouveaux investissements en 2012.

La présence des investisseurs de la région du Golfe en France

Plus d'une centaine d'établissements originaires des pays du Golfe sont présents en France, où ils emploient plus de 3 200 salariés. Cinq nouveaux investissements en provenance des Emirats Arabes Unis, et un projet en provenance de l'Arabie Saoudite ont été recensés en 2012.

Place des investissements en provenance de la région du Golfe en Europe

En 2012, dix pays européens, dont la France, ont été destinataires de projets d'investissement créateur d'emplois¹ en provenance des pays du Golfe. Le Royaume-Uni est le premier pays d'accueil, en Europe, des investissements physiques venant de cette région (29 % des projets).

Exemples de projets d'investissement en 2012

AL BABTAIN POWER AND TELECOMMUNICATION : le groupe saoudien a repris le site Petit Jean spécialisé dans la production de pylônes en acier, placé en redressement judiciaire, à Saint-André-les-Vergers en Champagne-Ardenne. Cet investissement a permis le maintien de 459 emplois et la création de 20 emplois supplémentaires.

DUBAI PORT WORLD : DP World, qui détient en joint-venture Générale de manutention portuaire, spécialisée dans la manutention portuaire de conteneurs sur le port du Havre en Haute-Normandie, vient d'investir dans la modernisation des installations des Terminaux Nord. Une centaine d'emplois est prévue.

¹Observatoire Europe, AFIL.

REPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

PAYS D'ORIGINE	2012
Arabie Saoudite	1
Emirats Arabes Unis	5
Total général	6

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	33%	5%
Transport, stockage	2	33%	4%
Machines et équipements mécaniques	1	17%	2%
Métaux, travail des métaux	1	17%	4%
Total général	6	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 33% des investissements des pays du Golfe destinés à la France s'orientent dans le secteur transport et stockage. 4% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises des pays du Golfe.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logistique	1	17%	2%
Production / Réalisation	2	33%	1%
Services aux entreprises	2	33%	1%
Services aux particuliers	1	17%	2%
Total général	6	100%	1%

*Part des investissements en provenance des pays du Golfe dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2012, un tiers des investissements des pays du Golfe destinés à la France sont des activités de production. 1% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises des pays du Golfe.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Alsace	1	17%	3%
Champagne-Ardenne	1	17%	6%
Haute-Normandie	1	17%	6%
Ile-de-France	1	17%	0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	17%	2%
Rhône-Alpes	1	17%	1%
Total général	6	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 17% des investissements des pays du Golfe destinés à la France se sont localisés dans la région Alsace. Les investissements des pays du Golfe représentent 3% des investissements étrangers dans cette région.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Royaume-Uni

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **36**

Nombre d'emplois (AFII) : **837**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **833** groupes britanniques, soit **18 607** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 260 000**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **49,7 Mds€ / 4^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **90**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La France est le deuxième pays d'accueil des investissements britanniques en Europe. Depuis 2007, près de 300 projets décidés par des sociétés à capitaux britanniques ont permis la création ou le maintien de plus de 11 350 emplois.

La présence des entreprises britanniques en France

Plus de 633 groupes britanniques présents en France emploient plus de 260 000 salariés. Avec 36 nouveaux investissements et la création de 837 emplois en 2012, le Royaume-Uni se place au cinquième rang des pays investisseurs en France. Les entreprises britanniques se tournent vers les activités de services aux entreprises (31 %), la production (28 %) et les centres de décision (28 %). La présence britannique dans le secteur du conseil et de l'ingénierie est significative : le quart des investissements réalisés par les entreprises étrangères dans ce secteur sont réalisés par des sociétés britanniques.

Place de la France en Europe pour l'investissement britannique

En 2012, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance du Royaume-Uni, accueillant 13 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière l'Allemagne, qui reçoit 23 % des investissements britanniques.

Exemples de projets d'investissement en 2012

INFECTIOUS MEDIA : experte en décryptage d'audience et de données, l'entreprise britannique ouvre une filiale commerciale à Paris. 15 emplois devraient être créés en Ile-de-France.

SYNERGY HEALTHCARE PLC : l'entreprise s'implante dans le Gard, en Languedoc-Roussillon, en partenariat technique avec le CEA, pour créer la plus grande installation européenne de stérilisation de dispositifs médicaux par rayonnement gamma. Cette implantation créera 12 emplois.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	10	28%	6%
Production / Réalisation	10	28%	5%
R&D, Ingénierie, Design	2	6%	3%
<i>dont R&D</i>	2	6%	4%
Services aux entreprises	11	31%	8%
Services aux particuliers	3	8%	6%
Total général	36	100%	5%

*Part des investissements britanniques dans le total des investissements de chaque fonction.
 **Il s'agit de primo-implantations d'entreprises britanniques en France.
 Grille de lecture : en 2012, 31% des investissements britanniques destinés à la France sont des activités de services aux entreprises. 8 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises britanniques.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	14	39%	7%
Rhône-Alpes	6	17%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	17%	12%
Midi-Pyrénées	2	6%	4%
Nord-Pas de Calais	2	6%	6%
Bourgogne	2	6%	15%
Lorraine	1	3%	4%
Picardie	1	3%	11%
Languedoc-Roussillon	1	3%	5%
Pays de la Loire	1	3%	4%
Total général	36	100%	5%

* Grille de lecture : en 2012, 39% des investissements britanniques destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements britanniques représentent 7% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	12	33%	25%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	4	11%	13%
Logiciels et prestations informatiques	3	8%	4%
Autres activités de services	3	8%	15%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	6%	5%
Composants électroniques	2	6%	13%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	6%	5%
Chimie, plasturgie	2	6%	7%
Transport, stockage	1	3%	2%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	3%	3%
Machines et équipements mécaniques	1	3%	2%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	3%	5%
Métaux, travail des métaux	1	3%	4%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	3%	8%
Total général	36	100%	5%

* Grille de lecture : en 2012, 33% des investissements britanniques destinés à la France s'orientent dans le secteur conseil et services aux entreprises. Le quart des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises britanniques.

Russie

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : **10**

Nombre d'emplois (AFII) : **252**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **23** groupes russes, soit **35** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 1 000**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **0,31 Mds€ / 35^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **28**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Un nombre croissant de sociétés russes sont en phase d'internationalisation de leurs activités. En 2012, le nombre de nouvelles décisions d'investissement russes en France a doublé par rapport à 2011 et n'a jamais été aussi élevé.

La présence des entreprises russes en France

Une trentaine d'établissements russes implantés en France emploient plus de 1 000 personnes. Le nombre d'investissements russes en France a doublé en 2012. Dix nouveaux investissements ont été décidés, permettant la création ou le maintien de 252 emplois.

L'année 2012 confirme la diversification des investissements russes en France engagée depuis plusieurs années. Des entreprises relevant des secteurs des machines et équipements mécaniques, de l'agroalimentaire et du transport se sont implantées en France en 2012.

Exemples de projets d'investissement en 2012

RZHD : la société nationale des chemins de fer russe RZhd a ouvert à Paris son premier bureau de représentation commerciale en France. Cette implantation doit permettre la création de 5 emplois. En 2012, RZhd a, par ailleurs, acquis 75 % du capital du groupe de logistique français Gefco, la filiale logistique de PSA, qui emploie 9000 salariés en Europe dont 4500 en France.

ICC GROUP (IVORY COAST CACAO) : le groupe agroalimentaire russe, spécialisé dans le négoce et la transformation de cacao, a racheté *Net Cacao*, usine de chocolats en liquidation judiciaire à Marseille, puis relancé l'activité de production et de distribution sous la marque "Chocolaterie de Provence". ICC Group a déjà recruté 50 salariés et réalisé un investissement de 7 M€ en 2012. 70 créations d'emplois supplémentaires et un nouvel investissement de 15 M€ sont prévus pour les exercices 2013 et 2014.

TRANSAERO AIRLINES : la seconde compagnie aérienne russe a obtenu l'autorisation de desservir Paris au départ de Moscou (7 vols hebdomadaires). A cette fin, *Transaero* a créé un premier établissement en France localisé dans l'aéroport de Paris Orly, en Ile-de-France. Cinq recrutements sont déjà prévus.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	4	40%	2%
Production / Réalisation	3	30%	2%
Services aux entreprises	2	20%	1%
Services aux particuliers	1	10%	2%
Total général	10	100%	1%

* Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2012, 40% des investissements russes destinés à la France sont des centres de décision. 2% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises russes.
**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	4	40%	2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	30%	6%
Alsace	1	10%	3%
Champagne-Ardenne	1	10%	6%
Nord-Pas de Calais	1	10%	3%
Total général	10	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 40% des investissements russes destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements russes représentent 2% des investissements étrangers dans cette région.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	20%	5%
Autres activités de services	2	20%	10%
Machines et équipements mécaniques	2	20%	3%
Transport, stockage	2	20%	4%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	10%	2%
Equipements médico-chirurgicaux	1	10%	4%
Total général	10	100%	1%

* Grille de lecture : en 2012, 20% des investissements russes destinés à la France s'orientent dans le secteur agro-alimentaire. 5% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises russes.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Suède

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 17

Nombre d'emplois (AFII) : 595

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : 227 groupes suédois, soit 1 872 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 74 000

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : 3,8 Mds€ / 18^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 25

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La Suède est au 12^e rang des pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France en 2012. Depuis 2007, plus de 150 projets à capitaux suédois ont permis la création de plus de 9 400 emplois.

La présence des entreprises suédoises en France

Plus de 227 groupes suédois emploient plus de 74 000 salariés en France.

En 2012, les investisseurs suédois privilégient l'implantation d'activités de production (41 %). Les secteurs des équipements médico-chirurgicaux, de l'ameublement et des logiciels figurent parmi les principaux secteurs d'investissement des entreprises suédoises ces dernières années.

Place de la France en Europe pour l'investissement suédois

En 2012, la France est avec la Pologne, le deuxième pays d'accueil des investissements suédois en Europe², derrière le Royaume-Uni : 18 % des projets destinés à l'Europe vont au Royaume-Uni, 13 % vers la France et la Pologne.

Exemples de projets d'investissement en 2012

MÖLNLYCKE HEALTH CARE AB : l'entreprise suédoise spécialisée dans la fabrication de produits à usage unique pour les interventions chirurgicales, installée à Toulouse depuis 2008, a renforcé son site sur lequel elle envisage de recruter une trentaine de collaborateurs supplémentaires. L'entreprise a également choisi Lyon, dans la région Rhône-Alpes, pour y implanter un nouveau centre de logistique européen.

YUMP NOW : créé en Suède en 2008, le réseau Yump a pour but de favoriser et d'accompagner l'entrepreneuriat dans les quartiers difficiles. Yump s'est implanté en 2012 en Ile-de-France, et prévoit de créer sur place une dizaine d'emplois.

²Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision**	3	18%	2%
Point de vente	3	18%	13%
Production / Réalisation	7	41%	4%
R&D, Ingénierie, Design	1	6%	2%
dont R&D	1	6%	2%
Services aux entreprises	2	12%	1%
Services aux particuliers	1	6%	2%
Total général	17	100%	2%

*Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2012, 41% des investissements suédois destinés à la France sont des activités de production, 4% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises suédoises.

**Il s'agit de primo-implantations d'entreprises en France.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	5	29%	2%
Pays de la Loire	2	12%	9%
Aquitaine	2	12%	9%
Franche-Comté	2	12%	29%
Midi-Pyrénées	2	12%	4%
Haute-Normandie	2	12%	13%
Auvergne	1	6%	14%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	6%	2%
Total général	17	100%	2%

*Part des investissements suédois dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2012, 2% des investissements suédois destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements suédois représentent 2% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	12%	7%
Ameublement et équipement du foyer	2	12%	17%
Logiciels et prestations informatiques	2	12%	3%
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	12%	12%
Autres activités de services	2	12%	10%
Commerce et distribution	2	12%	6%
Machines et équipements mécaniques	1	6%	2%
Services financiers, bancaires et assurances	1	6%	5%
Chimie, plasturgie	1	6%	3%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	6%	6%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	6%	3%
Total général	17	100%	2%

* Grille de lecture : en 2012, 12% des investissements suédois destinés à la France s'orientent dans le secteur équipements médico-chirurgicaux. 7% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises suédoises.

Suisse

EN FLUX

Nombre de projets (AFIL) : **39**

Nombre d'emplois (AFIL) : **1 355**

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) : **887** groupes suisses, soit **5 877** établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : **+ de 150 000**

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : **31,2 Mds€ / 7^e rang**

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **45**

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

Les sociétés suisses confirment l'intérêt qu'elles portent au marché français. La Suisse figure à la quatrième place des pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France.

La présence des entreprises suisses en France

Plus de 680 groupes suisses sont présents en France, où ils emploient plus de 150 000 salariés. Les investisseurs suisses privilégient l'implantation d'activités de production, qui représentent 38 % de l'ensemble des projets suisses en France. Les entreprises suisses relevant du secteur équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux réalisent 22 % de l'ensemble des investissements étrangers destinés à ce secteur. La région Rhône-Alpes accueille plus du quart des investissements suisses.

Place de la France en Europe pour l'investissement suisse

En 2012, la France est avec l'Allemagne, le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance de la Suisse, accueillant chacun 24 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Viennent ensuite le Royaume-Uni et l'Espagne, avec chacun 9 % des projets suisses.

Exemples de projets d'investissement en 2012

ENDRESS & HAUSER FLOWTEC : l'entreprise, installée à Cernay, poursuit sa croissance, et prévoit l'extension en Alsace de son site spécialisé dans la fabrication d'instruments de mesure de très grande précision. La création de 54 emplois a été annoncée.

LINALIS : après avoir racheté, en 2011, la société Paris Freelance basée à Paris, cette société suisse spécialisée dans les solutions logicielles pour la gestion d'entreprise prévoit le recrutement de vingt salariés supplémentaires pour appuyer son développement en France et en Europe.

*Observatoire Europe, AFIL.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	7	18%	4%
<i>dont primo implantation</i>	5	13%	3%
<i>dont QG national</i>	2	5%	11%
Logistique	1	3%	2%
Point de vente	2	5%	8%
Production / Réalisation	15	38%	8%
R&D, Ingénierie, Design	5	13%	9%
<i>dont R&D</i>	5	13%	11%
Services aux entreprises	7	18%	5%
Services aux particuliers	2	5%	4%
Total général	39	100%	6%

*Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2012, 38% des investissements suisses destinés à la France sont des activités de production. 8% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises suisses.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Rhône-Alpes	10	26%	8%
Ile-de-France	8	21%	4%
Alsace	6	15%	17%
Midi-Pyrénées	4	10%	8%
Aquitaine	2	5%	9%
Lorraine	2	5%	7%
Picardie	1	3%	11%
Languedoc-Roussillon	1	3%	5%
Pays de la Loire	1	3%	4%
Bourgogne	1	3%	8%
Bretagne	1	3%	6%
Poitou-Charentes	1	3%	14%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	3%	2%
Total général	39	100%	6%

*Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2012, 38% des investissements suisses destinés à la France sont des activités de production. 8% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises suisses.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Equipements médico-chirurgicaux	6	15%	22%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	4	10%	10%
Machines et équipements mécaniques	4	10%	6%
BTP, matériaux de construction	3	8%	18%
Logiciels et prestations informatiques	3	8%	4%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	3	8%	9%
Transport, stockage	2	5%	4%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	5%	5%
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	5%	12%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	5%	10%
Services financiers, bancaires et assurances	2	5%	10%
Chimie, plasturgie	1	3%	3%
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	1	3%	2%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	3%	6%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	3%	8%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	3%	3%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	3%	3%
Total général	39	100%	6%

* Grille de lecture : en 2012, 15% des investissements suisses destinés à la France s'orientent dans le secteur équipements médico-chirurgicaux. 22% des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises suisses.

MONOGRAPHIE PAR PAYS

PARTIE III

Turquie

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) : 3

Nombre d'emplois (AFII) : 35

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis-Astrée*) :
127 groupes turcs, soit 144 établissements

Nombre de salariés (Orbis-Astrée) : + de 1000

Stock d'IDE au 31/12/2011 (BdF) : -0,03 Mds€ / 89^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : 11

*Données extraites et travaillées au mois de juin 2012

La présence des entreprises turques en France se renforce de trois nouveaux investissements en 2012.

La présence des investisseurs turcs en France

Plus d'une centaine d'établissements turcs sont implantés en France, où ils emploient plus de 1000 salariés. Trois nouveaux projets d'investissement turcs en France ont été recensés en 2012.

Place des investissements turcs en Europe

En 2012, la Roumanie et l'Allemagne sont les principaux pays d'accueil des investissements turcs créateurs d'emploi¹ en Europe (50 % des projets).

Exemples de projets d'investissement en 2012

EKOL LOJISTIK: cette entreprise de transport turque implante un centre logistique dans le Vaucluse, en région Provence-Alpes Côte d'Azur. Vingt emplois doivent être créés dans les trois années à venir.

ANTOINE MAKZUME INTERNATIONAL TRANSPORT AND TRADING LTD.CO.: spécialisée dans le transport maritime, cette société turque a créé en 2012 une filiale à Marseille, en Provence-Alpes Côte d'Azur, et devrait recruter une dizaine de collaborateurs.

¹Observatoire Europe, AFII.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2012
Centre de décision*	1
Logistique	1
Services aux particuliers	1
Total général	3

*Il s'agit de primo-implantations d'entreprises turques en France.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2012
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2
Ile-de-France	1
Total général	3

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2012
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1
Autres activités de services	1
Transport, stockage	1
Total général	3

ANNEXES

METHODOLOGIE

- 86 CRITERES DE PRISE
EN COMPTE DES PROJETS
AU BILAN FRANCE
- 89 NOMENCLATURES
DU BILAN FRANCE
- 91 DIVERSITE STATISTIQUE
SUR L'INVESTISSEMENT
ETRANGER EN FRANCE
- 92 UNE COOPERATION ETROITE
AVEC LES PARTENAIRES
TERRITORIAUX
- 93 CARTE DES PARTENAIRES
REGIONAUX DE L'AFII
- 94 LE RESEAU AFII

Critères de prise en compte des projets au Bilan France

LE BILAN DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN FRANCE : UN OUTIL D'ANALYSE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT ETRANGERS ET DE LEUR CONTRIBUTION A L'ECONOMIE FRANÇAISE

Elaboré depuis 1993, le « Bilan France » recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés, et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

Quatre types d'investissement sont retenus au Bilan :

LES CREATIONS qui génèrent des emplois sur un nouveau site.

Exemple : un industriel étranger crée en France une usine de tréfilerie et recrute 30 personnes.

LES EXTENSIONS qui renforcent la présence d'une entreprise.

Exemple : une entreprise étrangère est implantée depuis plusieurs années en France et souhaite y développer ses activités. Elle investit 100 millions d'euros et recrute 30 personnes supplémentaires.

LES REPRISES qui concernent l'acquisition d'une société en difficulté – procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce, par exemple – par un investisseur étranger, permettant de sauvegarder des emplois. Si l'entreprise a changé de propriétaire dans les trois années précédentes, le projet n'est pas retenu dans le bilan afin d'éviter des comptabilisations successives de rachat d'une même entreprise.

Exemple : une entreprise implantée en France connaît depuis plusieurs mois de sérieuses difficultés et doit déposer son bilan. Un investisseur étranger rachète l'entreprise en difficulté et conserve la totalité, ou une partie du personnel.

LES REPRISES-EXTENSIONS portent sur l'acquisition par un investisseur étranger d'une entreprise française en situation saine. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux correspondant à la seule extension.

Exemple : une entreprise étrangère acquiert une entreprise implantée en France. Elle investit 100 millions d'euros et recrute 30 personnes supplémentaires.

La définition des investissements d'origine étrangère

La nationalité d'un investissement est déterminée à partir de celle de la société mère. L'investissement est réputé d'origine étrangère si la société est détenue à plus de 50% par des capitaux étrangers. Dans le cas d'une répartition distincte du capital, les emplois sont attribués à chaque pays au prorata de la part de ses ressortissants.

Ne sont pas pris en compte dans le Bilan France :

- les emplois intérimaires et saisonniers ;
- les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette entreprise ;
- les investissements purement financiers, les opérations boursières et les franchises quand le franchisé est français ;
- les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale, par exemple).

Dans le cas d'un capital émetté :

- si plus de 50 % du capital est détenu par des actionnaires d'un même pays, les emplois sont attribués à ce dernier ;
- dans le cas opposé, l'origine d'un investissement est définie en fonction de l'actionnaire majoritaire, des membres du conseil (« *board members* ») et du centre de décision. Par exception, dans le cas d'une « JV franco-étrangère », les emplois correspondants sont décomptés au prorata de la participation étrangère dans l'investissement.

La comptabilisation des emplois

Le nombre d'emplois créés ou maintenus retenu au Bilan est celui annoncé pour les trois années à venir, cette durée correspondant à l'horizon temporel de programmation des investissements par les entreprises.

Contrairement à la pratique d'autres agences de promotion territoriale européennes, le Bilan France n'intègre que les décisions d'investissement créateur **d'au moins 10 emplois, sauf si :**

- le projet correspond à une première implantation en Europe réalisée par des investisseurs étrangers non européens ;
- le projet relève d'une activité à forte valeur ajoutée (R&D, par exemple).

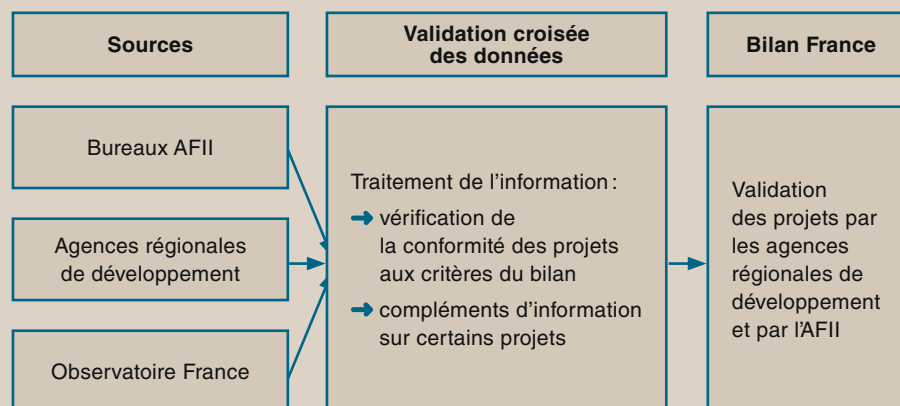
Recueil et validation des données

Les projets inscrits au Bilan France sont identifiés selon trois canaux :

- l'analyse de l'environnement concurrentiel, qui s'opère au moyen d'Observatoires des investissements internationalement mobiles recensant les annonces publiques d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi en France et en Europe ;
- la prospection des projets conduite par l'AFII, mobilisant en particulier le réseau de ses 23 bureaux à l'étranger ;
- l'information collectée par les agences régionales de développement économique sur leur territoire, au travers des contacts qu'elles entretiennent avec les acteurs économiques et les investisseurs étrangers.

Sur ces bases, l'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée de chacun des projets identifiés, qui associe l'AFII et les agences régionales de développement économiques, elles-mêmes en relation avec les agences territoriales de développement économique.

Réalisation du Bilan France



Taux de réalisation des projets

Les bilans ou classements publiés par les agences de promotion de l'investissement comptabilisent des décisions d'investissement (ou des annonces publiques, pour certains consultants). L'étude *ex post* des projets enregistrés au Bilan France 2007 fournit des indications partielles, mais utiles, sur le taux de réalisation des projets dans une conjoncture économique difficile. Pour l'échantillon étudié (limité à 320 projets), près de 90 % des décisions enregistrées en 2007 ont été mises en œuvre. Le taux de réalisation est de 98 % pour les reprises d'entreprises en difficulté.

Des écarts entre les données publiées par l'AFII, fDi Markets et Ernst & Young

Les consultants spécialisés, comme IBM/PLI, fDi Markets ou Ernst & Young, recensent, grâce à des outils de veille économique, des annonces d'investissement internationaux. Des données du même type sont produites à l'étranger par certaines agences de promotion homologues de l'AFII. Les différences de champs et de méthodes de comptabilisation expliquent les écarts importants observés entre ces données.

Le cas de la France permet d'illustrer ce point. En reprenant le décompte des projets selon les critères retenus par différentes bases de données disponibles (exclusion de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration, de la fonction « point de vente » et des investissements relatifs aux rachats d'entreprises en difficulté), le Bilan France 2010 s'établit à 669 projets, quand l'étude européenne d'Ernst & Young en recense, pour la France 562 et fDi Markets 390 la même année.

	AFII	ERNST & YOUNG	FDI MARKETS
TYPES D'OPERATION			
Création	x	x	x
Extension	x	x	x
Reprise-extension	x		
Reprise de site en difficulté	x		
Acquisitions, JV et fusions			
Nature des projets pris en compte	Décision d'investir, et emplois à 3 ans	Annonces publiques des projets et emplois	Annonces publiques des investissements et emplois projetés
Seuil de comptabilisation des emplois	Règle générale : 10 emplois <i>Exceptions :</i> – dès le 1 ^{er} emploi pour les projets à forte VA et/ou les 1 ^{ères} implantations en Europe ; – à partir de 50 emplois à l'échelon national avec un minimum de 10 emplois par site pour les points de vente.	Dès le 1 ^{er} emploi	Dès le 1 ^{er} emploi
Réalisation d'une enquête	Enquête sur la perception de l'attractivité de la France réalisée auprès d'environ 1 000 investisseurs étrangers	Enquête sur la perception de l'attractivité de la France réalisée auprès d'environ 200 investisseurs étrangers	
Prise en compte des points de vente	Seuil minimal de 50 emplois à l'échelon national, avec au moins 10 emplois par site		x

Nomenclatures du Bilan France

LES CLASSIFICATIONS SONT CONÇUES POUR REFLETER LES CARACTERISTIQUES DU MARCHE DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL

La classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à 25 postes, compatible avec celle de l'INSEE (NAF 700 rév.2), adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux. Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

CLASSIFICATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	
1	Agroalimentaire, agriculture et pêche
2	Textile, textile industriel, habillement et accessoires
3	Médicaments et biotechnologies appliquées
4	Parfums, cosmétiques
5	Ameublement & Equipement du foyer
6	Electronique grand public
7	Constructeurs automobiles et équipementiers
8	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires
9	Machines et équipements mécaniques
10	Composants électroniques
11	Equipements électriques, électroniques, informatiques
12	Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux
13	Verre-Céramique-Minéraux-Bois-Papier
14	Chimie, Plasturgie
15	Métaux, travail des métaux
16	Transport, Stockage
17	Bâtiment et Travaux publics, Matériaux de construction
18	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à l'internet
19	Logiciels et prestations informatiques
20	Conseils, Ingénierie et services opérationnels aux entreprises
21	Energie, recyclage, et autres services concédés
22	Hôtellerie, tourisme et restaurant
23	Services financiers, bancaires et assurances
24	Commerce et distribution
25	Autres activités de services

Les types d'investissement

Un projet peut être réalisé selon différentes modalités, qu'il s'agisse d'une création de site, d'une extension de site, de la reprise d'une entreprise française en difficulté ou d'une extension suite à un rachat (reprise-extension).

Les projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme (pérennisation), au même titre que les partenariats technologiques et les fusions-acquisitions (F&A) ne sont pas repris dans les statistiques globales des projets créateurs d'emplois du Bilan France.

1	Création : correspondent à des emplois créés sur un nouveau site.
2	Extension : correspondent à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.
3	Reprise d'entreprise française en difficulté : correspondent à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger.
4	Reprise-extension : correspondent à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société résidente en France qui n'est pas en difficulté.
5	Pérennisation ou modernisation : Les investissements de pérennisation sont des projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme.
6	Partenariats technologiques et de R&D
7	Fusions & Acquisitions

La fonction servie par le projet

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonctions : production de biens et de services, R&D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc. De la production se distinguent les fonctions tertiaires, qui regroupent un ensemble d'activités telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R&D, conseil et ingénierie. Une nomenclature spécifique est prévue dans le Bilan France pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

FONCTION DU PROJET	DEFINITION
1 R&D, ingénierie, design	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
2 Centre de décision	Primo implantation en France et quartiers généraux français
3 Quartiers généraux	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.)
4 Production / Réalisation	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
5 Logistique	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
6 Services aux entreprises	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data center...)
7 Services aux particuliers	Site ayant pour mission principale la vente de produits et services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
8 Point de vente	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

Diversité statistique sur l'investissement étranger en France

Selon la définition de l'OCDE :

« L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (« l'investisseur direct ») afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (« l'entreprise d'investissement direct ») qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un « intérêt durable » est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10% des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct. L'investissement direct peut également permettre à l'investisseur d'accéder à l'économie de résidence de l'entreprise d'investissement direct, ce qui pourrait lui être impossible en d'autres circonstances. L'investissement direct n'a donc pas les mêmes finalités que l'investissement de portefeuille, l'investisseur de portefeuille ne cherchant généralement pas à influencer sur la gestion de l'entreprise. »

L'ANALYSE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS FAIT L'OBJET D'APPROCHES TRES DIVERSES. L'HETEROGENEITE DES DONNEES DISPONIBLES SUR L'INVESTISSEMENT ETRANGER EN FRANCE PEUT ETRE SOURCE DE CONFUSION

Sont à distinguer quatre sources principales : les statistiques d'investissement direct (flux et stocks) ; les données sur les fusions-acquisitions internationales ; les données sur les investissements physiques d'origine étrangère ; les données sur la présence étrangère dans l'économie nationale.

Les statistiques d'investissement direct

La statistique la plus communément utilisée pour mesurer les flux d'investissement internationaux est une donnée financière issue des balances des paiements, rendant compte des « investissements directs étrangers » (IDE).

Produites par la Banque de France, ces données prennent deux formes :

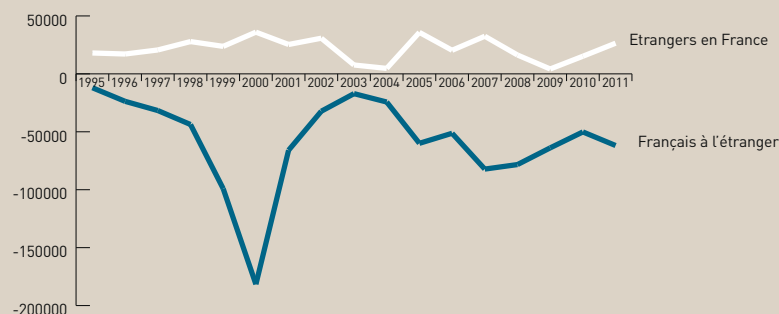
- ➔ les statistiques dites de « flux », qui retracent les transferts de capitaux propres entre la maison mère et sa filiale française ;
- ➔ les statistiques dites de « stocks », qui retracent le montant cumulé des actifs possédés par les firmes étrangères dans notre pays.

Les données harmonisées produites par différents organismes internationaux (Eurostat, OCDE, Cnuccd, FMI et Banque mondiale notamment) permettent des comparaisons avec les autres pays d'accueil.

Cette statistique, cependant, est peu adaptée à la mesure des flux d'investissements physiques, directement créateurs d'emplois et de capacités productives, pour deux raisons principales :

- ➔ elle intègre d'autres opérations que l'investissement physique (acquisitions, rapatriement de bénéficiers, transferts de trésorerie, flux financiers inter-groupe...);
- ➔ elle ne rend pas compte de certains investissements physiques qui sont financés non par des flux d'IDE mais par d'autres sources (levées de fonds sur les marchés locaux notamment).

Les flux croisés d'IDE entre la France et les pays étrangers



Source: Banque de France, 2012

Données sur les fusions-acquisitions internationales

Produites essentiellement par des consultants privés (ex. : Thomson Financial), elles permettent de retracer les prises de contrôle d'entreprises par des firmes étrangères et les montants financiers correspondants.

Données sur la présence étrangère en France

L'Insee établit des statistiques sur l'activité des filiales françaises d'entreprises étrangères à partir d'une enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) réalisée auprès des entreprises. Le taux de 50 % des droits de vote ou du capital social est retenu pour établir le contrôle d'une entreprise par une société étrangère.

Le dispositif ESANE combine des données administratives (obtenues à partir des déclarations annuelles de bénéfices que font les entreprises à l'administration fiscale, et à partir des données annuelles de données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire les statistiques structurelles d'entreprises.

Ces bases contiennent des données relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger.

L'OCDE et le Fonds monétaire international (FMI) sont les dépositaires des définitions internationales de l'investissement direct étranger (IDE). Ils collectent des statistiques de l'investissement international. L'OCDE publie des rapports sur les tendances et l'évolution récente de l'IDE en s'appuyant sur ces statistiques.

Une coopération étroite avec les partenaires territoriaux

UN PARTENARIAT FORT ENTRE TOUS LES ACTEURS DE L'ATTRACTIVITE DE LA FRANCE

L'AFII forme, avec les agences territoriales de développement économique, un réseau dédié à l'accueil des entreprises étrangères en France. Cette coopération se traduit notamment par :

- l'existence d'une procédure de partage de l'information sur les projets d'investissement étranger (Cospe, Comité d'orientation et de suivi des projets étrangers) ;
- une concertation pour la définition des stratégies et des programmes de prospection à l'étranger, incluant la définition des segments prioritaires de prospection ;
- des actions de co-prospection à l'étranger ;
- la mutualisation de certains moyens d'analyse et de veille économique ;
- un renforcement des modules de formation partagée.

L'AFII a contractualisé, au travers de conventions de coopération quinquennales, ses relations de partenariat avec les organismes chargés de la promotion économique des régions, les Agences régionales de développement économique. Les partenaires régionaux participent à la réalisation du Bilan annuel des investissements internationaux. Les informations qui constituent le Bilan annuel font l'objet d'un travail de collecte, doublé d'une vérification menée conjointement en fin d'année.

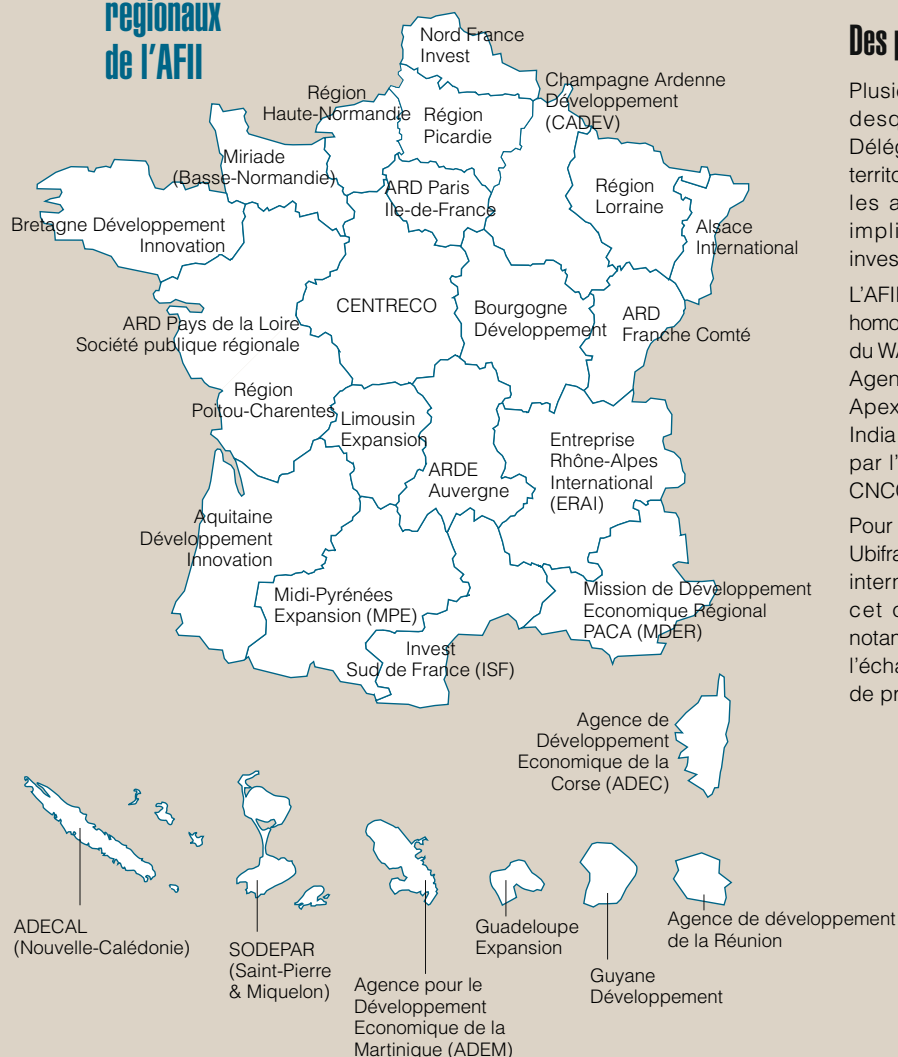
L'outil de coordination du réseau : le comité de suivi des projets étrangers (Cospe)

Trait d'union entre l'AFII et l'ensemble des correspondants régionaux, le Cospe diffuse l'information collectée à l'étranger par l'AFII sur les projets d'investissement vers les partenaires régionaux. Les territoires sont en mesure de proposer une offre, lorsqu'un projet détecté peut s'insérer dans le tissu local. Le Cospe étudie la liste des nouveaux projets et diffuse chaque semaine une synthèse des projets aux régions éligibles.

Des entreprises partenaires

Le « Club AFII » rassemble des entreprises qui participent, dans leur domaine de compétence, à l'accompagnement des investisseurs étrangers qui s'implantent en France. Il s'agit de sociétés de conseil, banques et assurances, sociétés d'ingénierie et bureaux d'étude, aménageurs et promoteurs immobiliers, sociétés de reconversion, cabinets de recrutement et de ressources humaines, prestataires de services externalisés. Ces partenaires sont associés, à l'étranger comme en France, aux événements et opérations de promotion organisés par l'AFII.

Partenaires régionaux de l'AFII



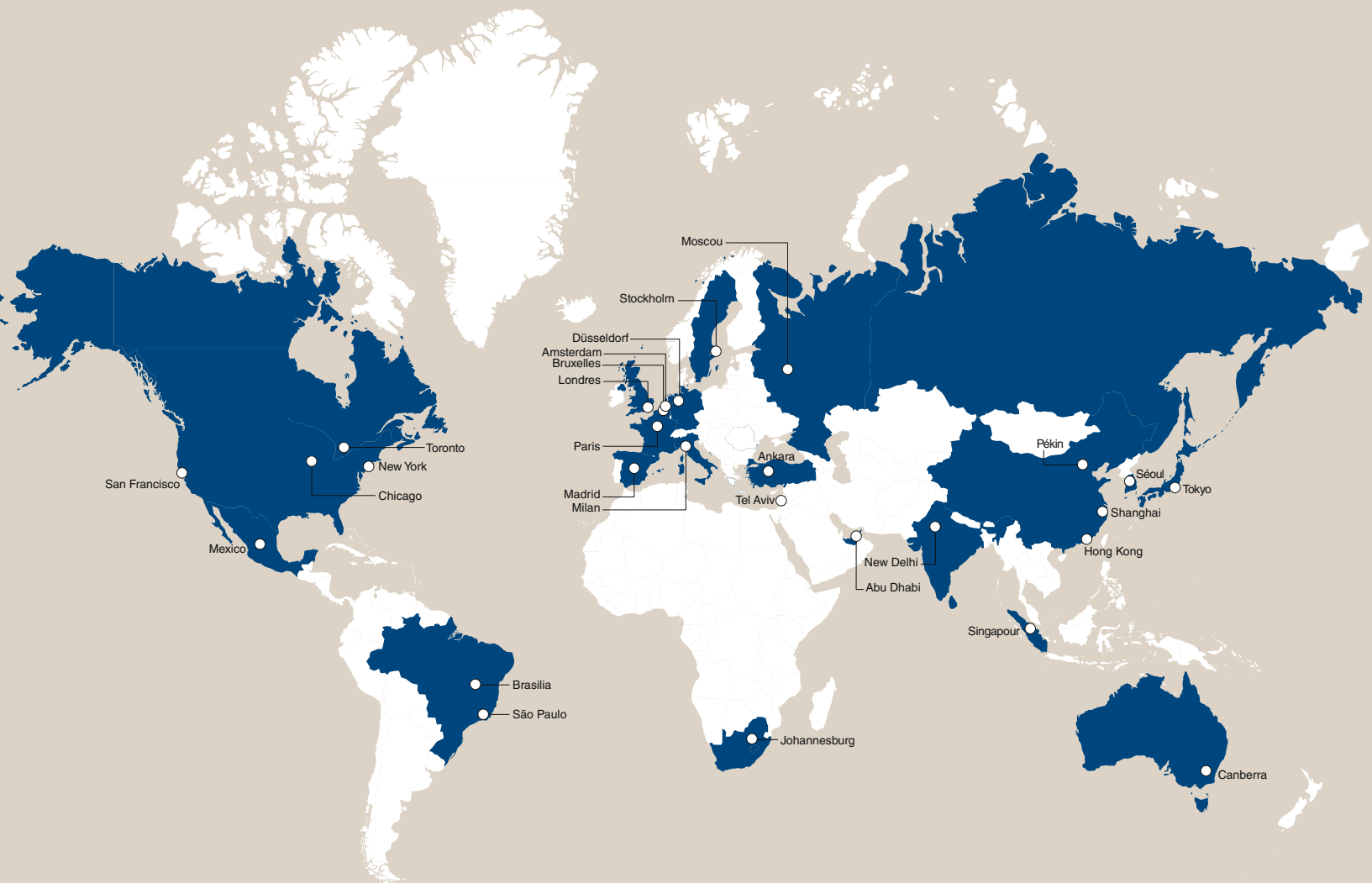
Des partenaires institutionnels

Plusieurs administrations d'Etat, au premier rang desquelles la Direction générale du Trésor, la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar), ainsi que les ambassades françaises à l'étranger sont impliquées dans la politique d'attraction des investissements étrangers.

L'AFII s'est engagée dans une coopération avec ses homologues internationaux : participation aux activités du WAIPA (World Association of Investment Promotion Agencies); conventions signées avec les agences Apex (Brésil, 2009), Cipa (Chine, 2010) et Invest India (Inde, 2010). Des coopérations ont été nouées par l'AFII avec Paris Europlace, Oséo, l'Uccife, le CNCCEF, Atout-France.

Pour favoriser le développement de synergies avec Ubifrance – l'Agence française pour le développement international des entreprises –, l'AFII a signé avec cet organisme un contrat annuel prévoyant, notamment, la diffusion de communiqués, ainsi que l'échange de données et l'organisation de voyages de presse sectorielle et professionnelle.

LE RESEAU AFII



EUROPE

AFII FRANCE

Paris
David Appia, Président
 71-77 boulevard Saint-Jacques
 75680 Paris Cedex 14
 Tel : + 33 1 44 87 17 17
 info@investinfrance.org
 www.investinfrance.org

AFII ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE

Düsseldorf
Didier Boulogne, Directeur
 Französische Botschaft
 Martin Luther Platz 26
 D-40212 Düsseldorf
 Tel : +49 (0) 211 54 22 67 0
 didier.boulogne@investinfrance.org

AFII BELGIQUE, LUXEMBOURG

Bruxelles
Frédérique Lefevre, Directeur
 475, avenue Louise
 B-1050 Bruxelles
 Tel : +32 2 646 59 40
 frederique.lefevre@investinfrance.org

AFII PAYS-BAS

Amsterdam
Frédérique Lefevre, Directeur
 French Embassy
 Stadionweg 137
 1077 SL Amsterdam
 Tel : +31 (0)20 662 20 39
 frederique.lefevre@investinfrance.org

AFII ESPAGNE, PORTUGAL

Madrid
Géraldine Filippi, Directeur
 Embajada de Francia
 Marqués de la Ensenada, 10
 4ª Planta
 E-28004 Madrid
 Tel : +34 91 83 77 850
 geraldine.filippi@investinfrance.org

AFII ROYAUME-UNI, IRLANDE

Londres
Fabrice Etienvre, Directeur
 Haymarket House
 28/29 Haymarket
 London SW1Y 4RX
 Tel : +44 (0) 20 7024 3672
 fabrice.etienvre@investinfrance.org

AFII ITALIE

Milan
Hervé Pottier, Directeur
 Ambasciata di Francia
 Via Cusani, 10
 I-20121 Milano
 Tel : +39 02 72 02 25 43
 herve.pottier@investinfrance.org

AFII PAYS NORDIQUES

Stockholm
Gilles Debuire, Directeur
 French Embassy
 Kungsgatan 58
 S-11122 Stockholm
 Tel : +46 8 545 850 40
 gilles.debuire@investinfrance.org

AFII RUSSIE

Moscou
Daniel Maitre, Directeur
Jérôme Clausen, Directeur de projet
 Bolchaïa lakimanka 45
 119049 Moscou
 Tel : +7 (495) 937 24 00
 daniel.maitre@investinfrance.org
 jerome.clausen@investinfrance.org

AFII TURQUIE

Ankara
Pierre Coste, Directeur
 Consulat de France
 B.P. n° 1
 Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n° 21,
 Asansör E, n°444, Kat.6, Kavaklidere
 06680 Ankara
 Tel : (90 312) 428 31 75
 pierre.coste@dgtrésor.gouv.fr

Jean-Luc Viette, Directeur de projet
 Istiklal cad. 142
 Odakule 10^e étage
 BP 46 – 34430 Beyoglu
 Istanbul
 Tel : +90 212 251 98 77
 jean-luc.viette@dgtrésor.gouv.fr

ASIE

Pascal Gondrand, Directeur AFII Grande Chine

AFII CHINE

Pékin
Pascal Gondrand, Directeur
 Ambassade de France en Chine
 N°60, Tianzhuo, Liangmaqiao,
 3^e diplomatique zone,
 Chaoyang District, Beijing 100600
 Tél : +86 (0)10 8531 2342
 pascal.gondrand@investinfrance.org

Shanghai
Sébastien Carbon, Directeur
 Suite 202
 Hai Tong Securities Building
 689, Guang Dong Lu
 Shanghai
 Tel : +86 (21) 6135 2040
 sebastien.carbon@investinfrance.org

Hong Kong
Morgan Jacquat, Directeur
 25/F, Admiralty Center, Tower II
 18 Hourcourt Road
 GPO Box N° 24 21 Hong Kong
 Tel : + (852) 37 52 91 70
 morgan.jacquat@investinfrance.org

AFII COREE DU SUD

Séoul
Benoît Gauthier, Directeur
 Samheug Building
 8th Fl 705-9 Yeoksam-Dong
 Gangnam-Gu – 135 - 711 Seoul
 Tel : +822 564 0419
 benoit.gauthier@investinfrance.org
 victoria.lamour@investinfrance.org

AFII INDE

New Delhi
Dominique Frachon, Directeur
 2/50 E Shantipath Chanakyapuri
 110 021 New Delhi
 Tel : +91 11 2419 6300
 dominique.frachon@investinfrance.org

AFII JAPON

Tokyo
Christophe Grignon, Directeur
 4-11-44 Minami-Azabu - Minato-ku
 Tokyo 106-8514
 Tel : +81 3 5798 6140
 christophe.grignon@investinfrance.org

AFII SINGAPOUR

Singapour
Hubert Testard, Directeur
 Ambassade de France
 101-103 Cluny Park Road
 259595 Singapore
 Tel : +65 68 80 78 78
 hubert.testard@investinfrance.org
 duc.nguyen@investinfrance.org

MOYEN-ORIENT

AFII EMIRATS ARABES UNIS

Abu Dhabi
Jacques de Lajugie, Directeur
 Hamdan Street
 Al Masaood Tower, Suite 1103
 PO Box 4036 Abu Dhabi
 Tel : +971 (0) 2 633 50 57
 jacques.delajugie@investinfrance.org
 salim.saifi@investinfrance.org

AFII ISRAEL

Tel Aviv
Didier Wisselmann, Directeur
 7 Havakuk HaNavi
 63505 Tel Aviv
 Tel : +972 (0) 3 546 65 35
 didier.wisselmann@investinfrance.org

AMERIQUE DU SUD

AFII BRÉSIL

Brasilia
Louis-Michel Morris, Directeur
 S.E.S. Avenida das Nações
 Lote 04 - Quadra 801
 70404-900 Brasilia DF
 Tel : +55 61 312 92 47
 louis-michel.morris@dgtrésor.gouv.fr

François Removille, Directeur de projet
 Av. Paulista, 1842
 Torre Norte, 14^e Andar
 01310-923, São Paulo – SP
 Tel : (55 11) 33 71 54 00
 francois.removille@investinfrance.org

AMERIQUE DU NORD

Philippe Yvergniaux, Directeur AFII Amérique du Nord

AFII ETATS-UNIS

New York
Philippe Parfait, Directeur
 1700 Broadway
 Suite 3000
 New York, NY 10019
 Tel : +1 (212) 757 93 40
 philippe.parfait@investinfrance.org

Chicago
Michel Gilbert, Directeur
 French Embassy
 205 North Michigan Avenue
 Suite 3750
 Chicago, IL 60601
 Tel : +1 312 628 1054
 michel.gilbert@investinfrance.org

San Francisco
Stéphane Lecoq, Directeur
 88 Kearny Street
 Suite 700
 San Francisco, CA 94108
 Tel : +1 415 781 0986
 stephane.lecoq@investinfrance.org

AFII CANADA

Toronto
Jean-Pierre Novak, Directeur
 154 Université Avenue
 Suite 40
 Toronto, ON M5H 3Y9
 Tel : +1 416 977 12 57
 jean-pierre.novak@investinfrance.org

CORRESPONDANTS AFII

AFRIQUE DU SUD

Inanda Greens Business Park
 Augusta House
 54 Wierda Road West
 Wierda Valley
 Sandton
 2196 Johannesburg
 Tel : +27 11 303 71 50
 raphael.pequignot@dgtrésor.gouv.fr

AUSTRALIE

6 Perth Avenue
 Yarralumla Act 2600
 Canberra
 Tel : +61 (0)2 6216 0116
 agnes.romatet@dgtrésor.gouv.fr

MEXIQUE

La Fontaine 32
 Col. Polanco
 11560
 Mexico - D.F.
 Tel : (00 52) (55) 91 71 98 89
 emilio.piriz@dgtrésor.gouv.fr

L'AFII remercie l'ensemble de ses partenaires et, plus particulièrement, ses partenaires régionaux.

Directeur de la publication : David Appia, président. Rédactrice en chef : Sylvie Montout, économiste.

Coordinatrices du recensement des données : Yasmine Galloul, chargée d'analyses économiques et de veille,
Fany Robin, chargée d'analyses économiques.

Coordination éditoriale : Alexandra Chabut, Pôle Communication

Conception, réalisation : **SPHÈRE**
PUBLIQUE agence@spherepublique.com – Imprimé sur papier certifié FSC – mars 2013

